

n° 484
DECEMBRE
2019
4,80 €

Silence

VERS DES VILLES SANS VOITURES

UN CAMP CLIMAT QUEER !

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET JUSTICE SOCIALE



écologie • alternatives • non-violence

Notre ligne éditoriale

Silence porte un projet de transformation de la société dans le sens de la décroissance et de l'écologie sociale. La revue explore les alternatives concrètes et cherche à aborder tout sujet non seulement sous l'angle écologique mais aussi au regard du féminisme, du post-colonialisme, de la non-violence, etc.

La décroissance affirme la radicalité des changements à opérer. Elle s'enracine dans le constat que nous vivons sur une planète aux ressources limitées, sur laquelle une croissance illimitée est illusoire.

Le verdissement du capitalisme ne résoudra pas les problèmes actuels liés au changement climatique, à l'aggravation des inégalités sociales.

À l'échelle de la planète, le désastre écologique est causé avant tout par les plus riches et accable d'abord et surtout les plus pauvres.

Les alternatives au cœur

Les alternatives sont le cœur battant de *Silence*. Chaque numéro en propose une moisson : alternatives à la ville ou aux champs, de toutes tailles et tous types d'activités : transports doux, écoles pas comme les autres, agricultures paysannes, habitats partagés, énergies villageoises, épiceries autogérées, ZAD, lieux de solidarité avec les personnes migrantes, ressourceries, ateliers associatifs... et quantité d'autres. Nous misons d'abord sur le changement par le bas, par la faire, par la reconquête de zones d'autonomie, de partage et de convivialité. *Silence* a également à cœur de cultiver les débats d'idées, les réflexions théoriques, les élaborations d'utopies qui contribuent à la construction de l'écologie politique.

Un média participatif et ouvert aux débats contradictoires

Média militant et engagé, *Silence* n'a aucune prétention à être "neutre" ou "objectif". C'est un média indépendant, sans pub, mais aussi participatif et collectif, dont la plupart des textes sont écrits par des bénévoles. *Silence* ouvre ses pages à des opinions diverses, parfois contradictoires. Sur fond d'une vision partagée du monde, des options divergentes peuvent être défendues et nous n'avons pas vocation à trancher sur tout.

Mettre en pratique les alternatives que nous promouvons

L'association et l'équipe de *Silence* s'essaient à mettre en œuvre les alternatives qu'elles promeuvent et la lutte contre les dominations en leur sein, dans un souci de cohérence entre le dire et le faire. *Silence* a fait le choix de l'écriture inclusive car nous croyons que le masculin universel est l'une des formes de la domination patriarcale dans la langue française.

Vous êtes invité-es à prendre une part active dans cette aventure collective en participant à la rédaction ou à la diffusion de *Silence* !



Retrouvez la revue sur internet :

www.revuesilence.net

LE MOIS DE LASSERPE

L'AIDE MÉDICALE D'ÉTAT DANS LE COLLIMATEUR



L'EUROPE ENVOIE UN MESSAGE AUX KURDES



EMMANUEL MACRON À MAYOTTE



EXHUMATION DE FRANCO





■ DOSSIER

VERS DES VILLES SANS VOITURES

05 Le véhicule d'une société

Qu'est-ce qui fait rouler les automobilistes ? Comment s'est-on retrouvé dans une société de l'automobile-reine, dépendante du pétrole, en quelques décennies ? Pour en savoir plus, entretien avec Pierre Lannoy et Yoann Demoli, auteurs de Sociologie de l'automobile.

08 Demain, Paris sans voitures ?

Paris est une ville extrêmement engorgée, bruyante et polluée par le trafic automobile. Et pourtant... neuf déplacements sur dix s'y effectuent aujourd'hui sans voiture ! Julien Demade, chercheur au CNRS, nous aide à analyser la situation et à imaginer un avenir désirable.

11 Comment faire reculer la voiture en ville ?

Quelles sont les stratégies les plus efficaces pour faire reculer la voiture en ville ? Quelles mesures ont déjà fait leurs preuves ? Petit tour d'horizon de quelques pistes à partir du livre La Mobilité en questions, qui aide à remettre certaines idées au clair.

13 Inventer des villes libérées

D'autres pistes existent pour sortir de la ville automobile et inventer d'autres modèles urbains, où il fait bon respirer et jouer en sécurité dans l'espace public.

■ CHRONIQUES

16 Bonnes nouvelles de la Terre :

En France, la consigne en verre renaît grâce à des pionnières

19 Chroniques terriennes :

Apocalypse ? Now merci !!!

26 Désarmons ! :

C'est quoi la paix ?

27 Solidarités sans frontières :

Violences au travail : les femmes disent STOP !

■ BRÈVES

16 Alternatives • 18 Climat • 19 Environnement
22 Politique • 23 Société • 23 Liberté
24 Nucléaire • 25 Énergies • 26 Paix et Non-violence
27 Nord / Sud • 28 Transports • 28 Santé
29 Femmes, hommes, etc. • 29 Annonces
30 Agenda • 41 Courrier • 42 Livres

■ ARTICLES

31 Et 500 Bombes Atomiques se mirent à danser

Un week-end chaud et ensoleillé de la fin du mois de septembre 2019, 500 Bombes atomiques se sont rassemblées à Montiers-sur-Saulx, tout près de Bure, pour dire non au nucléaire et à son monde. Des centaines de femmes trans, d'hommes trans, de queers, de femmes cis, de personnes non-binaires réunies au même endroit pour un camp et une marche en mixité choisie, et vers un avenir radieux.

34 Un camp climat et agriculture queer !

En septembre 2019, plus de 600 activistes se sont rassemblés pour le camp climat Free the Soil à Brunsbüttel (Allemagne) pour bloquer l'usine du géant norvégien des engrais azotés de synthèse, Yara. À quoi ressemblent un camp et une action de désobéissance civile organisés suivant des principes féministes queers ?


37 Transition écologique et justice sociale

Si nous devons aller vers une société plus sobre et plus résiliente, cela ne doit pas se faire en provoquant une augmentation des inégalités sociales... comme le proposent les actuels plans climat liés au maintien de la croissance.

48 Dépaysages de palmiers à huile

Prochain dossier

Le soin, c'est communautaire !



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 30 octobre 2019.

Editeur: Association Silence - **N° de commission paritaire:** 0920 D 87026 - **N° ISSN:** 0756-2640 - **Date de parution:** 4^e trimestre 2019 - **Tirage:** 4300 ex. - **Impression:** Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot - **Administrateurs:** Pascal Antonanzas, Éric Cazin, Francis Levasseur - **Directrice de publication:** Gaëlle Ronsin - **Comité de rédaction:** Martha Gilson, Guillaume Gamblin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - **Pilotes de rubriques:** Michel Bernard, Annick Bossu, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous, Gwenvael Delanoe, Monique Douillet, Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Seleik, Xavier Sérédine - **Maquette:** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins:** Freepik, Lasserpe - **Correctrices:** Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - **Photographes:** Arnaud 25, Julien Chatelain, D.Dindinaud, Hugo Jamard, Olivier Laurent, Kjetil Lenes, Alexey M, Ludovic Marin, Hynek Moravec, Nobody2017, Steve Rhodes, Jørgen Schytte, Dariusz Siczkowski, Stougard, Tuca Vieira, weck.fr, Leon Yaakov - **Et pour ce n°:** Michel Bernard, Alice Bordaçarre, Patrice Bouveret, Sonia Conchon, Pauline De Deus, Yoann Demoli, Monique Douillet, Hugo Jamard, Stéphen Kerckhove, Pierre Lannoy, Francis Vergier - **Couverture:** Claudia Draper / Hackney Play Association - **Internet:** Damien Bouveret, Maud, Victor Poichot - **Développement supports informatiques:** Christophe Geiser (e-smile.org) - **Archives:** Mimmo Pucciarelli.
Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes: sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations: Les photos et dessins restent la propriété de leurs autrices.

Association Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements: Claire Grenet: mardi et jeudi: 10h-12h / 14h-17h · **Dépositaires, stands et gestion:** Olivier Chamarande: mardi et jeudi: 10h-12h / 14h-17h · **Rédaction:** Guillaume Gamblin et Martha Gilson: lundi et mercredi: 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires: IBAN: FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
Code BIC: CCOFRRPPXXX

Pour la Belgique: contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN: BE24 5230 8042 8738 - Code BIC: TRIOBEBB

ÉDITORIAL

Moins d'automobiles, plus d'autonomie !



Une rue sans voiture à Lisbonne (Portugal). Le funiculaire de Bica est le plus ancien de la ville. Il a été inauguré en 1892. Il a été classé monument historique en 2002.



La barque, un moyen de déplacement et de transport possible dans les villes traversées par des rivières ou des fleuves. Ici, marché flottant Damnoen Saduak à Bangkok (Thaïlande) en 2009.



Parking day à Seattle (États-Unis) en 2010. Pour une journée, les places de parking sont réappropriées et transformées en espaces où les voitures sont exclues.



Dans une rue sans voitures, tout est possible...

Imaginez une ville où, pour rejoindre son domicile depuis la gare, il serait possible d'emprunter soit des voies cyclables larges, soit une ligne de tramway, soit de petits chemins de traverse verdoyants. Vous y êtes ? Alors écoutez le bruit du vent dans les feuilles et les éclats de voix des enfants qui jouent dans la rue – sans besoin d'une surveillance anxieuse de chaque instant de leurs parents – et qui ne sont pas recouverts de bruits de moteurs ou d'accélération des motos. Vous avez le temps de profiter de ce moment puisque vous travaillez à temps partiel (pas besoin de rembourser un crédit automobile) et que vos activités et commerces ne sont pas loin de chez vous.

Cet univers parallèle, c'est celui d'une société qui n'a pas fait le choix de mettre l'automobile au centre de ses priorités. Vous vous sentez vraiment moins libre ? Ou simplement plus paisible, plus vivante ?

Ce dossier explore les voies vers une société sans voitures en se concentrant sur la situation en milieu urbain, même si s'en passer est également un défi de premier ordre dans les zones rurales et périurbaines (1).

Face à l'automobile et son monde (celui du pétrole, des guerres impériales, du chaos climatique, de la bétonisation, de la vitesse, de la laideur, des accidents de la route, des parkings géants, etc.), une autre ville est possible, où il fait bon vivre.

Aujourd'hui de nombreuses métropoles remettent en cause le tout-automobile : le vent semble être en train de tourner. Mais bien loin des "smart-cities", "villes intelligentes" ultra-connectées parfois mises en avant dans un délire de progrès technologique sans fin, c'est d'autres imaginaires plus conviviaux que nous voulons explorer ici.

Guillaume Gamblin

(1) *Silence* y a consacré le dossier de son numéro 317, "Vivre à la campagne sans voiture", à consulter sur le site de la revue, www.revuesilence.net.

Couverture : Pour les enfants de Hackney, dans le Grand Londres, la rue redevient un terrain de jeux grâce à une opération originale : "Hackney Play Streets". Le plan est appliqué dans cinquante rues de la circonscription, premier district londonien à adopter cette idée.

La fermeture des rues à la circulation est organisée par des résident-es volontaires dans le cadre d'un mouvement international lancé par l'association d'habitantes *Playing Out* (<http://playingout.net>).

À l'échelle du Royaume-Uni, environ mille rues sont engagées dans le mouvement, qui s'est par ailleurs diffusé au niveau international, entre autres en Australie et au Canada.

© Claudia Draper/Hackney Play Association (<http://hackneyplay.org>)



▲ Parking de la gare de Rive-de-Gier (Loire) libéré, le 27 mai 2018.

Le véhicule d'une société

Qu'est-ce qui fait rouler les automobilistes ? Comment s'est-on retrouvé dans une société de l'automobile-reine, dépendante au pétrole, en quelques décennies ? Pour en savoir plus, entretien avec Pierre Lannoy et Yoann Demoli, auteurs de *Sociologie de l'automobile*.

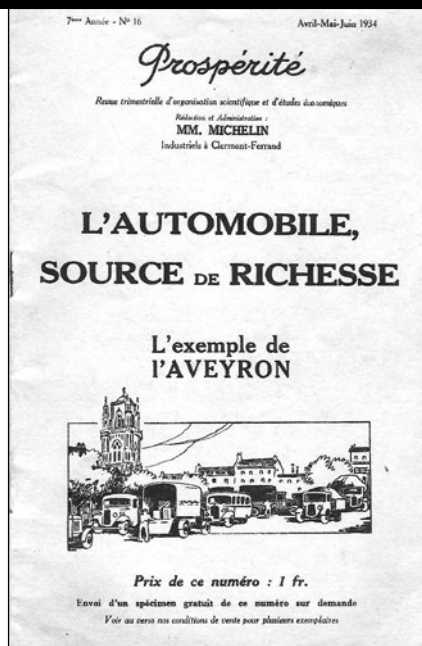
Silence : Selon quelles dynamiques s'est déroulée la diffusion de l'automobile dans la société française jusqu'à aujourd'hui ?

Yoann Demoli et Pierre Lannoy : La diffusion de l'auto en France a connu différentes phases historiques qui sont, pour le dire simplement, le temps des pionniers, le temps de la banalisation et le temps de la saturation. Une des explications proprement sociologiques consiste à penser qu'elle a été et demeure poussée par une logique de distinction symbolique. Cela signifie que les choix des consommateurs ne répondent pas uniquement à une logique utilitaire mais sont aussi guidés par le souci de marquer l'appartenance à un certain groupe social et donc une différence par rapport aux autres catégories sociales. Autrement dit : le produit acheté rend visibles les positions sociales. La distinction s'exprime d'abord par le fait d'acquérir un nouveau bien, rare, cher et encore inhabituel, ce qui permet de marquer la différence par rapport à ceux qui ne peuvent ou n'osent pas faire la même chose. En France, cette logique prévaut jusqu'à la Seconde Guerre mondiale en ce qui concerne l'automobile. Ensuite,

lorsque le produit se répand, comme ce fut le cas avec la production de masse dans les Trente Glorieuses (1945-1975), il se banalise et les différents groupes sociaux cherchent à "rattraper leur retard" en matière de style de vie. Ce fut le cas des classes moyennes puis populaires par rapport aux classes aisées, mais également des femmes par rapport aux hommes, à tous les échelons de la société française. La distinction passe alors progressivement par le choix de modèles distincts de véhicules ; les plus coûteux, les plus prestigieux, mais aussi les plus volumineux et les plus puissants étant choisis majoritairement par les ménages les plus aisés. Dans un monde saturé d'automobiles, comme le nôtre aujourd'hui, les différences se marquent également par la multimotorisation des ménages, l'achat neuf ou d'occasion, le paiement comptant cash ou le crédit, l'obtention d'une voiture de fonction, ou encore la présence ou l'absence de signes de personnalisation du véhicule (plaques personnalisées, stickers, équipements optionnels, propreté, etc.). Mais aussi par le renoncement, volontaire ou non, à l'automobile...



Yoann Demoli et Pierre Lannoy sont sociologues, enseignants-chercheurs respectivement à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et à l'Université libre de Bruxelles. Ils viennent de publier *Sociologie de l'automobile* (La Découverte, 2019), un ouvrage proposant un panorama des connaissances sur la société automobile, ses dynamiques, ses inégalités et ses conflits.



► Quand le "tout-à-l'automobile" était une évidence... savamment construite. "L'automobile, source de richesse", un numéro de la revue *Prosperité* des éditions Michelin datant de 1934. À cette époque, 1 Française sur 40 possède une voiture ; en 2016, c'est le cas de plus de 81 % d'entre elles et eux. Entre ces deux dates, la France est passée d'un projet de "tout-à-l'automobile" à sa réalité.

Vous écrivez que "Contrairement à certaines idées reçues, l'augmentation du parc automobile ne vient pas annuler l'intérêt de posséder une voiture" en raison des dynamiques propres au "complexe automobile". Pourquoi ?

Dans la phase de saturation actuelle, les "externalités négatives" de l'auto (encombrement, pollution, insécurité) sont fréquemment décrites comme ayant atteint un stade critique, qui rendrait l'usage de l'auto difficilement tenable. Pourtant, le parc et la circulation automobiles ne cessent de croître. Serait-ce là de la schizophrénie ? L'intérêt

La leçon de l'Aveyron

Que voyons-nous dans ce coin de France ?

Des habitations assainies.
Des propriétés libérées d'hypothèques.
Un cheptel accru.
Des gens qui se nourrissent mieux.

On vend des pommes de terre à l'Espagne.
On achète du riz à l'Indochine.

Les jeunes restent à la terre au lieu d'émigrer vers les villes.
La dépopulation s'arrête.

Les achats des paysans font les bourgs prospères.
On achète de la rente.
On supporte la crise plus facilement qu'ailleurs.

A quoi l'Aveyron doit-il tous ces changements ?

Il y a eu la chaux, les engrais, mais à eux seuls ni la chaux ni les engrais n'auraient suffi.

Il a fallu :

**des transports faciles,
des transports bon marché.**

Seule, l'automobile a pu les donner.

des travaux de Gabriel Dupuy sur la dépendance automobile est d'avoir identifié les mécanismes qui alimentent et perpétuent "l'utilité" de l'auto. Selon lui, les externalités négatives engendrées par la croissance de la circulation sont sans cesse contrebalancées par des initiatives individuelles et collectives qui permettent de dépasser ces problèmes. Face aux encombrements, les infrastructures se multiplient, se transforment et s'élargissent (l'autoroute ou le carrefour giratoire en sont des exemples), des conseils, des outils et des savoir-faire "intelligents" se développent (1), des adaptations horaires s'opèrent... Face à la croissance du parc auto, on a inventé le garage, le parking, la zone commerciale périphérique, etc., qui incitent en retour à posséder un véhicule. Face à l'insécurité routière (qui diminue objectivement), nombreux sont ceux qui recourent... à l'auto, qu'on utilise pour conduire les enfants à l'école en toute sécurité ou qu'on achète plus volumineuse pour se sentir mieux protégé. Enfin, l'auto est aussi un "bon d'entrée" dans le club des adultes, dans le monde professionnel (le permis étant requis pour accéder à l'emploi) ou dans la consommation et les loisirs. La voiture n'est pas un objet isolé : elle est devenue un "fait social total", c'est-à-dire un montage extrêmement solide de toutes les composantes de notre société : les territoires, les temporalités, les matérialités, les institutions, les imaginaires...

Pouvez-vous expliquer comment le "tout-à-l'automobile" exclut les techniques et les politiques alternatives de transport ?

Sur cette question, un regard historique est également instructif. Dans la (longue) période qui précède les crises pétrolières des années 1970, le "tout-à-l'automobile" est un projet volontairement et explicitement endossé par les industriels de l'automobile, bien sûr, mais aussi par les autorités publiques et par la plus grande majorité de

(1) Du bon vieux Bison futé aux ordinateurs de bord.

La diffusion du 4x4 et du SUV

Le nom de 4x4 fait référence aux quatre roues motrices, un héritage des chars d'assaut, transposé à des véhicules blindés légers comme la jeep. Ce type de véhicule, capable de rouler sur des espaces non viabilisés, s'est ensuite diffusé auprès des administrations civiles. C'est au cours des années 1980 que la consommation de 4x4 prend son essor aux États-Unis. Leur succès est lié à l'innovation de la marque *Land Rover*, qui transforme le 4x4 en une version confortable, le *Sport Utility Vehicle (SUV)*.

Les SUV constituent, depuis le tournant du 21^e siècle, la grande majorité des véhicules familiaux vendus aux États-Unis : à la fin des années 2000, près de 40 % des ménages y possèdent au moins un 4x4. Comme dans la plupart des pays industrialisés, le marché français des véhicules tout-terrain se caractérise par une forte croissance dès le début des années 2000, bien qu'en janvier 2008 le dispositif de bonus-malus écologique soit venu freiner légèrement cette croissance.

Des observateurs états-uniens soulignent le lien entre la croissance importante du marché des 4x4 et l'essor du sentiment d'insécurité voire d'un "nationalisme retranché" : le 4x4 impliquerait une vision conflictuelle et individualiste de la vie sociale. D'autres travaux analysent avant tout la possession d'un 4x4 comme reflétant une consommation ostentatoire. Pour le cas français, une enquête menée en 2007 auprès des conducteurs de 4x4 montre que ceux-ci se distinguent par leur appartenance aux classes dominantes à fort capital économique et par une consommation intensive de l'espace (habitat en banlieue pavillonnaire, possédant fréquemment des résidences secondaires), appuyée par un usage très prégnant de leur véhicule, dans des espaces où l'automobile ne connaît pas l'encombrement des centres-villes.

Yoann Demoli et Pierre Lannoy



▲ Reclaim the streets est un collectif anglo-saxon né dans les années 1990 qui prône la réappropriation de l'espace public comme espace commun par l'action directe et festive, contre les logiques marchandes et le tout-automobile.

la population. L'auto peut "tout" : donner la prospérité au pays, rendre les gens heureux, sauver la ville, etc. Rappelons qu'en cette période, elle ne pollue pas ! Du moins, personne ne le dit ; il faudra attendre les années 1970. L'archaïsme des transports collectifs est fustigé, voire provoqué car on n'y investit plus, ou de moins en moins. Le vélo, qui était si populaire, devient indésirable, ringard. Tous les discours répètent inlassablement ces "vérités".

Dans la phase de saturation actuelle, le "tout-à-l'automobile" est au contraire largement dénoncé. Il n'est plus un projet ; désormais, il est une réalité. En un siècle, notre monde est devenu, de fait, automobile. L'auto est devenue la mesure de notre société, à la fois objectivement et subjectivement. En effet, nos territoires et nos

activités sont organisés en supposant l'évidence de la métrique automobile (2). Actuellement, les modes de transport alternatifs doivent répondre de leurs différences par rapport à l'auto, et non l'inverse : sont-ils aussi rapides, aussi confortables, aussi sûrs, aussi fiables que la voiture ? Pourquoi ne sont-ils pas disponibles partout et à toute heure ? Si la place manque sur la voirie, pourquoi ne pas les supprimer ? Le "tout-à-l'automobile" est aujourd'hui le trait majeur de nos territoires, de nos horaires et de notre sociabilité, que l'on soit automobiliste ou non. Lorsque l'auto ne sera plus l'étalon de nos mobilités, nous serons dans un autre monde.

La contestation de l'automobile est-elle l'apanage des classes urbaines favorisées ?

La part des ménages français ne possédant pas de voiture recule depuis les années 1980, passant de 23 % en 1984 à 19 % en 2016. Qui sont celles et ceux qui n'ont pas de voiture aujourd'hui ?

Ne pas avoir de voiture recouvre trois types de situations différentes. La première, très majoritaire puisqu'elle concentre environ 60 % des ménages sans voiture en France, concerne un écart durable à l'automobile : il s'agit soit de ménages dont aucun membre ne détient le permis, soit de ménages de retraités ayant abandonné la conduite, formant un groupe majoritairement féminin et constitué d'inactifs.

La deuxième situation concerne des ménages dont le budget domestique est largement capté par les dépenses de logement. Fréquemment

dotés d'un deux-roues à moteur, ces ménages se disent souvent financièrement très contraints.

La troisième situation, encore plus marginale statistiquement, concerne les ménages qui semblent se priver volontairement de voitures. Ils apparaissent essentiellement franciliens, diplômés et appartenant aux catégories socioprofessionnelles les plus qualifiées. Fortement mobiles, utilisant des services supérieurs de transports (TGV, transport aérien), c'est le seul groupe dont l'absence d'auto ne semble pas entraver la mobilité. Les formes d'abstention automobile pour motif purement écologique ou idéologique semblent donc bien constituer l'apanage des classes urbaines favorisées, ou de quelques-uns de leurs membres exilés dans les campagnes, pour y vivre une existence alternative.

Yoann Demoli et Pierre Lannoy

(2) Et ils le sont de plus en plus en fonction de la métrique spatiale et temporelle des télécommunications : ubiquité et instantanéité.



Hynek Moravec

▲ Masse critique sur un pont de Prague (République Tchèque), 22 septembre 2007.

Demain, Paris sans voitures ?

Paris est une ville extrêmement engorgée, bruyante et polluée par le trafic automobile. Et pourtant... neuf déplacements sur dix s'y effectuent aujourd'hui sans voiture ! Julien Demade, chercheur au CNRS, nous aide à analyser la situation et à imaginer un avenir désirable.

Durant les Trente Glorieuses, l'ensemble de la voirie parisienne a été réorganisée pour favoriser l'essor de l'automobile (1). Cela a créé un système de déplacements non viable, comme en témoignaient alors les embouteillages chroniques. Mais depuis les années 1990, la tendance s'est inversée : la circulation automobile à Paris a diminué de 46 % entre 1992 et 2017 et seuls 10 % des trajets sont aujourd'hui effectués en voiture. "Cette baisse est essentiellement due au report vers les transports en commun (la fréquentation du métro a crû de 50 % depuis 1995)", explique Julien Demade. Mais selon lui, "le système parisien des déplacements reste aujourd'hui profondément dysfonctionnel" (2) : engorgement complet des transports en commun d'un côté (3), pollution automobile de l'autre : 90 % des Parisien-nes sont exposés à une pollution supérieure aux normes sanitaires (4).

LE POTENTIEL ÉNORME DU VÉLO ET DE LA MARCHÉ

"Au début des années 1990, la circulation automobile était 85 fois supérieure à la circulation cycliste" (4). En 2010, elle ne lui était plus que trois fois supérieure et, d'ici à 2030 environ, leur nombre de déplacements respectifs devrait devenir équivalent. Le vélo est le mode de transport qui augmente le plus rapidement dans la capitale : son usage y a été multiplié par 10 entre 1991 et 2010. Afin de poursuivre cette évolution, "il est donc

aussi nécessaire que possible de réaménager radicalement la chaussée pour l'adapter à ces transformations profondes de son usage, ce qui passe notamment par le biais de la généralisation des zones 30 en dehors des grands axes, et des aménagements cyclables sur les grands axes" (2).

Pour calculer le potentiel de développement de chaque mode de transport, on peut se référer aux distances des trajets. "À chaque distance correspond un mode de déplacement idéal" : en dessous de 1 km, c'est la marche. Entre 1 et 5 km, c'est le vélo (moins de 20 minutes de trajet). Au-delà de 5 km, ce sont souvent les transports motorisés. "Un système rationnel combine ces trois façons fondamentales de se déplacer, en assurant à chacune l'essentiel des déplacements sur les distances pour lesquelles elle est le mieux adaptée."

Mais il existe un décalage énorme entre l'aménagement urbain existant et le potentiel des modes de déplacement. En Île-de-France, 45 % des déplacements se font sur des trajets inférieurs à 1 km et 30 % des trajets sont compris entre 1 et 5 km. "Au total donc, 75 % des déplacements franciliens font moins de cinq kilomètres et sont, de ce fait, aisément réalisables par le biais de modes non motorisés — pour autant que ceux-ci ne soient pas exclus de la voirie par l'aménagement strictement automobile de celle-ci, qui est actuellement la règle" (5). Un report modal d'autant plus possible que "ce qui frappe, c'est avant tout le caractère absurdement faible des distances pour lesquelles est utilisée l'automobile : dans 40 % des cas, il s'agit de moins de 5 km" (4).

(1) À partir du milieu du 19^e siècle, "dans la ville haussmannienne, l'accent avait été mis sur la marche (avec la règle des 40 % à 50 % de voirie réservés aux trottoirs)", explique Julien Demade. Puis, "à coup de constructions d'autoroutes urbaines (voies sur berges, périphérique), d'instauration d'un plan de circulation maximisant la vitesse automobile grâce aux sens uniques, et de diminution des trottoirs, le vélo finit par être radicalement chassé de Paris, tandis que la part de la marche y diminue" (voir note 2).

(2) Julien Demade, "Le vélo peut révolutionner les déplacements en Ile-de-France", www.alternatives-economiques.fr, 6 décembre 2017.

(3) "L'augmentation de leur fréquentation s'est faite pour l'essentiel dans le cadre d'un réseau stable, faute de capacité à en financer l'extension (une seule ligne de métro a été créée depuis les années 1990 là où il en aurait fallu cinq pour absorber l'augmentation de la fréquentation)."

(4) Julien Demade, "Réorganiser la voirie à Paris au détriment de la voiture et au profit du vélo n'a rien d'un délire idéologique", <http://carfree.fr>, 13 septembre 2017.

(5) Julien Demade, "Le vélo et la marche : les transports d'avenir de l'Île-de-France !", www.metropolitiques.eu, 4 décembre 2015.



▲ Qui a dit qu'il fallait un véhicule à moteur pour porter des charges importantes ? Nankin, Chine, 2009.

PRO-VÉLO = PRO-BOBO ?

La politique pro-vélo menée actuellement par la mairie de Paris accroît-elle les inégalités sociales ? "[On] ne cesse d'entendre : 'Les gens qui circulent en voiture dans Paris le font parce qu'ils n'ont pas le choix : parce qu'ils viendraient de trop loin, la banlieue, pour pouvoir se déplacer autrement.' La réduction de l'espace de circulation automobile serait ainsi une politique qui ne profiterait qu'aux Parisiens, et dont tout le poids pèserait sur les banlieusards, une politique menée donc au profit des plus privilégiés, et au détriment des plus démunis : une politique de bobos. L'argument, cependant, est totalement faux", estime Julien Demade, qui poursuit : "Qui sont ces Parisiens qui choisissent de rouler en voiture ? Les plus fortunés, parce que la principale déterminante du fait d'opter pour la voiture est le revenu. Ainsi les habitants du 16^e arrondissement se déplacent-ils trois fois plus en voiture que ceux du 18^e. (...) Et pour les banlieusards, il n'en va pas différemment : ceux qui font le choix de venir à Paris en voiture ne sont que ceux qui en ont les moyens" (4). Cela s'explique entre autres par le fait que "plus les ménages sont pauvres, plus la part dans leur mobilité des déplacements inférieurs à 5 km (et donc assurables à vélo) est importante ; et plus également la marche et le vélo représentent une proportion notable de leurs déplacements. (...) Pour le quart le plus pauvre de la population française, (...) les modes actifs représentent 37% des déplacements, contre seulement 20% pour le quart le plus riche. Réaménager la voirie au profit de la marche et du vélo est une politique socialement juste" (6).

ET LES BANLIEUES ?

Actuellement, dans les banlieues de Paris, 50 % des déplacements s'effectuent encore en

voiture. Cela s'explique entre autres par le fait que "les transports en commun sont très peu développés sur les liaisons de banlieue à banlieue, alors que celles-ci représentent 93% des trajets automobiles en banlieue", ce qui fait que "le potentiel de report de la voiture vers les transports en commun est faible" (7). Mais en banlieue plus encore qu'à Paris, l'essentiel des déplacements en voiture se fait sur de petites distances : dans toute l'Île-de-France, la moitié fait moins de 3 km, et les deux tiers font moins de 5 km. Les perspectives de report modal sur la marche et le vélo sont donc importantes. D'ailleurs, explique Julien Demade, "en banlieue comme à Paris, le vélo est de loin le mode de déplacement qui connaît la croissance la plus forte (+ 90% entre 2001 et 2010)".

Plutôt que la réalisation de l'hypothétique *Grand Paris express*, projet pharaonique de doublement du réseau de métro actuel dans les banlieues qui devrait coûter 32 milliards d'euros (8), le chercheur imagine le développement d'itinéraires cyclables en banlieue. Le coût au kilomètre de la réalisation d'aménagements cyclables est mille fois inférieur à celui de la construction du *Grand Paris express*... Pour lui, le succès d'une telle initiative fait peu de doute, dans la mesure où "les déplacements entre Paris et la banlieue représentent d'ores et déjà le segment de la circulation cycliste qui connaît la croissance la plus rapide : multiplication par quatre en dix ans" (5). Selon lui, "en Île-de-France, le vélo peut potentiellement remplacer dix millions de déplacements automobiles quotidiens" (2). De quoi désengorger considérablement l'environnement quotidien des Francilien-nes et réduire la pollution atmosphérique qui les tue à petit feu.

Guillaume Gamblin ■



Julien Demade, chercheur en histoire et économie au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), est notamment l'auteur de *Les Embarras de Paris ou l'illusion techniciste de la politique des déplacements* (L'Harmattan, 2015).

(6) Julien Demade, "Politique des mobilités : à quand la bascule vers le vélo et la marche ?", <https://theconversation.com>, 23 janvier 2018.

(7) Pour contribuer à résoudre ce manque de connexion entre banlieues, "il faut poursuivre la création de lignes de tramways et de bus en site propre. Une ligne de tramway coûte à peu près vingt fois moins qu'une ligne de métro" (voir note 5).

(8) Alors que le renouvellement du parc de métro actuel, d'un coût quatre fois inférieur, ne parvient pas à être assuré.

Comment faire reculer la voiture en ville ?

Quelles sont les stratégies les plus efficaces pour faire reculer la voiture en ville ? Quelles mesures ont déjà fait leurs preuves ? Petit tour d'horizon de quelques pistes à partir du livre *La Mobilité en questions*, qui aide à remettre certaines idées au clair.



◀ À Odense (176 000 habitantes), au Danemark, la création de "zones environnementales" à vitesse réduite dans le centre-ville et dans deux aires résidentielles, combinée à de l'information, a permis la réduction du trafic de circulation de 35% et augmenté de 62% la part modale du vélo dans les zones affectées par la mesure.

Réduire la vitesse ?

Cette mesure a des effets avérés sur la fréquence et la gravité des accidents routiers en particulier. "À une vitesse égale ou inférieure à 30 km/h, les piétons ont 90 % plus de chances de survivre à un accident, alors que les chances de survivre à un impact à une vitesse supérieure ou égale à

45 km/h se réduisent à moins de 50%", constatent Ander Audikana et Stefan Binder (p.29). Concernant la pollution, ce n'est pas si automatique. Les émissions sont minimales pour une vitesse constante entre 40 et 90 km/h, et réaugmentent à 20 km/h.



La Mobilité en questions, sous la direction de Michel Bierlaire, Vincent Kaufmann et Patrick Rérat, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2017.

Mettre en place des péages urbains ?

Le péage urbain consiste à facturer l'accès au centre-ville aux automobilistes. Il en existe à Singapour, Rome, Londres, Stockholm ou encore Milan. Antonin Danalet et Ander Audikana expliquent (p.58) qu'à Stockholm, cette mesure, peu populaire au départ, a bénéficié après sa mise en place en 2006 d'un soutien croissant de la population.

Les raisons: une augmentation de la fluidité du trafic pour les automobilistes, un changement des modes de déplacement qui s'est fait en douceur pour les autres. Et au final, 20 % de trafic en moins. Cette mesure favorise les plus riches dans l'accès à la ville en automobile... mais, à Londres comme à Stockholm, elle a permis de financer l'amélioration des réseaux de bus.



Kjetil Lenæs

▲ Oslo (Norvège) s'est engagée à bannir d'ici 2020 les voitures de son centre-ville, où elles prennent "une place disproportionnée" selon sa responsable du développement urbain Hanna Marcusen. Sept cents places de stationnement sont supprimées, certaines rues sont piétonnisées, le prix des péages urbains augmente, 6 km de chaussée sont remplacés par des pistes cyclables. Depuis juin 2018, il est devenu impossible d'accéder à l'hôtel de ville en voiture. Objectif de la commune : moins 95% d'émissions de CO₂ d'ici 2030.

Au niveau des places de stationnement à domicile, on constate qu'un éloignement de 500 m du domicile fait déjà baisser la fréquence de l'usage de la voiture. La législation se doit d'évoluer pour permettre de construire des habitats moins riches en places de parking.

Concernant les places de stationnement dans l'espace public, de nombreuses villes jouent sur ce levier pour diminuer le trafic, en imposant des tarifs élevés et des durées limitées. Si elle est assez efficace, cette mesure est susceptible de faire dévier les habitudes des usagers vers des commerces et activités en périphérie de ville, sans renoncer à leur voiture. D'où l'importance de marier cette mesure au développement d'alternatives attractives pour se déplacer en ville.

Limiter les places de stationnement ?

Cette mesure, moins célèbre que d'autres, est pourtant d'une efficacité assez redoutable pour inciter à abandonner la voiture afin de se déplacer en ville. "La disponibilité d'un stationnement assuré sur le lieu de travail est le facteur principal pour expliquer le choix de la voiture parmi les individus disposant personnellement d'une voiture, quelle que soit la qualité des alternatives à l'utilisation de l'automobile", expliquent Daniel Baehler et Vincent Kaufmann (p.72). Un tram menant de chez soi au travail aura bien moins d'effet que l'absence de place pour se garer. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : quand une place de parking est garantie à son travail, 90 % des pendulaires viennent en voiture. Dans le cas inverse, ce chiffre descend à 54 % à Grenoble, 41 % à Toulouse et 13 % à Berne !



Arnaud 25

▲ À Bruxelles (Belgique), à partir du 1^{er} juillet 2019, les places fixes réservées aux entreprises dans les parkings publics ne sont plus renouvelées afin de limiter le nombre d'automobiles utilisées pour se rendre au travail chaque jour (200000 aujourd'hui).

Densifier la ville ?

“ Plus la ville est dense, plus la consommation de carburant est faible”, alors que les villes très étalées voient cette consommation s'envoler, notent Sébastien Munafó et Michel Bierlaire (p.124). De plus courtes distances et une dépendance moindre à la voiture peuvent expliquer ce constat. Cependant, cette faible mobilité locale serait contrebalancée par une augmentation des voyages durant les fins de semaine et les vacances pour échapper à la densité urbaine et trouver calme, détente et espace. Or, la mobilité de loisirs tend à être supérieure aujourd'hui à la mobilité due au travail ou aux achats. Mais ce constat est lui-même nuancé par le fait que les habitants des centres urbains prennent beaucoup plus le train pour leurs loisirs et vacances que les périurbains, qui utilisent presque exclusivement la voiture. Ce sont donc les habitants des territoires périurbains ou ruraux qui restent au final les plus gros consommateurs de carburant pour se déplacer, et la ville densifiée garde tout son sens.

Et encore...

• Développer les infrastructures cyclables

Le fait de développer pistes cyclables, parkings à vélo et autres double-sens cyclistes a un impact sur le développement du vélo comme mode de transport, limité jusque-là par un manque criant de place et de sécurité au milieu du trafic automobile.

• Organiser la mixité fonctionnelle

Limiter l'éloignement contraint entre lieu de résidence et lieu de travail a un impact sur les trajets effectués quotidiennement en voiture. L'urbanisme et la production de logements sont ici mobilisés pour éviter au mieux de tels grands écarts subis, qui impliquent des déplacements pendulaires.

• Augmenter les contraintes à la circulation

Créer des contraintes à la circulation automobile via sens uniques, ralentisseurs, voies réduites, etc., rend celle-ci si inconfortable que son usage décroît. Cette mesure est moins discriminante économiquement que le péage urbain.

► Non, ces piétonnes ne risquent pas de se faire renverser car ils et elles vivent à Pontevedra, (83 000 habitantes) en Espagne, sans voiture dans son centre-ville depuis le début des années 1990. Cette décision a été prise face à l'explosion des problèmes de santé dus à la pollution atmosphérique.



DR / CC

Inventer des villes libérées

D'autres pistes existent pour sortir de la ville automobile et inventer d'autres modèles urbains, où il fait bon respirer et jouer en sécurité dans l'espace public.

L N'EXISTE PAS DE MESURE MAGIQUE permettant de faire disparaître l'automobile de la ville. Au niveau des politiques municipales, le cumul des mesures telles que celles citées dans l'article précédent permet certainement d'avoir un impact important...

S'ÉPANOUIR EN VIVANT DANS UN PARKING ?

Mais ces mesures ne permettent pas pour autant de sortir du modèle des villes automobiles telles qu'elles sont omniprésentes aujourd'hui. À *Silence*, on rêve d'aller plus loin. De sortir de la centralité de l'automobile. En ville, environ 80 % de l'espace public lui est consacré ! *"Et cela ne suffit pas. Les 20 % restants, que se partagent tant bien que mal piétons et cyclistes, sont très régulièrement, pour ne pas dire constamment envahis eux aussi par les automobiles"* (1). D'où l'impression de se trouver dans un immense parking sans fin : pas l'idéal pour vivre et s'épanouir...

FISSURER LES LOGIQUES CAPITALISTES

La revendication de la gratuité des transports publics est un combat qui permet d'aller dans le bon sens. Certaines villes ont mis en place un réseau de transports publics gratuits. L'un de ses effets est le report modal d'une partie des voyageurs de la voiture ou du scooter vers ceux-ci (2). L'un des enjeux pour que

ça marche est que cette gratuité aille de concert avec le développement d'un réseau de transports publics dense et confortable. Cette mesure joue sur le levier de l'incitation plutôt que de la contrainte. Au-delà de considérations purement techniques, la gratuité ouvre une brèche politique dans la logique capitaliste liée à l'automobile et à son développement.

Dans un même esprit, limiter les gros salaires semble être une mesure favorable à la réduction de la part de l'automobile en ville. Eh oui, ce sont les riches qui polluent le plus ! Malgré leurs véhicules plus "propres", ils en changent plus régulièrement et les utilisent davantage. C'est en réduisant les inégalités au sein de la société et donc en limitant la richesse d'une minorité de personnes qu'on arrivera à réduire la place de la voiture en ville (3).

DÉVELOPPER DE NOUVEAUX IMAGINAIRES

Au-delà d'une diminution de l'automobile en ville (4), quels sont les imaginaires alternatifs, les autres modèles de sociétés désirables associés à une ville qui serait libérée de leur omniprésence ?

Certaines municipalités ouvrent la voie en remettant en usage des modes de transport par traction animale (5). Ici et là, des enfants sont conduits à l'école en voiture à cheval ou en rosalie. Ces expériences, encore symboliques, ont pour intérêt de nourrir l'imaginaire collectif d'une autre forme de vie urbaine possible. Leur

(1) Alexandre Trajan, "Propositions pour inciter les citoyens à se passer de leur voiture en ville", carfree.fr, 10 mars 2008.

(2) À Aubagne, par exemple, 50 % des nouvelles usagères des transports collectifs seraient l'effet d'un tel report modal de l'automobile, selon *Reporterre*. "Les transports en commun gratuits, ça roule !", Sandrine Lana, 13 mai 2019. Dans d'autres villes le résultat est plus modeste.

(3) Voir l'article "Demain, Paris sans voiture ?" page 8.

(4) N'oublions pas les motos, summum de la nuisance sonore.

(5) Le développement des transports hippomobiles devra se faire dans la vigilance par rapport au traitement apporté aux animaux. Le meilleur comme le pire est possible.



▲ Demain, des arbres à la place des voitures ?

développement dans des grandes villes irait de pair avec d'autres transformations : une ville plus verte et jardinée, où le crottin serait récolté par les habitant·es pour fertiliser les terres, par exemple.

Ce sont aussi les productions culturelles (films, romans, affiches...) qui ont un rôle à jouer pour donner à admirer plus fréquemment des héroïnes en péniche, des héros à vélo ou encore des villes-jardins ou décroissantes...

La taille des villes est aussi à interroger. Peut-être qu'une société viable et désirable passe avant tout par de petits centres urbains et villageois, davantage reliés aux ressources locales.

Des actions militantes ont enfin cette capacité à ouvrir de nouveaux imaginaires urbains : les opérations de libération éphémère de rues pour que les enfants puissent y jouer en liberté, de places de parking pour en faire des lieux de siestes ou de verdure, les vélorutions qui libèrent de grands axes pour les redonner aux vélos, en sont des exemples parmi d'autres.

Chacun·e peut planter sa graine pour faire fleurir un nouvel imaginaire d'une ville où il fera bon respirer et vivre.

Guillaume Gamblin ■

"À bas les pistes cyclables, vive les pistes bagnolables !"

En tant que cycliste urbain, je suis contre l'augmentation du nombre de voie réservées aux vélos, écrivait Denis Cheynet dans *Silence* (1). Tracer des pistes et bandes cyclables, c'est construire un sanctuaire en voie de disparition, c'est écarter le cycliste de la route pour permettre aux voitures de mieux y circuler, et plus vite." Celui-ci propose plutôt de se "réapproprié la chaussée" : "Occupons les rues et rendons la vie invivable aux autos. Multiplions les zones 30, les chicanes, supprimons toutes les voies doubles (...). Roulons au milieu de la voie. (...) Lorsque la totalité de l'espace urbain appartiendra enfin aux cyclistes et aux piétons, nous pourrons alors envisager de construire quelques pistes bagnolables".

(1) *Silence*, n° 296, mai 2003, page 40.



▲ La commune de Zermatt (5600 habitantes), en Suisse, annonce fièrement qu'elle est intégralement sans voiture à 5 km à la ronde. Mais, dans le même temps, cette station de ski huppée fait la promotion de la proximité des aéroports et de son service de taxi aérien en hélicoptère, et met en place un méga-parking à 5 km ! Mauvaise pioche, retourne à la case "greenwashing".

Pour aller plus loin

- Colin Ward, *La Liberté de circuler — Pour en finir avec le mythe de l'automobile*, Atelier de création libertaire/Silence, 1991
- Gaspard-Marie Janvier, *Rapide essai de théologie automobile*, Mille et une nuits, 2006
- Les Désobéissants, *Désobéir à la voiture*, Le passager clandestin, 2012
- Dossier "Vivre à la campagne sans voiture", *Silence* n° 317, décembre 2004
- "Comment convaincre de se passer de la voiture ?" *Silence* n° 375, janvier 2010
- "Des villes libérées des voitures", *Agir à Lyon* n° 15, juin 2019, www.anciela.info
- carfree.fr, le site de "La vie sans voiture(s)"

Le rapport de l'Union européenne qui préconisait des villes sans voiture...

Il aura fallu attendre juin 2019 pour que ce rapport daté de 1991 soit enfin publié en intégralité en français par l'excellent site internet carfree.fr. Et pour cause ! Ce texte, commandé par la Commission européenne et intitulé "Propositions de recherche pour une ville sans voiture", a été réalisé par un bureau d'études italien sous la coordination de Fabio Maria Ciuffini et il montre à quel point la ville automobile est une aberration qui n'a plus lieu d'être.

Dans ses conclusions, on lit que des villes sans voiture, urbanistiquement conçues comme telles et douées d'un système de transport adapté, seraient "plus vivables à tous égards (tant socialement qu'écologiquement), plus accessibles et traversables en peu de temps, (...) elles pourraient être réalisées au prix d'investissements en mobilité nettement moindres que ceux d'aujourd'hui, avec un système de transport moins coûteux à gérer, des économies d'énergie significatives, un plaisir visuel amélioré et une restitution, à chacun de ses habitants, d'une part importante de son temps".

Le rapport explique que "la prédominance de la voiture n'est (...) pas fondée sur les lois inexorables du marché, mais sur leur violation, sur l'ignorance par les bilans écologiques des externalités négatives ou l'omission de données positives".

"Dit autrement, commente carfree.fr, la ville avec voitures telle que nous la connaissons a pu se mettre en place car le système automobile dans son ensemble a été largement subventionné, que ce soient les routes ou les parkings payés par les contribuables, ou les innombrables nuisances causées par l'automobile et qui ne sont pas payées par les automobilistes, mais par la société dans son ensemble". "Si on devait réellement monétiser (...) l'ensemble des externalités négatives de l'automobile, poursuit le site, il faudrait être millionnaire pour pouvoir prendre sa voiture tous les matins... Car il faudrait monétiser, sous formes de taxes nouvelles bien évidemment, le coût des accidents de la circulation, des problèmes de santé publique liés à la pollution atmosphérique, mais aussi celui du réchauffement climatique, de la dégradation des monuments et des façades d'immeubles, des problèmes de santé liés au bruit ainsi que le paiement des dispositifs anti-bruit, les coûts sociaux liés à la sédentarité automobile, la diminution de la biodiversité, etc."

"Selon la densité de l'agglomération, la ville sans voiture coûterait de 2 à 5 fois moins que nos cités congestionnées", poursuit le rapport, qui conclut : "L'hypothèse de la construction d'une ville sans voitures se révèle donc parfaitement réalisable sur tous les plans, à commencer par l'économique."

Malgré une diffusion confidentielle, le rapport a mené à la création en 1994 du *Club des villes sans voitures*, devenu ensuite *Réseau des villes sans voitures*, qui n'existe plus aujourd'hui, du moins sous ce nom. La seule action d'importance issue de ce rapport a été la mise en place de la "Journée sans voitures" au tournant des années 1996 et 1997, journée qui a été par la suite abandonnée, du moins en Europe, à partir de 2007.



▲ Le 17 février 2008, le collectif Carré Vert, proche de l'association Périphérique, bloque durant un quart d'heure les 4 voies du périphérique parisien. 4 camionnettes réduisent leur vitesse puis s'immobilisent après une sortie. Une cinquantaine de militantes déroulent alors un carré de moquette verte de la largeur du périphérique et tracent dessus des voies pour vélos, bus, piétons et une seule pour les voitures.

Instaurer le principe pollueur-payeur ?

On appelle "externalités négatives" l'ensemble des coûts qui ne sont pas pris en charge par les personnes qui se déplacent, mais par la collectivité ou les générations futures : accidents, pollution atmosphérique, bruit, congestion, occupation du sol, etc. "Toutes les estimations faites à ce jour mettent très clairement en évidence que la mobilité réalisée par les transports individuels motorisés est davantage source d'externalités négatives que celle réalisée avec les autres moyens de transport", expliquent Sébastien Munafó et Michel Bierlaire dans le livre *La mobilité en questions* (p.127).

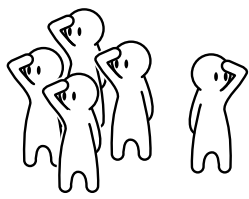
Estimation des coûts externes absolus dus aux transports en Suisse (en millions de francs suisses)

(sources : Ecoplan et Infras, 2014) :

	Route			Rail	Avion	Bateau	Total
	TIM*	MD*	TP*				
Santé (pollution de l'air)	1444	-	60	185	37	29	1756
Bâtiments (pollution de l'air)	297	-	12	38	8	6	362
Pertes agricoles (pollution de l'air)	52	-	4	1	2	1	59
Forêts (pollution de l'air)	45	-	3	1	1	1	51
Biodiversité (pollution de l'air)	134	-	7	2	3	3	148
Bruit	1427	-	37	269	66	0	1799
Climat	1234	-	26	4	686	8	1959
Nature et paysage	750	10	10	119	6	5	900
Dégâts aux sols (substances toxiques)	113	-	5	24	0	0	142

* TIM : Transports individuels motorisés / MD : Transports doux (modes doux) / TP : Transports en commun publics.

Ne serait-il pas normal de mettre en place le principe du pollueur-payeur, donc de faire payer aux automobilistes le coût des externalités négatives liées à leur mode de déplacement ?



En France, la consigne en verre renaît grâce à des pionnières

Il n'y a pas si longtemps, chacun-e avait pour habitude de rapporter ses bouteilles en magasin. En échange, on récupérait une pièce : la consigne. Une technique simple et efficace pour réutiliser les pots en verre après les avoir lavés. Mais, au début des années 1990, avec la prolifération des emballages à usage unique, la consigne a disparu.

Pleine Lune, à Chabeuil (Drôme), la machine a commencé à ronronner. Une quinzaine de productrices dans différents domaines sont partenaires : brassage, transformation de jus, viticulture, production de yaourt, etc.

Recréer une filière et des normes claires pour que le réemploi s'impose sur le territoire

Clémence Richeux, bénévole depuis les prémices de l'association, et désormais salariée, connaît le dossier sur le bout des doigts. La rentabilité? "D'ici quatre ans." Pour combien de bouteilles? "1,5 million sur douze mois." Les emplois créés? "Une dizaine dans les années à venir." "On mettra plus de temps à atteindre la rentabilité qu'une entreprise classique, mais notre action n'est pas qu'économique... elle est aussi sociale et environnementale". Le projet, né de subventions publiques, de dons (financement participatif) et d'emprunt, devra compter sur le soutien des institutions pour atteindre son objectif.

À terme, l'objectif serait de recréer une filière et des normes claires pour que le réemploi s'impose sur le territoire.

Le défi principal réside dans le changement des mentalités. C'est une culture de consommation habituée à l'usage unique qu'il faut remettre en question. Et une consigne dissuasive pourrait être un moyen d'y arriver. "Dix centimes, ce n'est pas assez. Par contre, si les gens payent 50 centimes de plus pour leur bouteille et qu'ils peuvent récupérer leur argent quand ils la rapportent, là, ils s'efforceront de le faire", argue Thomas Skubich, de la brasserie du Pilat.

D'après plusieurs études, lavées dans un périmètre inférieur à 300 km, les bouteilles en verre rejettent 80 % de gaz à effet de serre en moins que lorsqu'elles sont recyclées. Sans compter la consommation d'eau (réduite de 33 %, puisque réutilisée d'un lavage à l'autre) ou celle de l'énergie (75 % d'économie)... Locaverre en est persuadé, son projet finira par faire des petits partout en France : "Une fois la consigne imposée et les contraintes logistiques levées, réutiliser les bouteilles en verre sera une évidence." Encore faut-il que le gouvernement en fasse une priorité.



Clémence Richeux.

Actuellement les bouteilles en verre, produites le plus souvent pour un usage unique, ne sont issues qu'à 60 % du recyclage. Le reste est inéluctablement constitué de matériaux vierges.

Dans plusieurs pays européens, le réemploi de la bouteille en verre n'a jamais disparu. Mais en France, hormis en Alsace, il faut tout reprendre depuis le début. De modestes expériences, un peu partout en France, tentent d'introduire le réemploi du verre.

Dans la Drôme, l'association *Locaverre* y travaille depuis un peu plus de deux ans. Après moult réflexions et une étude de marché, ses membres ont décidé d'acheter leur propre machine de lavage en Italie. Comme l'a montré une étude de l'Ademe en 2018, pour que le réemploi présente un "bénéfice environnemental significatif", par rapport à l'usage unique, les distances doivent rester faibles. Cet été, dans l'entrepôt de la brasserie *La*

En partenariat avec: www.reporterre.net



» Meuse

Là Qu'On Vive

À Commercy, l'association *Là Qu'On Vive* essaie de construire un autre rapport au territoire et à la démocratie locale. Elle cherche à faire prendre conscience par le faire, la rencontre et le partage des savoirs et savoir-faire, que le territoire de la Meuse peut, à condition d'entraide, imaginer d'autres avenir que celui d'une lente désertification et nucléarisation. Fort de 200 membres, dont certain-es très impliqué-es dans les Gilets jaunes et les dynamiques du municipalisme, le collectif est en cours d'acquisition et d'aménagement d'un bâtiment qui a pour vocation d'accueillir une cantine populaire, une épicerie solidaire, une bibliothèque d'archivage des luttes du Grand Est, un centre d'éducation populaire, et une salle de projection-débat et d'accueil pour des réunions et assemblées locales.

♦ Pour les rejoindre ou pour les soutenir dans l'acquisition du bâtiment, on peut les contacter via www.laquonvive.net ou en écrivant à laquonvive@riseup.net. Le local se trouve au 4 avenue Carcano, 55200 Commercy (bâtiment en face de la sous-préfecture, dans la rue du cinéma).

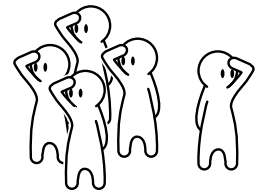
» Côte-d'Or

Pirouette, cacahuète !

Depuis 2006, à Chenôve, *Pirouette Cacahuète* est une association qui expérimente différents types d'actions pour permettre à chacun-e de mieux comprendre son environnement proche (de l'intérieur du foyer au quartier, de la ville à la nature environnante) et d'y agir de façon concrète.

Au quotidien, l'équipe de *Pirouette Cacahuète* se rend aux pieds d'immeubles, de commerces, d'écoles, de centres de loisirs, etc., pour créer une relation conviviale et favoriser la rencontre et l'échange des savoirs. Elle propose des activités pédagogiques et cherche à favoriser les démarches participatives et les moments festifs. Et ça marche ! L'association a depuis sa création créé 3 jardins partagés avec des habitant-es du quartier, mais aussi l'installation de nichoirs, d'un observatoire à oiseaux, etc. L'association possède aussi un café, le *café Pirouette*, ouvert tous les vendredis pour discuter autour d'un café, jouer ou bricoler.

♦ Association *Pirouette Cacahuète*, 10 rue Lamartine 21300 Chenôve, tél. : 03 80 45 92 23, contact@pirouette-cacahuete.net, <https://www.pirouette-cacahuete.net>



La décroissance en hausse !

L'édition 2019 du baromètre de la consommation responsable, commandé par l'Ademe, fait tomber les idées reçues : près de 9 Français-es sur 10 aimeraient vivre dans une société où la consommation prend moins de place, et 57 % des personnes interrogées pensent qu'il faut complètement revoir notre modèle économique et sortir du mythe de la croissance infinie. (Source : *L'Âge de faire*, n° 146, novembre 2019)

La Fédération des coopératives alimentaires autogérées est née



Nommée *Fédé-Coop*, elle regroupe les coopératives de ce type en France et elle œuvre à l'essaimage de ce modèle de coopératives auquel *Silence* avait consacré son dossier de septembre 2018. Elle coorganise aussi depuis 2019 les *Rencontres nationales des coopératives alimentaires autogérées*. On trouve sur son site internet de nombreux éléments pratiques pour monter sa propre coop' sur des bases horizontales.

♦ Contact : La Dionysité, 4 place Paul-Langevin, 93200 Saint-Denis, <http://fedecoop.org>.

» Aix-en-Provence

Le Café culturel citoyen

Le 3C (*Café culturel citoyen*) est un espace associatif créé en 2013 qui accueille de nombreuses rencontres culturelles, associatives et militantes, des permanences associatives, des ateliers, etc. On y retrouve régulièrement des soirées jeux, ateliers d'écriture, cafés signes, permanences du *Système d'échange local*, d'Attac, des Colibris, une gratiféria ou encore une scène ouverte. L'adhésion à l'association APUCAA, qui gère le lieu et est organisée de manière collégiale sans "bureau", est à prix libre. Les boissons sont bien sûr non industrielles, mais locales, artisanales, équitables et proposées avec le désir d'être accessibles. Ce sont les adhérent-es qui décident de l'orientation et des activités du lieu, dont l'énergie bénévole est le moteur.

♦ Le 3C, 23 Boulevard Carnot, 13100 Aix-en-Provence, tél. : 09 72 36 46 47, <http://cafeculturelcitoyen.org>.

» Seine-Maritime

Les Cocottes urbaines

Pour se lancer en permaculture ou développer des poches vertes en ville, il est parfois utile de se faire accompagner. C'est ce que propose une équipe de permacult-rices, d'architectes et de rêveu-ses regroupé-es au sein des *Cocottes urbaines*. L'entreprise porte un atelier d'étude, de recherche et de développement en éco-agriculture et réalise des travaux d'installation et d'entretien de lieux de productions vivrières. Ce qui motive les cocottes ? Créer des jardins nourriciers et créer des espaces utiles en ville, pour faire entrer la nature dans nos vies.

♦ Les cocottes urbaines, 4070 route de Neufchâtel, 76230 Bois Guillaume, tél. : 02 35 89 62 61, lescocottesurbaines@gmail.com, <http://lescocottesurbaines.fr>



» Loire-Atlantique



Apala, pour des techniques appropriables

L'association *Apala (Aux petits acteurs l'avenir)* cherche à populariser des techniques simples, économiques, accessibles et libres de droits dans un esprit d'autoconstruction, afin d'impliquer les usag-ères et les rendre maîtres-ses de leurs usages. Elle propose des chantiers participatifs ainsi que de l'accompagnement à la construction de poêles de masse, de murs à inertie, de dômes-pépinières. Elle propose aussi des buffets végétaux ainsi que des ateliers compost, semis-plantules ou encore soin aux porte-graines.

♦ Apala, "Les Salorges 1", La Station, 15 Quai Ernest-Renaud, 44100 Nantes, www.apala.fr

Médias

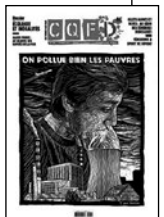
♦ Alternatives non-violentes

"*La non-violence contre-attaque*", n° 192, septembre 2019. Alors que la rentrée 2019 a vu les actions non-violentes de désobéissance civile se multiplier, la revue trimestrielle revient sur le renouveau des tactiques non-violentes et les critiques formulées contre celles-ci, pour tenter de les dépasser.



♦ CQFD

"*On pollue bien les pauvres*", n°180, octobre 2019. Ce numéro du mensuel marseillais affirme que l'écologie devrait être une lutte de classes. Dossier d'actualité qui revient sur les inégalités environnementales, aborde aussi bien l'enfouissement des déchets à Bure, territoire paupérisé, la vente de carburants ultra polluants low cost en Afrique ou encore l'extraction de l'arsenic dans l'Aude.



♦ Moins !

"*La violence en question*", n°43, octobre-novembre 2019. Manifestations à Hong-kong, Gilets jaunes, ZAD... "*ces luttes ont démontré qu'il était nécessaire d'allier, de différentes manières mais en complémentarité, le rapport de force (manifestations, sabotages, révoltes...), le partage des savoirs (auto-médias, formations, rencontres...) et l'élaboration d'alternatives (occupations, squats, auto-organisation...), que l'un ne pouvait faire sens, ni avoir véritablement d'impact, sans les autres*". Un numéro qui analyse le recours à la notion de violence et aux fantasmes qui y sont associés.



♦ Le Postillon

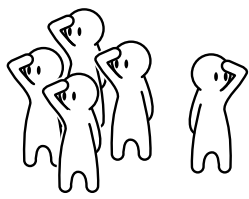
"*Des gestes simples pour sauver la cuvette*", n°52, bimestriel, automne 2019, 3 €. Encore un numéro riche qui aborde frontalement l'impasse de la rönne technologique à la crise climatique. Appel à stopper le développement de la 5G dans l'agglomération grenobloise et retour sur le piratage de caméras de vidéo-surveillance, vous saurez tout des dangers liés aux gadgets connectés.



♦ L'Âge de faire

n° 146, novembre 2019, 2 €. À la veille des municipales, c'est un joli numéro qui revient sur les expérimentations de démocratie plus directe dans différentes communes. L'expérience de démocratie radicale de la Commune de Paris en 1871 ne cesse d'être réinventée, que ce soit par le mouvement des Gilets jaunes, au Rojava avec l'influence de Murray Bookchin, ou à Marseille où des habitant-es se sont réunies en assemblée citoyenne suite à l'effondrement de deux immeubles, qui a causé la mort de 8 personnes le 5 novembre 2018.





Alternatives

» Maine-et-Loire

Hors la Loire : s'installer en milieu rural

Le dernier café de La Varenne, village des bords de Loire, avait fermé et le village semblait endormi. Mais en 2016, une douzaine de personnes investissent le hameau voisin de La Bridonnière, et créent le collectif *Hors la Loire*. Des étudiant-es qui s'étaient rencontré-es pendant leurs études à Tours et qui aspiraient à habiter à la campagne de façon écoresponsable, en autogestion, tout en promouvant la culture. Le collectif a commencé à organiser des après-midi jeux, des concerts et *Les Bringuettes*, un événement conçu en lien avec le circuit touristique de la Loire à vélo. Les activités sont à prix libre, et le collectif gère l'argent en commun, certain-es étant salarié-es, d'autres non. Après 3 ans d'existence, le collectif a déjà mis en place un troupeau d'écopâturage, une micro-ferme et un service de traiteur.

♦ Contact : La Bridonnière, 49270 Orée-d'Anjou, horslaloire@riseup.net (Source : *Les Autres Possibles*, n° 23, octobre 2019)

» Ardèche

La Cantine populaire : manger bien et à prix libre



À Aubenas. Tous les samedis midi, les bénévoles défilent pour cuisiner et servir de bons plats locaux et bio, à prix libre ! Ce sont 4 ami-es qui ont lancé le projet en octobre 2018, et vous êtes toujours les bienvenu-es pour filer un coup de louche.

♦ La cantine populaire, 11 rue Béranger de la Tour Aubenas, 07200 Aubenas, lacantine@protonmail.com

» Belgique

La Grande maison, un éco-centre créatif

La Grande Maison à Malmedy, c'est la preuve qu'un éco-centre peut croiser de multiples expressions créatives. Anne et Mary, enseignantes, ont monté un Réseau d'action créatif (RAC) pour permettre les échanges de savoirs. Photographes, musiciennes ou lecteur, quel que soit son âge, on peut proposer un atelier et assister à un autre. Une des particularités de ce projet, c'est que les enfants ont la même place que les adultes. La Grande Maison, c'est un



rez-de-chaussée construit dans l'idée de la liberté de l'enfance où se croisent expériences, rires, vie, réflexions, discussions, recherches et surprises, un lieu où l'on célèbre l'art plastique, l'art textile et la cuisine dans un souci d'éducation à la transition écologique.

♦ La Grande Maison, rue Haute Vaulx, 6, 4960 Malmedy, Belgique, tél. : 00 32 4 93 04 99 29, lagrandemaisonmdy@gmail.com



Climat

Une loi énergie-climat qui manque d'ambition

La commission mixte députés-sénateurs a adopté le 25 juillet 2019 ce qui devrait être la prochaine loi énergie-climat. Si "l'urgence climatique" est inscrite dans le texte et si les objectifs sont, pour certains, revus à la hausse, on est loin du compte. La loi prévoit de "diviser les émissions de gaz à effet de serre par un facteur supérieur à six" d'ici 2050, "de réduire de 40 % la consommation énergétique primaire des énergies fossiles en 2030 par rapport à 2012", "de porter la part des énergies renouvelables à au moins 33 % de la consommation finale brute en 2030", de baisser la consommation finale de 50 % en 2050 par rapport à 2012. Elle mise sur un plus grand usage de l'électricité et un mixte éolien-hydrogène (laquelle n'est pas une énergie renouvelable mais un mode de stockage intermédiaire). Elle annonce que des décrets devront être pris pour atteindre ces objectifs et que la programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE, doit être compatible avec la loi après 2022 (et donc après le renouvellement de l'actuelle majorité politique). Elle repousse après 2035 l'objectif de la précédente loi qui prévoyait une baisse du recours au nucléaire à 50 % de la production électrique (ce qui signifie que l'on risque d'avoir des réacteurs qui vont fonctionner encore 15 ans soit pour certains atteindre 55 ans !). La loi prévoit bien d'évaluer plus précisément l'efficacité des mesures prises, mais ces dernières ne semblent pas pouvoir permettre d'atteindre les objectifs annoncés. La commission a notamment retiré un amendement voté par les sénateurs en faveur de la lutte contre les logements faiblement isolés ("passoires énergétiques"), une des rares mesures qui allait dans le sens d'une diminution de notre consommation.

» Royaume-Uni

Gérer efficacement la montée des eaux : une utopie ?

Au pays de Galles, dans le village de Fairbourne, le changement climatique est au cœur des préoccupations. D'après le service national britannique de météorologie, le niveau de la mer devrait augmenter de 1,12 m d'ici 2100. Cependant, ce constat n'est pas accepté par tout le monde et les 850 habitant-es seront les premi-ères réfugié-es climatiques du Royaume-Uni. Certains habitant-es de Fairbourne n'y croient pas, et refusent de quitter leur domicile. Certaines zones d'ombre demeurent dans la gestion de la relocalisation de Fairbourne : il ne semble pas y avoir de compensations financières clairement annoncées aujourd'hui ni de lieu de réemménagement. Cet exemple permet de s'interroger sur les réactions de notre société en général face à la montée des eaux, et à la façon de gérer ce phénomène. D'autres pays européens seront très vite concernés par cet enjeu, notamment les Pays-Bas, dont la majeure partie de la population vit au bord de la mer. (Source : *Mr Mondialisation*, 27 mai 2019, "Montée des eaux : au Pays de Galles, on se prépare déjà à déménager")





La propriété privée au service des communs ?

Pour créer des espaces naturels et préserver des zones de vie sauvage, l'ASPAS (Association pour la protection des animaux sauvages) achète des hectares de forêts ou de prairies, afin d'empêcher leur exploitation. Dernier projet en date : "Vercors Vie sauvage" : acheter 490 hectares de forêt ancienne très diversifiée avec de nombreuses essences d'arbres et d'arbustes typiques de l'étage montagnard, dont plusieurs arbres remarquables. L'association a signé un compromis de vente le 15 septembre 2018 pour 2,2 millions d'euros (et 153 000 € de frais de notaire) sous réserve d'obtention du financement avant fin novembre. Une collecte participative a permis à l'été 2019 de réunir plus de 650 000 € ; les aigles et les cerfs devraient donc pouvoir profiter de ce havre préservé encore quelques années. Baptiste Morizot, philosophe, a défendu dans une tribune publiée dans le journal *Le Monde* du 19 juillet 2019 cette utilisation pour lui détournée de la propriété privée au service d'un ré-ensauvagement de territoires. La *Confédération Paysanne* de la Drôme, de son côté, fait part de ses inquiétudes et de ses questionnements face à ces achats de terres pour le réensauvagement, qui peuvent entrer en conflit avec les usages agricoles et surtout les terres d'une approche globale du territoire telle que la défend l'agriculture paysanne. Le rachat collectif, qu'on retrouve aussi à la ZAD de NDDL avec le *Fonds de dotation*, semble une stratégie de plus en plus utilisée pour se réappropriier des territoires et les sortir de logiques marchandes ou d'exploitation.

» Landes

Lutte contre le golf de Tosse

Évoqué depuis 2014, ce projet consiste en la mise en place d'un "pôle touristique, résidentiel et golfique" sur 245 hectares de terres agricoles et naturelles. 270 millions d'euros d'investissements sont attendus. Les autorités environnementales avaient pourtant rendu des avis mitigés, voir défavorable en 2018, craignant un impact trop fort sur la biodiversité. De nombreux locaux et associations telles que *NousTous*, ou encore *les Amis de la Terre*, dénoncent l'absurdité du projet. Ils et elles s'insurgent contre l'effort demandé au contribuable, la destruction de zones naturelles, le gaspillage d'argent alors que le département manque de services publics. Pourtant, le processus de mise en place du golf suit son cours. Les associations demandent donc aux propriétaires fonciers de ne pas céder leurs terrains, et interpellent les élus locaux et les citoyens sur la situation.

♦ Contact : association Noutous, contact@noutous.fr

CHRONIQUES TERRIENNES

Stéphen Kerckhove

» CHRONIQUE



Apocalypse ? Now merci !!!

Osons affirmer que la fin du monde se conjugue au passé ! Les premières alertes du *Club de Rome* ou de Rachel Carlson (avec son livre *Printemps silencieux* publié en 1962) datent d'il y a plus d'un demi-siècle. Or, l'effondrement des écosystèmes n'est pas un processus instantané.

Sortir d'une vision hollywoodienne de la fin du monde

Il est grand temps de sortir d'une vision hollywoodienne de la fin du monde. Rien de spectaculaire ne se produira. Il s'agit d'un effondrement diffus, silencieux, inscrit dans un temps long. Il n'y a pas une fin du monde, mais une pluralité de fissures, une multiplicité de crises. Ce n'est pas le jour d'après que l'écocide actuel produira des effets. C'est ici et maintenant, hier et ailleurs que des espèces ont disparu, que notre climat s'est dégradé, que la déforestation, l'acidification des océans, la désertification et les contaminations radioactives, chimiques ou génétiques ont produit des dommages irréversibles. Chaque année, 300 000 ruches disparaissent en France. Pour quelques milliards d'abeilles domestiques ou quelques ours qui ont la "chance" de disparaître en connaissant une surexposition médiatique, combien de vers de terre, lucioles, esturgeons ou encore hirondelles se cachent pour mourir

dans un silence assourdissant ? Ce n'est donc pas dans un avenir proche ou lointain que 70 % des insectes, un tiers des oiseaux ou des poissons vont disparaître, mais cela a déjà eu lieu ces trente dernières années.

Certains, sans doute pour se rassurer, affirment que le pire n'est jamais inéluctable. Pour ces milliers d'espèces disparues, il est pourtant trop tard, irrémédiablement trop tard pour bien faire. L'avenir peut nous réserver de bonnes surprises, mais l'honnêteté nous oblige à penser que, si ce n'était sans doute pas mieux hier, il est vraisemblable que ce sera pire demain. Au cours des trois décennies passées, nous nous sommes acharné-es à expérimenter une fin du monde pour les nul-es. Nous nous sommes lentement habitué-es à détruire pour préserver un confort matériel étouffant. La foi en l'avenir s'est progressivement délitée pour sombrer dans une peur sans lendemain. Il ne s'agit pas ici de nouvelles peurs millénaristes, mais d'un diagnostic partagé. Espérons que nos expériences malheureuses puissent nous aider à relever le défi d'un monde en surchauffe. Faisons en sorte d'éviter les faux pas du productivisme en retrouvant le chemin d'un progrès qui devra impérativement se libérer de sa tutelle technoscientifique.

Extrait de *La fin du monde pour tous ?*, Stéphen Kerckhove et Red!, éd. du Passager clandestin, novembre 2019.

Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, www.agirpourenvironnement.org.



Hugo Jamard

Huit heures de pont avec Extinction Rebellion à Lyon

Il est bientôt 19h30 ce dimanche 15 septembre 2019 sur le pont Wilson occupé depuis midi par plus de 100 militant-es d'Extinction Rebellion Lyon.

À leur arrivée, les activistes installent divan, palettes et tonnelles pour communiquer sur Extinction Rebellion et ses revendications. "Dire la vérité" peut-on lire sur une banderole. Le mouvement exige une communication honnête et lucide à propos de l'état de destruction du vivant et de l'ampleur de la menace climatique de la part des gouvernements, des dirigeant-es d'entreprises, et des médias grand public. Peu de détails sont donnés sur les actions réclamées.

Les manifestant-es apprennent à se connaître par des jeux collectifs, chantent ensemble des refrains détournés ou inventés. L'ambiance en ce début d'action est très détendue et festive.

Difficile évacuation d'une baignoire

La police commence à évacuer aux alentours de 14h. Elle déluge quelques manifestant-es attaché-es les un-es aux autres par des "arm-lock" (des tubes qui lient les bras entre eux)

autour d'une lourde baignoire remplie de branchages. Avec l'évacuation parfois violente de manifestant-es qui tentent de résister en s'attachant les un-es aux autres, la tension monte d'un cran.

Le public est globalement assez jeune, exprimant une envie de s'engager plus fortement dans les actions de résistances aux atteintes écologiques.

Alors que l'ambiance s'apaise à nouveau au cours de l'après midi, les activistes restant-es réinvestissent tranquillement la route. Des groupes de discussions se forment, et on discute ressentis, expériences et stratégies.

Il s'agissait, pour le groupe lyonnais, de la première action de blocage de ce type dans l'espace public avec des personnes aux niveaux d'engagements différents. Pour les organisat-rices, avoir pu tenir plus de 8 heures, avoir pu résister grâce aux méthodes d'occupations collectives non violentes, et avoir pu permettre cette première expérience d'activisme pour de nouveaux membres, c'est déjà une première victoire utile pour la suite.

Hugo Jamard

Contact : <https://extinctionrebellion.fr>

Quelques contacts locaux (réservés aux internautes...) :

Amiens : xr-amiens@protonmail.com

Aix-en-provence : paca@extinctionrebellion.fr

Bassin d'Arcachon : bassinarcachon@extinctionrebellion.fr

Besançon : xr-besancon@protonmail.com

Brest : xrbrest@protonmail.com

Chambéry : xr_chambery@protonmail.com

Digne-les-bains : xr04@extinctionrebellion.fr

Dijon : xrdijon@protonmail.com

Grenoble : isere@extinctionrebellion.fr

Le Havre : lehavre@extinctionrebellion.fr

Le Mans : contact@xrlemans.org

Lille : xrlillehdf@protonmail.com

Lyon : rhone@extinctionrebellion.fr

Marseille : marseille@extinctionrebellion.fr

Montpellier : montpellier@extinctionrebellion.fr

Nancy : xr-nancy@protonmail.com

Nantes : nantes@extinctionrebellion.fr

Nice : xr06@extinctionrebellion.fr

Orléans : action_soutien@extinctionrebellion.fr

Paris : idf@extinctionrebellion.fr

Toulouse : xrtoulouse@protonmail.com

Tours : tours@extinctionrebellion.fr

Perpignan : XR-perpignan@protonmail.com

Reims : xreims@protonmail.com

Rennes : xr-rennes-contact@framalistes.org

Saint-Etienne : st-etienne@extinctionrebellion.fr

Une semaine de mobilisation parisienne en octobre

Extinction Rebellion (XR) s'est imposé rapidement dans le champ médiatique et militant français. Né en 2018 au Royaume-Uni, le mouvement porte des actions de désobéissance civile non-violentes pour revendiquer un changement "radical afin de minimiser le risque d'effondrement écologique" et compte plus de 8 000 membres en France. Une semaine d'action internationale a été portée par le mouvement du 7 au 13 octobre 2019 notamment à Paris, pour alerter sur le réchauffement climatique et la destruction des espèces.

◆ Occupation du centre commercial Italie 2.

À Paris, le samedi 5 octobre, des centaines de personnes se sont rencontrées dans le centre commercial occupé d'Italie 2. XR, mais aussi Youth for Climate Ile-de-France, le comité Vérité pour Adama, et des groupes de Gilets jaunes étaient à l'initiative de cette occupation qui a duré 17 heures. Cette action au cœur d'un symbole du capitalisme a été une réussite : pas de répression policière et bonne ambiance. Cependant, la convergence a parfois loupé, des incompréhensions sur l'objectif de l'occupation se faisant entendre.

◆ Occupation de la place du Châtelet.

À partir du lundi 7 octobre des centaines de personnes ont investi le pont du Change à Paris. Savoir-faire militants et organisation étaient de la partie pour une occupation préparée en amont, et qui a été levée spontanément en milieu de semaine. S'en sont suivis en fin de semaine plusieurs blocages de ponts parisiens, et un rassemblement aux alentours de l'Assemblée nationale.

◆ Ségolène Royal pour la répression.

L'ancienne ministre de l'Environnement a demandé sur France Inter le 7 octobre que l'on "réprime très rapidement" les activistes d'XR qui seraient violents, alors que ces derniers revendiquent la non-violence dans leurs actions.

◆ Mobilisation internationale.

Blocages autour du palais de Westminster, siège du Parlement britannique, ou de Trafalgar Square, le 7 octobre au Royaume-Uni ; les militant-es d'XR étaient aussi mobilisé-es. Pour Hervé Kempf de Reporterre "Le mouvement international Extinction Rebellion a remporté une victoire. De Londres à Berlin, de Paris à Sydney, des milliers de personnes ont occupé pendant une semaine des places centrales de ces capitales, dans une ambiance festive et pacifique, sans que les autorités répriment ces occupations menées au nom de la lutte contre le changement climatique et contre l'extinction de la biodiversité".

◆ **Royale rébellion.** Le 12 octobre 2019, Extinction Rebellion Belgique a rassemblé plusieurs centaines de personnes à l'entrée de la Place Royale, à Bruxelles. Une journée d'assemblées et de débats et une action pour demander au roi de sortir de sa "réserve constitutionnelle" et de déclarer l'État d'urgence écologique en Belgique, qui s'est soldée par plusieurs centaines d'interpellations.

◆ **Et maintenant ?** Si la réussite des actions d'XR est indéniable, quels effets ? Le gouvernement n'a pour l'instant pas réagi à cette semaine d'action.



La compensation : inefficace et nuisible

Selon une étude publiée par le *Muséum national d'histoire naturelle* dans la revue *Biological Conservation* en septembre 2019, les mesures compensatoires pour la biodiversité mises en place dans le cadre des projets d'aménagement sont loin de compenser les impacts néfastes sur l'environnement. Depuis le Grenelle de l'environnement en 2007, pour les gros projets d'aménagement, le maître d'ouvrage est tenu de produire des études d'impact environnemental, notamment sur la biodiversité, et depuis la loi biodiversité d'août 2016, il est même dans l'obligation d'appliquer la séquence Eviter-Réduire-Compenser (ERC), c'est-à-dire parvenir à zéro perte nette de biodiversité, voire à un gain. Ce processus est, dans les faits, très peu efficace. Les surfaces choisies pour la compensation sont le plus souvent de taille inférieure à celles du projet, et des surfaces sont définitivement abimées : d'un côté, on passe de 100 % à 0 % de biodiversité sur une zone de projet, et de l'autre, bien trop souvent, il s'agit de restaurer des espaces déjà naturels, de 90 % à 100 % par exemple. Résultat : une biodiversité perdante à la fin. Selon l'étude, sous couvert de protection de la biodiversité, cette "compensation de papier", qui ne "protège rien du tout", a pour effet pervers de "délégitimer le débat public sur l'intérêt des projets". (Source : le *Journal de l'environnement*, 5 septembre 2019).

Extinction Rebellion : quels financements ?

Comment se finance le mouvement *Extinction Rebellion*, pour pouvoir organiser et coordonner autant d'actions à travers le monde ? Au niveau mondial, la gestion est confiée à une société par actions appartenant à 100 % à *Company Compassionate Revolution* (compagnie privée ne faisant pas de profit) qui exerce en outre une sorte d'audit sur l'utilisation des fonds. Pour septembre 2019 qui fut un mois de mobilisation par exemple, leurs dépenses étaient de 250 000 livres au Royaume-Uni et 150 000 livres à l'international. Pas de salarié-es, mais l'"indemnité de vie" des volontaires qui le demandent ne peut jamais dépasser 400 livres par semaine. Au niveau international, depuis octobre 2018, ils ont récolté plus de 1,1 millions de livres dont plus de la moitié vient d'un financement participatif avec des dons de tous montants allant de 5 à 10 000 livres, mais aussi 35 % proviennent de fondations ou trusts. Avec seulement un an d'existence, ils n'ont pas encore eu l'occasion de publier leurs comptes. Les fondateurs (une dizaine cités sur leur site), tous anglais, semblent venir en partie des milieux militants activistes, mais aussi des milieux économiques sensibilisés aux problèmes du climat.

» Pas-de-Calais

Résister aux Grands projets inutiles et imposés

Depuis 2013, la commune de Sangatte et la société *Euro Immo Get* prévoient la construction sur le littoral d'un golfe agrémenté d'un village balnéaire de luxe, sur une superficie de 160 hectares, majoritairement à usage agricole. L'association *GDEAM-62 (Groupement pour la défense de l'environnement de Montreuil et du Pas-de-Calais)* se mobilise contre ce projet et avait introduit en 2013 un recours en justice contre la déclaration d'utilité publique (DUP) de la Préfecture. Le 3 juillet 2019, la Cour administrative d'appel de Douai a annulé cette DUP. L'impact écologique de ce projet est entre autres épinglé par la cour. Notamment ses répercussions sur la biodiversité, la zone étant un lieu de nidification important d'une espèce d'oiseau protégée, l'œdicnème criard. La protection des littoraux est également invoquée par la cour face à l'artificialisation prévue des terres. Un répit momentané pour l'écosystème local, dans une lutte qui n'est sans doute pas terminée.

À Étaples, cela fait 30 ans qu'un projet de zone industrielle de haute technologie nommé *Opalopolis*, porté notamment par la mairie et l'intercommunalité, est dans les cartons. Programmé pour s'étendre sur 230 hectares près du littoral, son ambition a été réduite à 120 hectares environ. Un premier permis d'aménager



œdicnème criard.

a été accordé en 2011, qui a été annulé par le tribunal administratif le 12 juillet 2019 suite à un recours du *GDEAM*. Là aussi la lutte semble loin d'être terminée.

Projet de serre tropicale géante près de Berck nommé *Tropicalia* ou encore projet de parc de loisirs *Heroic Land* à Calais, les Grands projets inutiles et imposés (GPII) fleurissent dans le Pas-de-Calais. La résistance s'organise sur un plan juridique, mais toutes les forces sont bienvenues pour pouvoir suivre tous ces dossiers.

♦ *GDEAM-62*, 1 rue de l'église, 62170 Attin, tél. : 03 21 06 50 73, gdeam.asso@wanadoo.fr.

La face cachée de nos émissions

Selon *Alternatives économiques*, notre impact sur le climat est plus important que celui affiché habituellement, à savoir l'équivalent de 6,6 tonnes par personne et par an de gaz à effet de serre. Un-e Français-e émet en fait en moyenne 11 tonnes de CO₂ par an, si on comptabilise non seulement le chauffage, les routes et les usines sur le territoire français, mais aussi la production des biens que nous importons. Le grand écart entre ces chiffres s'explique selon qu'on raisonne sur la base des émissions d'un territoire, ou sur celle de la consommation de sa population. La population française rejette plus de gaz à effet de serre qu'il y a 20 ans, et la consommation de produits polluants importés n'y est pas pour rien... (Source : *Alternatives économiques*, septembre 2019, n°393)

» Suisse

Les eaux souterraines affectées par l'agriculture intensive

L'*Office fédéral de l'environnement* a publié un rapport en août 2019 qui affirme que "les eaux souterraines, qui fournissent 80 % de l'eau potable consommée en Suisse, [sont] avant tout affectées par les nitrates et les résidus de produits phytosanitaires. La principale source de cette importante pollution est l'agriculture intensive. Le long des cours d'eau, les eaux souterraines contiennent aussi des micropolluants provenant de l'industrie, de l'artisanat et des ménages. [...] Alors que naturellement, la concentration [de nitrates] ne devrait pas y excéder quelques milligrammes par litre (mg/l), elle dépasse les 10 mg/l à plus de 80 % des stations de mesure du Plateau [...]. Dans les zones de grandes cultures, cette valeur a été dépassée à 40 % des stations. Une concentration supérieure à 40 mg/l, la valeur limite fixée dans la législation sur les denrées alimentaires pour l'eau potable, a même été détectée à 2 % des stations". (Source : *Moins!*, n° 42, septembre 2019)



Prix Right Livelihood 2019

Climat, environnement, droit des peuples autochtones et droit des femmes

Les résultats du *Right Livelihood 2019*, le prix Nobel alternatif, sont tombés ! Cette année, quatre lauréat-es ont été récompensé-es.



♦ **Aminatou Haidar** est la cofondatrice du collectif des défenseurs sahraouis des droits de l'homme. Elle mène un combat pacifique pour défendre la cause de son peuple, qui subi fortement

l'occupation marocaine. Elle a ainsi organisé des manifestations, des grèves de la faim, et a révélé des cas de torture d'autochtones.



♦ **Greta Thunberg** est une activiste suédoise de 16 ans. Elle porte le mouvement des grèves scolaires pour le climat. Elle réclame le respect des accords de Paris et interpelle les gouvernements et organisations internationales à ce sujet.



♦ **Guo Jianmei** est une avocate chinoise, qui milite pour le droit des femmes. Elle travaille au sein du centre d'études féminines et d'aide juridique. Depuis 1995, avec son équipe, elle a offert ses conseils juridiques à plus de

120 000 chinoises, et participé à plus de 4 000 poursuites judiciaires pour faire défendre le droit des femmes et l'égalité des genres.



♦ **Davi Kopenawa** est un chaman du peuple autochtone Yanomami. Il est défenseur de la forêt amazonienne, de l'environnement et de la nature. Il voyage à travers le monde pour alerter sur l'état de la planète.

Tous ces lauréat-es ont été la cible de critiques et ont subi des pressions suite à leur engagement. Aminatou Haidar a été emprisonnée, torturée, menacée de mort et harcelée. Greta Thunberg a également reçu des menaces de mort, et son jeune âge ainsi que son émotionnalité lui sont très souvent reprochés. Si le prix Nobel alternatif permet de saluer leurs luttes et leur engagement, le combat n'est pas encore gagné !

L'habitat participatif au cœur des élections municipales

Meilleures conditions de logement, bien vieillir, solidarités intergénérationnelles et sociales, vie de quartier, écologie urbaine, font partie des enjeux des élections municipales. Autant de sujets auxquels l'habitat participatif apporte des solutions solidaires. Or, le soutien des municipalités est essentiel dans la réussite de ces projets. C'est pourquoi l'association *Habitat participatif France* a lancé une campagne pour amener les candidat-es à se positionner sur ce sujet : peuvent-ils ou elles s'engager à réserver un terrain adapté pour ce type de projets, à mobiliser les acteurs publics de leur territoire, à lancer un appel à projet ? Des outils sont mis à disposition par l'association pour mener campagne dans sa commune.

♦ *Habitat participatif France, Résidents du 16, 16 avenue des Chartreux, 13004 Marseille, www.habitatparticipatif-france.fr.*



Pinar Selek lauréate du Prix de la Culture Méditerranéenne

Le 4 octobre 2019, après Tahar ben Jelloun, Amin Maalouf, etc., Pinar Selek a reçu en Calabre le Prix de la Culture Méditerranéenne, section société civile, décerné par la *Fondation Carical*. Le prix cherche à récompenser un ou une intellectuel.le d'envergure internationale qui se distingue par "son œuvre en faveur du dialogue entre les différentes expressions culturelles de la Méditerranée." La chercheuse, écrivaine et militante originaire de Turquie exilée en France, a dédié son prix à toutes les femmes exilées comme elle, tout particulièrement à celles qui ne sont pas visibles. A toutes les lucioles qui bravent les frontières, les forteresses, les fascismes, les violences et qui transforment le monde par leurs solidarités concrètes, par leurs poésies et leurs philosophies émancipatrices.

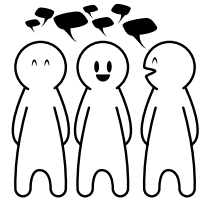
» ANNONCE

L'insolente Dialogues avec Pinar Selek

Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniennes que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !

Silence et Les éditions Cambourakis, 2019, 224 p., 20€ l'exemplaire + 5€ de frais de port (Pour une commande de plusieurs livres, nous consulter).
Chèque à l'ordre de Silence à envoyer à Silence, 9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04, ou commande via www.revuesilence.net.





Islamophobie : Stop !

La haine de l'islam et les raccourcis qui mènent à la haine des personnes musulmanes prennent de plus en plus d'ampleur dans l'espace public, et c'est inquiétant.

♦ **Quand on confond terrorisme et islam.** C'est le problème du discours que le président de la République a prononcé le 8 octobre, pendant l'hommage aux victimes de l'attaque de la préfecture de police de Paris – qui appelait à "faire bloc" contre "l'hydre islamiste" et à construire une "société de vigilance" contre la radicalisation. Il a appelé à "savoir repérer les petits gestes à l'école, au travail, dans les lieux de culte, près de chez soi, les relâchements, les déviations, ces petits gestes qui signalent un éloignement d'avec les lois et valeurs de la République". Un véritable appel à la délation des musulmans, stigmatisés par leur pratique religieuse comme de véritables ennemis de l'intérieur. Cette dérive a été confirmée par les propos du ministre de l'Intérieur le 9 octobre, qui a demandé à ce que toute personne fasse l'objet d'un signalement automatique dès lors qu'on remarquerait à son sujet "un changement de comportement dans l'entourage, le port de la barbe, qu'il fasse la bise ou qu'il ne la fasse plus, [...] une pratique régulière ou ostentatoire de la prière rituelle".

♦ **Attaque inacceptable.** Le 11 octobre 2019, Julien Odoul, chef de groupe du Rassemblement national à la région de Bourgogne-Franche-Comté, a voulu interdire à une femme

portant le voile d'assister à une séance plénière du conseil régional et l'a agressive verbalement devant son fils de CM2, qu'elle accompagnait dans le cadre d'une sortie scolaire. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, a déclaré le 13 octobre, 2 jours après l'agression, "le voile n'est pas souhaitable dans notre société", encourageant – au mépris de la loi qui interdit toute discrimination – à refuser les femmes voilées comme accompagnatrices de sorties scolaires.

♦ **Déradicaliser la fac ?** Le 14 octobre 2019, les profs de l'Université de Cergy-Pontoise ont reçu une "fiche de remontée de signaux faibles" de radicalisation et de terrorisme aux relents islamophobes. "Absentéisme récurrent : aux heures de prière/le vendredi", "port d'une djellaba/port de pantalon dont les jambes s'arrêtent à mi-mollets", "port de la barbe sans moustache", "arrêt de consommations de boissons alcoolisées", selon ce document, un acte terroriste ne peut être que le fait de personnes musulmanes... Cette initiative de l'université de Cergy a très vite été retirée face au tollé qu'elle a déclenché.



♦ **Les rassemblements se multiplient pour dénoncer cette omniprésence dans les médias de propos islamophobes.** Le 27 octobre puis le 10 novembre 2019, plusieurs milliers de personnes se sont réunies dans plusieurs villes de France. Elles ont partagé leur colère face à un dévoiement du principe de laïcité et plusieurs ont témoigné des conséquences dans leur vie de ce climat nauséabond.

♦ **Le Sénat contre le voile.** Le lendemain de l'attaque contre une mosquée à Bayonne, le 29 octobre, le Sénat a voté l'interdiction des signes religieux pour les personnes qui accompagnent les sorties scolaires.

ALICEM : la reconnaissance faciale sur téléphone...

ALICEM (pour authentification en ligne certifiée sur mobile), est un dispositif de reconnaissance faciale créé par décret au mois de mai 2019, qui propose aux titulaires d'un passeport biométrique ou d'un titre de séjour étranger électronique d'accéder des services publics en ligne à partir de leur téléphone mobile. Aujourd'hui testée sur quelques milliers de volontaires, Alicem a vocation à être "utilisée par les 10 millions de Français qui détiennent un passeport biométrique et un smartphone Android récent", selon le directeur de l'ANTS (Agence nationale des titres sécurisés). Pour l'heure, son lancement, prévu, un temps en novembre 2019, est repoussé. Indignée, la Quadrature du Net a attaqué le décret en juillet 2019 rappelant que le Règlement européen sur la protection des données personnelles (RGPD) "a posé un principe d'interdiction de traitement des données biométriques". "À l'heure où les expérimentations de reconnaissance faciale se multiplient sans qu'aucune analyse ne soit réalisée sur les conséquences d'un tel dispositif pour notre société et nos libertés [...] le gouvernement français cherche au contraire à l'imposer à tous les citoyens via des outils d'identification numérique" dénonce l'association de défense des droits et libertés des citoyen-nes sur Internet.

♦ <https://www.laquadrature.net>

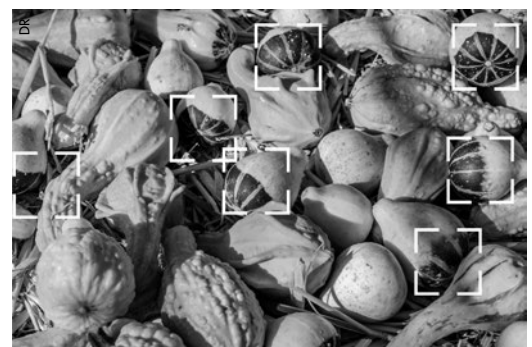
Des expérimentations numériques retoquées par la CNIL

• En décembre 2018, le conseil de la région Sud a autorisé une expérimentation pour installer des portiques de reconnaissance faciale dans deux lycées, Les *Eucalyptus* à Nice et *Ampère* à Marseille. Cette expérimentation est entièrement financée par l'entreprise américaine Cisco qui profite ici de la politique sécuritaire des élus locaux pour tester ses technologies de surveillance sur les lycéen-nes de l'établissement. En février 2019, La Quadrature du Net, la Ligue des Droits de l'Homme, CGT Educ'Action des Alpes-Maritimes et la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques des Alpes-Maritimes ont déposé un recours devant le tribunal administratif de Marseille pour demander l'annulation de cette délibération. La CNIL a rendu fin octobre 2019 un avis déclarant que le système de reconnaissance faciale dans deux lycées de la région Sud "ne saurait être légalement mis en œuvre". La CNIL ne propose pas de correctifs et rejette par principe le dispositif.

• La ville de Saint-Étienne a renoncé de son côté à expérimenter la captation et l'analyse de sons dans l'espace public. La CNIL a adressé fin octobre 2019 un avertissement à la ville car cette captation constituerait un traitement illicite de données à caractère personnel.

Une première victoire, bien qu'il ne s'agisse que d'un avis, contre la reconnaissance faciale et la captation sonore en France, dans la lutte qui nous oppose aux systèmes déjà existants (comme la reconnaissance faciale dans les aéroports) ou futurs (l'application d'identité numérique Alicem). (Source : La Quadrature du net, 28 octobre 2019).

♦ **Se renseigner :** <https://technopolice.fr>



Libertés





Nucléaire

L'effondrement du nucléaire

Le 24 septembre 2019, le *World Nuclear Industry Report* a publié de nouvelles données sur l'énergie électrique et le nucléaire. Depuis 2000, les sommes investies dans les renouvelables sont 25 fois plus importantes que dans le nucléaire : les capacités de production d'électricité ont augmenté de 547 GW pour l'éolien, 487 GW pour le solaire et seulement 41 GW pour le nucléaire. Même en Chine où de nouveaux réacteurs démarrent, il s'agit d'anciens projets qui arrivent à terme : aucun nouveau réacteur n'a été mis en chantier depuis 2016. En 2018, Pékin a investi 91 milliards de dollars dans les énergies renouvelables contre 6,5 milliards pour le nucléaire.

L'explication tient à l'évolution des prix. Ceux du nucléaire montent sans cesse du fait des nouvelles exigences de sûreté. Actuellement, le prix du mégawatt heure nucléaire est estimé entre 112 et 189 dollars alors que celui du solaire varie de 36 à 44 dollars et celui de l'éolien de 29 à 56 dollars.

La suite est prévisible : les centrales nucléaires mises en chantier mettent de plus en plus de temps pour être construites. Le délai des chantiers est monté progressivement de cinq à dix ans aujourd'hui, alors que les installations dans les renouvelables se font de manière plus rapide. La conclusion s'impose : pour sortir des énergies fossiles, le nucléaire est trop lent et trop cher pour être une alternative.

Iode : la pilule ne passe pas



Alors qu'une grande campagne de distribution de pastilles d'iode autour des 19 centrales françaises a été lancée en septembre 2019, le *Réseau Sortir du nucléaire* dénonce le caractère dérisoire de cette protection en cas d'accident. Ces pastilles ne protègent que des iodures radioactifs et doivent être prises bien avant l'arrivée du panache. Pour le *Réseau Sortir du nucléaire*, il s'agit plus d'une opération de communication pour faire accepter une menace imposée et laisser penser que la population est effectivement protégée, que d'une véritable mesure de protection. Alors que le risque d'accident majeur est désormais reconnu par les autorités, la seule solution véritablement efficace pour protéger les populations reste une sortie du nucléaire en urgence.

♦ *Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél. : 04 78 28 29 22.*

» Suisse

La centrale de Mühleberg définitivement débranchée !

Le 20 décembre 2019, la Suisse va débrancher, pour la première fois, définitivement, une de ses centrales nucléaires. La fermeture de la centrale avait été décidée en 2013, pour des raisons économiques. À 49 ans, il était temps ! Les travaux de démantèlement sont prévus sur 15 ans. Il est maintenant urgent de prévoir l'arrêt des deux réacteurs de Beznau, qui ont respectivement 48 et 50 ans...

À quoi servent les conférences citoyennes ?

En 2018, lors de la conférence citoyenne pour la loi de programmation pluriannuelle de l'Énergie, 400 personnes représentatives de la société française se sont prononcées à 67 % contre la construction de nouveaux réacteurs nucléaires. Pourtant, le 28 août 2018, Nicolas Hulot démissionnait suite à la parution d'un rapport préconisant la construction de 6 EPR à partir de 2025 pour un démarrage en 2035. Le 12 septembre 2019, dans une lettre rendue publique par *Le Monde* le 15 octobre, le gouvernement demande à EDF de procéder à un état des lieux de la filière nucléaire "afin d'assurer la construction de trois paires d'EPR nouveau modèle, sur trois sites différents". L'État persiste dans son aveuglement nucléaire. Et les citoyens paieront le déficit d'EDF via leur facture d'électricité.

EPR de Flamanville : des coûts sans fin

Le 9 octobre 2019, EDF a annoncé que les travaux sur les soudures défectueuses de l'EPR de Flamanville allaient occasionner de nouveaux surcoûts : 1,5 milliard d'euros supplémentaires, ce qui porte à plus de 12,4 milliards le budget total du projet. Amorcée en 2007, la construction du réacteur, dans la Manche, devait initialement être connecté au réseau électrique en 2012, et coûter environ 3,5 milliards d'euros. En pratique, il ne démarrera pas avant 2023 – au plus tôt.



Fukushima

♦ **Pompage de l'eau.** Le pompage de l'eau radioactive sous les réacteurs accidentés se poursuit au rythme actuel de 1 400 tonnes par semaine. Cette eau est injectée pour refroidir les cœurs des réacteurs qui, 8 ans après l'accident, ne sont toujours pas à l'arrêt. Le site de Fukushima étant saturé de citernes pour récupérer cette eau et les multiples tentatives de décontamination ayant échoué, le gouvernement annonce régulièrement vouloir instaurer un relâchement progressif de cette eau directement dans l'océan Pacifique. Le gouvernement japonais a annoncé que le site serait saturé d'ici 2022. Il y aura alors 1 370 000 m³ d'eau radioactive stockée sur le site. Le 18 août 2019, le gouvernement de Corée du Sud a fait part de sa vive inquiétude devant ce projet. Les relâchements en mer pourraient commencer dès... la fin des jeux olympiques de 2020.

♦ **75 milliards d'euros.** Selon TEPco, au 1^{er} juillet 2019, ce sont 9 000 milliards de yens (75 milliards d'euros) qui ont déjà été dépensés pour l'accident de la centrale de Fukushima.

♦ **Fin de la surveillance médicale ?** Le 24 août 2019, le gouvernement de la préfecture de Fukushima a annoncé l'arrêt de la surveillance médicale de la population fin 2020, soit près de 10 ans après le début de l'accident nucléaire. Les autorités s'appuient pour cela sur le fait qu'après le suivi de tous les enfants ayant moins de 18 ans au moment de l'accident, il y aurait peu de cas d'augmentation des cancers de la thyroïde (212 cas recensés en avril 2019), que le suivi des femmes enceintes n'a pas révélé pour le moment de hausse des malformations, que le nombre de dépressions chez les mères est en constante baisse (passant en 10 ans de 27 % à 21 %). Les autorités de Fukushima affirment que les populations n'ont été exposées à la radioactivité que pendant les quelques semaines qui ont suivi l'accident, que grâce aux enceintes de confinement le nuage radioactif a été de faible ampleur, que les retombées en césium n'ont couvert que 600 km² (contre 13 000 km² pour Tchernobyl), que l'évacuation des populations a été rapide et efficace, que l'essentiel du nuage est parti en mer (ce dernier point est vrai). La réalité est toutefois différente : les maladies provoquées par les retombées de césium se déclenchent surtout après une dizaine d'années, de même pour les malformations chez les bébés (donc en arrêtant le suivi maintenant, on évite de le rendre trop visible), du césium et même du plutonium (plus lourd, donc retombant sur des distances plus courtes) ont été trouvés à Tokyo à 200 km des réacteurs, et surtout les trois réacteurs accidentés sont toujours émetteurs d'un nuage radioactif aujourd'hui. En effet, les réactions nucléaires au sein des cœurs des réacteurs n'ont pas encore été arrêtées.



Éolien : EDF casse les prix

Comme dit précédemment (*Silence* n°480), les prix du MWh pour l'éolien offshore étaient déjà descendus de 200 € en 2012 à 61 € pour l'appel d'offres du parc au large de Dunkerque. Début juin 2019, c'est EDF qui a emporté le marché en s'engageant sur un prix de... 44 € ! (hors raccordement, de l'ordre de 5 € du MWh selon un spécialiste). Cela représente une division du prix par 4,5 en 7 ans. Mais surtout, cela ridiculise l'EPR dont le prix initial était annoncé à 110 € si un jour cela fonctionne.

Benjamin Dessus : un activiste de l'énergie

Benjamin Dessus, spécialiste des questions énergétiques, est décédé à l'âge de 80 ans, le 6 octobre 2019. Ingénieur, il commence sa carrière dans la recherche au sein de la Compagnie générale d'électricité avant de rejoindre EDF. En 1982, il fait partie des premiers recrutés par la jeune AFME (aujourd'hui ADEME, Agence de l'environnement pour la maîtrise de l'énergie). Il y coordonne le programme pour la maîtrise de l'énergie dans les bâtiments. En 1987, il entre au CNRS pour y coordonner le programme *Ecodev*, sur la maîtrise des ressources épuisables. En 1992, au moment du *Sommet de la Terre*, à Rio, avec Bernard Laponche, François Pharabod, Arthur Riedacker, Philippe Roqueplo et Martine Barrère, ils créent *Global Chance*, une association de scientifiques qui produira de nombreux rapports sur la transition énergétique. Il publie alors de nombreux ouvrages : *L'énergie solaire* (1996), *So Watt* (2005), *En finir avec le nucléaire : pourquoi et comment* (2011), *Déchiffrer l'énergie* (2014). Ces dernières années, il avait publié sur les effets du méthane, estimant que le GIEC, *Groupeement inter-étatique sur le climat*, n'en tenait pas assez compte sur la question du réchauffement climatique. Son dernier article, paru dans *Alternatives économiques*, en septembre 2019, portait sur l'incohérence de la gestion des déchets nucléaires.



Écosse : 100 % d'électricité renouvelable

L'Écosse s'était engagée en 2005 auprès de l'Union européenne à atteindre 40 % d'électricité d'origine renouvelable d'ici 2020. Un objectif aujourd'hui largement dépassé : sur le premier semestre 2020, la production des seules éoliennes a permis de fournir 200 % de la consommation... ce qui signifie que l'Écosse alimente maintenant le reste de la Grande-Bretagne.

Total en Ouganda : toujours plus

Toujours à la recherche de plus de pétrole, Total s'est engagé dans le projet *Tilenga*, en Ouganda. La multinationale prévoit de forer 419 puits de pétrole dans le parc naturel de Murchison Falls, qui conserve une grande biodiversité. Cela



s'inscrit dans le projet de construction d'un oléoduc qui relierait le lac Albert à l'océan Indien : l'*East African Crude Oil Pipeline* (EACOP). L'EACOP, comme le *Tilenga*, soulève deux enjeux. D'une part, l'expropriation des populations locales est nécessaire à la mise en place de ces projets, d'autre part, les dégâts écologiques sont inévitables.

Depuis 2017, les entreprises françaises sont soumises à un devoir de vigilance. Elles se doivent de réaliser une étude d'impact social et environnemental sur leurs projets. Cependant, l'étude et le plan de vigilance réalisés par Total sont insuffisants. C'est pourquoi, après une mise en demeure de trois mois, les *Amis de la Terre France*, *Survie*, et leurs partenaires ougandais ont décidé de porter plainte contre Total, en septembre 2019. (Source : *billets d'Afrique*, n°288, juillet-août 2019).

- ♦ *Survie*, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 09 53 14 49 74.
- ♦ *Les Amis de la Terre France*, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 51 32 22.

Le potentiel des friches industrielles et des parkings

Selon une étude de l'Ademe, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, il y a de quoi installer sur les friches industrielles et les parkings six fois la puissance actuelle du parc photovoltaïque. Ces friches et parkings devraient être utilisés, en priorité, pour installer de nouveaux panneaux et éviter ainsi d'empiéter sur les surfaces agricoles ou les zones naturelles. Ceci en accord avec le projet de loi visant à interdire toute nouvelle artificialisation des sols. L'étude de l'Ademe liste 17 764 lieux potentiels, en tenant compte des limites administratives (proximité d'une zone historique, d'un aéroport...). Selon l'Ademe, cela représente un potentiel de 53 gigawatts (GW). Ceci s'ajoute à un autre potentiel déjà calculé dans une autre étude, celui des toits des bâtiments publics estimé à 364 GW. À comparer aux 8,7 GW en activité au 1^{er} avril 2019 (en progression de 0,78 GW en un an).



Paix et Non-violence

» CHRONIQUE

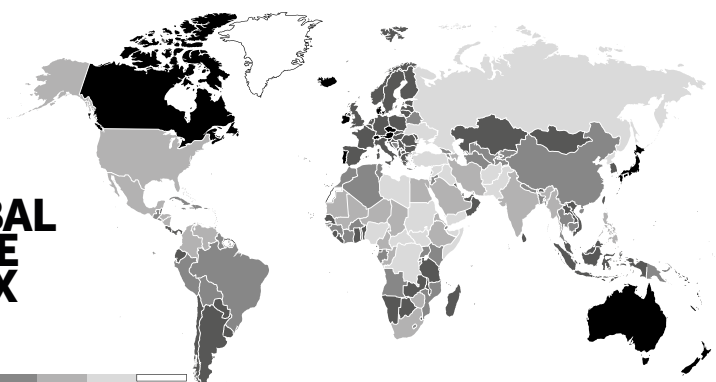
DÉSARMONS !

Patrice Bouveret

2019 GLOBAL PEACE INDEX

L'ÉTAT DE LA PAIX

TRES HAUT HAUT MOYEN BAS TRES BAS NON INCLUS



C'est quoi la paix ?

Est-il possible de mesurer la paix et son évolution ? C'est ce à quoi s'essaye l'*Institut pour l'économie et la paix* avec l'"indice mondial de la paix" (GPI).

Pour établir leur classement — dont c'est la 13^e édition — les auteur-es s'appuient sur 23 indicateurs qualitatifs et quantitatifs ayant une incidence sur le développement de sociétés pacifiques. Ainsi sont examinés non seulement les dépenses militaires, le nombre de militaires, les importations et exportations d'armes, l'implication dans les guerres, mais également le niveau de violence et de délinquance interne au pays.

Parmi les faits marquants du GPI 2019 :

- les conflits au Moyen-Orient ont été le principal moteur de la détérioration de la paix dans le monde ;
- 104 pays ont enregistré une augmentation des activités terroristes contre seulement 38 qui ont connu une diminution ; cependant, le nombre de décès dus au terrorisme est en baisse dans le monde depuis 2014 ;
- le nombre total de morts lors de conflits a augmenté de 140 % depuis 2008 ;
- le nombre de membres des forces armées pour 100 000 habitants a diminué dans 117 pays et les dépenses militaires en pourcentage du PIB ont diminué dans 98 pays, alors qu'elles ont augmenté dans 63 pays...

Un classement des pays les "plus pacifiques" qui pose question

Disons-le tout de suite, la France, classée 60^e sur les 163 États analysés,

ne figure pas en pôle position. Elle se retrouve à l'avant dernière place des pays de l'Union européenne, juste devant la Grèce. Le trio de tête du GPI est l'Islande (depuis 2008), la Nouvelle-Zélande et le Portugal. L'Afghanistan, la Syrie, le Soudan du Sud, le Yémen et l'Irak font partie — sans trop de surprises — des cinq pays les moins pacifiques. Toutefois, le classement de certains pays surprend, par exemple, les Émirats arabes unis se retrouvent à la 53^e place alors qu'ils sont tout autant impliqués dans la guerre au Yémen aux côtés de l'Arabie saoudite située elle à la 129^e place, juste d'ailleurs après les États-Unis...

Les auteur-es de l'indice estiment que le niveau moyen de paix dans le monde "s'est très légèrement amélioré" pour la première fois depuis cinq ans, avec 86 pays en amélioration et 76 en détérioration. Une analyse qui paraît à contre-courant, d'une part, de la perception des risques de guerre, de la relance de la course aux armements, bref de cette insécurité globale, violente, que les médias nous décrivent ; et, d'autre part, des causes des conflits...

Car, selon les auteurs, il existerait une forte corrélation entre l'évolution de l'indice de paix et la croissance du PIB... Ce qui signifierait que la paix progresse seulement par le développement économique. Or, nous savons que celui-ci est contraint et que le pillage de la planète qui en résulte est en lui-même source de conflits... Le développement économique de nos pays en "paix" sur leurs territoires repose en partie sur leurs exportations d'armes à des pays en guerre. Ne sommes-nous pas face à une contradiction majeure ?



» Jai Jagat

La marche mondiale est partie !

Le 2 octobre 2019, 150^e anniversaire de la naissance de Gandhi, la marche mondiale pour la justice et la paix *Jai Jagat* est partie de Delhi après deux jours de célébration, de débats et de déambulations dans les rues de la capitale indienne, en direction de Genève.

Un groupe d'une cinquantaine de personnes constitue la base des marcheuses. Il avance sur les routes indiennes à un rythme d'une vingtaine de kilomètres par jour. Les rôles et les responsabilités des différent-es marcheuses sont discutés au fur et à mesure par petits groupes. Le lever est à 5h du matin afin d'éviter de marcher durant les heures les plus chaudes de la journée.

La marche a déjà été émaillée d'une formation à la non-violence de 4 jours, d'ateliers de théâtre sur l'expression des émotions, de cercles de parole, de rencontres avec des écolières et avec des étudiant-es. Des rencontres ont été organisées dans des villages autour de l'écologie, de la place des Adivasis (aborigènes), des difficultés rencontrées localement, etc.

De nombreux événements ont été organisés en parallèle dans toute l'Europe et ailleurs pour accompagner le départ de *Jai Jagat*.

♦ *Contacts* : <https://jaijagat2020.eu>, lyongeneve2020@nonviolence.fr, ou contacter *Silence qui est partenaire de la marche*.

Observatoire des armements, 198 montée de Choulans, 69005 Lyon, www.obsarm.org



Violences au travail : les femmes disent STOP !

// Si nous sommes incapables de répondre aux exigences de production, le cadre devient injurieux, nous bat, ou nous propose des choses révoltantes. Si nous ne nous conformons pas aux exigences, alors nous sommes harcelées à longueur de temps, verbalement et sur nos téléphones portables."

Ce témoignage est celui d'une ouvrière employée dans une usine textile, où les femmes représentent 80 % de la main-d'œuvre. Il a été recueilli dans le cadre d'une enquête menée par ActionAid en 2019 à Dhaka au Bangladesh, au cours de laquelle 80 % des personnes rencontrées avaient déjà subi ou été témoins de harcèlement sexuel ou de violences au travail.

Un fléau mondial

Malheureusement, il ne s'agit pas d'une situation isolée. Le Bureau International du Travail estime en effet que, selon les pays, entre 35 % à 50 % des femmes auraient déjà subi des "avances", des contacts physiques non désirés ou d'autres formes de harcèlement sexuel au travail !

Et la France n'est pas épargnée. D'après une enquête de 2014, une femme sur 5 a déjà été victime de harcèlement sexuel au travail. Seules 5 % d'entre elles ont porté plainte et dans 40 % des cas, la résolution du problème s'est faite au détriment de la plaignante, avec des conséquences directes sur son emploi comme le non-renouvellement de son contrat.

Les enquêtes et mouvements de protestations qui se succèdent, dans le sillage du mouvement #MeToo, pointent notamment la responsabilité des multinationales en tant que donneuses d'ordre.

Sachant que 90 % des femmes travaillant dans la récolte ou l'ensachage du thé, par exemple, ont été victimes ou témoins de violences physiques ou sexuelles sur leur lieu de travail, les multinationales qu'elles fournissent doivent prendre des mesures !

Une avancée historique

Devant l'ampleur de la mobilisation et des grèves féministes, notamment en Amérique Latine, l'Organisation internationale du travail (OIT) s'est enfin saisie du problème.

Le 21 juin 2019, les représentant-es des gouvernements, des entreprises et des travailleu-ses qui composent l'OIT ont adopté une *Convention contre la violence et le harcèlement au travail*.

Cette nouvelle norme internationale dénonce les violences fondées sur le genre "à l'occasion, en lien avec, ou du fait du

travail". C'est une avancée historique. Il s'agit maintenant d'obtenir sa ratification et son application par les 187 Etats membres de l'OIT... dont la France.

En Afrique du Sud, plus de 70 organisations de la société civile ont bloqué le quartier d'affaires de Johannesburg, le 13 septembre 2019, pour interpellier les entreprises du pays sur le "climat généralisé de tolérance à l'égard du harcèlement sexuel" en leur sein.

Dans le prolongement de la *Quinzaine contre les violences faites aux femmes*, du 25 novembre au 8 décembre, nous lançons une campagne d'actions pour rappeler aux grandes marques du jouet leurs responsabilités vis-à-vis des milliers de femmes qui travaillent dans leurs usines.

Manifestation en marge de la 63^e commission de la condition de la femme des Nations Unies, visant à défendre le projet de Convention contre les violences fondées sur le genre au travail. ▼



ActionAid France, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, www.actionaid.fr

Jacques Chirac, parrain de la Françafrique

Décédé en septembre 2019, président de la République de 1995 à 2007, Jacques Chirac a longtemps été le "parrain des parrains" de la Françafrique, commente l'association Survie. "Depuis Matignon et avec l'aide de Charles Pasqua, Chirac a conquis l'essentiel de la Françafrique entre 1974 et 1976 (à commencer par Elf), en même temps qu'il s'emparait du parti gaulliste." "Il a apporté son soutien aux régimes les moins respectables et a compté nombre de dictateurs comme amis : Hassan II, Omar Bongo, Sassou Nguesso, Gnassingbé Eyadema et Paul Biya...", poursuit l'association. Il "n'avait

de cesse de réconforter, littéralement, les despotes français par les larges accolades qu'il leur accordait sur le perron de l'Élysée". "Le criminel congolais Denis Sassou Nguesso, (...) a ainsi bénéficié de coups de main militaires (...) durant les guerres civiles de 1997 à 2003. Jacques Chirac a couvert les criminels contre l'humanité et les faux-monnayeurs, tel Idriss Déby qui est à la fois l'un et l'autre. En 2006, Chirac n'hésita pas non plus à intriguer contre la justice française en conseillant à son ami djiboutien Ismaël Omar Guelleh de porter plainte contre la France devant la Cour Internationale

de Justice de La Haye afin de torpiller l'instruction en cours sur l'assassinat du juge Borrel à Dabouli en 1995. Mais son deuxième mandat présidentiel reste surtout marqué par la déstabilisation de la Côte d'Ivoire, par une rébellion discrètement soutenue depuis Paris en 2002 puis par l'intervention criminelle de l'armée française en novembre 2004 sur Abidjan, où des dizaines de civils furent tués".

♦ Survie, 21 rue Voltaire, 75011 Paris, survie.org.



Transports

Les trottinettes et scooters électriques en libre-service bien peu écolos

Avoir une trottinette électrique personnelle serait plus écologique qu'utiliser la même trottinette en libre-service. Une étude publiée le 2 août 2019 par l'Université de Caroline du Nord (et reprise dans le magazine *Uzbek & Rika*), aboutit à un résultat contre-intuitif. Elle établit que les consommations énergétiques totales d'une trottinette se décomposent ainsi : 4,7 % pour les recharges électriques, 50 % pour sa construction et 43 % pour la collecte et la distribution. C'est donc ce dernier poste qui pose problème : abandonner une trottinette n'importe où plutôt que la rapporter à une borne de recharge (comme pour les vélos en libre-service) s'avère très coûteux sur le plan écologique. L'étude montre que le problème est le même pour les scooters ou les vélos électriques que l'on abandonne n'importe où. Elle montre que le bilan est évidemment meilleur pour les vélos électriques personnels ou en libre-service avec retour à une borne. Les bus ont un meilleur bilan... Les trottinettes et scooters n'ont un meilleur bilan que par rapport à la voiture individuelle.

Or, les trottinettes, chères au kilomètre, se substituent le plus souvent à la marche à pied sur de courts trajets et non à la voiture. Ce n'est donc pas une solution à notre gaspillage d'énergie lié à la mobilité.

» Allemagne

Début du procès "Diesel Gate"

Lundi 30 septembre 2019 a vu s'ouvrir le procès contre *Volkswagen*, quatre ans après le scandale du "Diesel Gate". D'après Sebastian Reiling, porte-parole de l'association de défense des consommateurs qui fait office de partie civile contre *Volkswagen*, plus de 448 000 dossiers de plainte ont été enregistrés. La bataille juridique à venir pourrait durer quatre à cinq ans ! Aux États-Unis, *Volkswagen* a déjà dû déboursier plus de 22 milliards de dollars d'amende en tout, qui comprennent le rachat forcé des véhicules manipulés, les frais de justice, ou encore l'indemnisation des clients.



Santé

75% DES FRANÇAIS UTILISENT DES PESTICIDES À LA MAISON



USSEPE.

Pesticides : aucune baisse constatée pour le moment

Les politiques de réduction des pesticides, dont on entend beaucoup parler, ont pour le moment des résultats totalement nuls voire négatifs sur leur utilisation réelle. Ainsi le plan *Écophyto* (lancé en 2008) visait à réduire de 50 % l'utilisation de pesticides d'ici à 2018, mais les tonnages ont au contraire augmenté de 12 % entre 2009 et 2016 ! Le 10 avril 2019, un point d'étape triennal autour du plan *Écophyto* montrait que le tonnage de glyphosate vendu a été supérieur en 2017 aux deux années précédentes (8 831 tonnes !). L'objectif de réduction de 50 % de leur usage, reporté à 2025, a donc sérieusement du glyphosate dans l'aire... Le gouvernement doit "changer sérieusement de braquet" s'il veut atteindre ces objectifs, souligne l'association *Génération Futures*.

♦ *Génération Futures*, 179 rue Lafayette, 75010 Paris, tél.: 01 45 79 07 59, www.generations-futures.fr

Collectivités contre le glyphosate



Après Langouët en Ile-et-Vilaine et Boussières dans le Doubs, plus de 40 autres collectivités telles que Saoû dans la Drôme, affichent leur opposition au glyphosate en interdisant son utilisation sur leur territoire, même si elles savent que leurs arrêtés seront retoqués par la préfecture. Le 10 septembre 2019, c'était le conseil départemental du Val-de-Marne qui annonçait une telle mesure d'interdiction par la voix de son président Christian Favier.

» Industrie pharmaceutique

Les hôpitaux sont loin de l'indépendance

Le *Formindep*, association pour la formation et l'information indépendantes en matière de médecine, a réalisé durant plusieurs années une étude sur les centres hospitaliers universitaires (CHU) français pour évaluer leur indépendance par rapport aux firmes pharmaceutiques et médicales. Elle a scruté entre autres le financement par les entreprises d'actions de formation, de promotion, d'aides diverses, de recherche, l'accès des entreprises à l'hôpital, la déclaration des liens d'intérêt, les politiques effectives et moyens de contrôle des hôpitaux. Le résultat, rendu public en avril 2019, est très décevant : par un seul hôpital n'a obtenu

la moyenne. Le CHU de Toulouse est le mieux noté avec 24 sur 58 points, suivi de l'AP-HP, le CHU d'Ile de France (20 points).

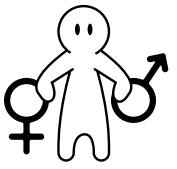
"L'aspect le plus spectaculaire reste l'omniprésence des délégués commerciaux dans tous les hôpitaux, qui assurent régulièrement la "formation" initiale des externes, internes et continue des professionnels", explique le rapport du *Formindep*. Mais on trouve aussi le financement d'événements ou encore l'absence de déclaration des liens d'intérêt. Dans seulement 17 CHU sur 32 on peut trouver des éléments d'une politique

de prévention des conflits d'intérêts, "le plus souvent rudimentaire", poursuit le rapport. Seuls 3 d'entre eux ont une politique explicite dans ce sens. Or plusieurs études ont montré qu'une telle absence d'indépendance conduit à une altération de la prise en charge des patients.

L'indépendance des hôpitaux en France semble encore en être à la préhistoire. Mais de telles enquêtes sont de bons outils pour faire bouger les choses.

♦ *Formindep*, MDA, 8 rue du Général Renault, 75011 Paris, <http://formindep.fr>

Femmes, hommes, etc. ♀



» Maroc

Des centaines de femmes se déclarent "hors-la-loi" pour défendre leur liberté

Le 24 septembre 2019, 490 femmes marocaines ont déclaré publiquement dans *Le Monde* avoir enfreint l'article 490 du Code pénal marocain, qui punit de prisons les relations sexuelles hors mariage. Elles demandent une évolution de la législation de leur pays : "Nous sommes hors-la-loi. Nous violons des lois injustes, obsolètes, qui n'ont plus lieu d'être. Nous avons eu des relations sexuelles hors mariage. Nous avons subi, pra-

tiqué ou été complices d'un avortement". Texte corédigé par la romancière Leïla Slimani, qui rappelle qu'en 2018, 14.503 personnes ont été poursuivies pour relations sexuelles hors mariage au Maroc et 3.048 incarcérées pour adultère. "Nous croyons que la société marocaine est mûre pour le changement, et pour que soient entérinés le respect de la vie privée et le droit de chacun à disposer de son corps".

» Bosnie

1^{re} marche des fiertés à Sarajevo

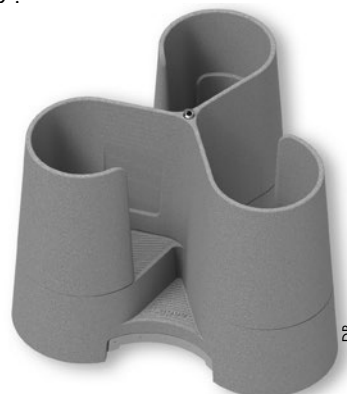


La première marche des fiertés a enfin eu lieu en Bosnie, à Sarajevo, le 8 septembre 2019. Elle a réuni plus de 2000 personnes. Le défilé s'est déroulé sans incidents, dans ce pays où la haine contre la communauté LGBTQ est encore très présente. Lors des dernières manifestations pro-LGBTQ, les participant-es avaient subi de nombreuses violences. Il faut dire que la Bosnie est assez en retard sur ce sujet : l'homosexualité a été décriminalisée dans tout le pays seulement depuis 2001 ! Et l'union entre deux personnes du même sexe n'est bien entendu pas reconnue... Plus de 1100 policiers ont donc escorté la marche du 8 septembre. Une contre-manifestation a été organisée la veille et le jour même par des mouvements conservateurs, mais n'a heureusement pas réussi à perturber le déroulement du défilé.

» Danemark

Des urinoirs pour femmes dans les festivals

Le *Roskilde Festival*, au Danemark, a inauguré en 2019 des urinoirs spécialement conçus pour les femmes afin de réduire l'inégalité avec les hommes dans leur durée d'attente pour soulager leurs besoins. La conception de ces urinoirs (roses... les clichés ont la vie longue) n'a pas été compliquée, explique leur conceptrice Gina Périer, de la société *Lapee*. Il suffisait d'en avoir la volonté. A retrouver sur tous les festivals en 2020 ?



Inégalités jusque dans le sommeil

Les femmes dorment en moyenne 3 heures de moins par nuit que les hommes, conclut une étude réalisée au Royaume-Uni par une marque de matelas en 2019 auprès de 2 000 couples hétérosexuels.

Cet écart s'explique par la nécessité de se lever la nuit pour s'occuper des enfants, inégalement répartie, par les ronflements des partenaires, par les crampes menstruelles ou encore par le stress lié à la double-journée de travail et à la charge mentale plus lourde. La moitié des femmes interrogées se disent en manque constant de sommeil. Une carence qui peut entraîner d'importantes conséquences à court terme (manque de concentration, dépression, baisse de l'estime de soi) comme à long terme (maladies cardio-vasculaires, diabète, réduction de l'espérance de vie).

Annonces

» CONTACT

■ **Thaïlande.** Cuisinière végétarienne cherche contacts francophones en Thaïlande pour travailler en hôtel-resto familiaux, centres bouddhistes ou lieux de séjour ayant les valeurs de Silence. Toutes zones. Départ : nov-déc. 2019. *Viridiana* : 06 45 23 44 32, cuisine@champagnat.fr

» HABITER

■ **Savoie.** L'habitat groupé écologique et solidaire "Le Ricochet" est né en 2012 dans la Combe de Savoie. Notre groupe, composé initialement de 2 foyers, accueille désormais 2 nouvelles familles. Le lieu abrite également d'autres activités portées par les co-habitant-es : une exploitation maraîchère, une entreprise d'entretien de chaudières à granulés, un groupement d'achat, un projet de ferme pédagogique. Nous devons revoir notre montage financier et créer 2 logements supplémentaires. Nous cherchons des dons et emprunts participatif (entre citoyen-nes plutôt qu'avec une banque). *Pour nous contacter* : sci.le ricochet.jimdo.com, <http://le ricochet.jimdo.com>

» SE LOGER

■ **France.** Senior, ne voulant pas séjourner dans une maison de retraite, je cherche un endroit où vivre, agréable : une association, famille d'accueil ou même un paysan, si j'ai un coin à moi. Je payerai loyer, entretien de logement. Je suis non-fumeur. Je conduis ma voiture et peux transporter 4 personnes. Je suis las de la solitude. Je suis sourd, je converse grâce à un carnet sur lequel les personnes peuvent écrire. Merci. *Écrire à la revue qui transmettra.*

» OFFRE D'EMPLOI

■ **Isère.** Proximité Grenoble. Cherche jardinier écologiste (CESU) pour entretien jardin sauvage et petits travaux. *Écrire à la revue qui transmettra.*

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés-es (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Pour passer une annonce dans le numéro de janvier 2020, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 26 novembre. Pour passer une annonce dans le numéro de février 2020, au plus tard le lundi 30 décembre, etc. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



Offrez un cadeau qui a du sens !

La pression sociale et commerciale est telle en fin d'année que les cadeaux gadgets qui ne servent jamais sont de plus en plus nombreux. Plutôt que de sombrer dans cette marée de l'inutilité, vous pouvez faire le choix d'un cadeau qui dure et qui informe : un abonnement à la revue. Vous pouvez en effet régler l'abonnement pour une autre personne. Vous pouvez aussi profiter de notre offre permanente : pour 110 €, vous abonnez cinq personnes de votre choix pour six mois et votre propre abonnement est prolongé gratuitement d'un an !



Agenda

SEINE-SAINT-DENIS SOIRÉES MENSUELLES AUTOUR DE LA MARCHÉ JAI JAGAT

Chaque premier jeudi du mois de 19h30 à 22h30, une soirée est organisée avec un débat thématique pour suivre l'évolution de la marche mondiale pour la justice et la paix *Jai Jagat*, partie d'Inde le 2 octobre 2019 et qui arrivera à Genève le 25 septembre 2020.

À la maison ouverte,
17 rue Hoche, 93100 Montreuil,
<http://lamaisonouvertedemontreuil.ouvaton.org>

agri-bio

LOT-ET-GARONNE LES FRUITIERS : TAILLE D'HIVER 9-10 décembre

À Montesquieu. Deux jours au sein du *Conservatoire Végétal Régional d'Aquitaine* pour comprendre les règles de l'art de la conduite des fruitiers. De 9h à 17h30.
Inscription auprès de Gaïa, Laumadère, 32200 Saint-Caprais, www.gaiaformation.com

décroissance, transition

RHÔNE PERMACULTIVONS LES ALTERNATIVES FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE 3 décembre

À Lyon. Conférence et débat sur le changement climatique, et sur des alternatives pour y faire face. Christian David, technicien à *Météo France*, présentera l'étude du climat passé, en allant du niveau mondial jusqu'à l'échelle locale (avec un siècle de mesures à la station de Lyon-Bron, montrant les premiers signes locaux observés, avec leurs conséquences sur la santé...). Christian David donne des conférences depuis 1990, et au rythme de 5 à 10 par an depuis 2007. Il connaît également bien le réseau des associations qui cherchent à mettre en place la transition.

À 19h à l'Alternatibiar, 126 montée de la Grande Côte, 69001 Lyon.

énergies

MEUSE / BURE OCCUPATION CONTRE LA POUCELLE NUCLÉAIRE

Les opposant-s à *Cigéo*, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, occupent depuis deux ans le bois Lejuc sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !

www.burebure.info,
sauvonslafort@riseup.net,
tél : 03 29 45 41 77.

environnement

ISÈRE : ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.
Contact : www.zadroybon.noblogs.org,
www.chambarans.unblog.fr

PARIS MARCHÉ POUR LE CLIMAT 8 décembre

À l'occasion de la Journée mondiale du climat, plusieurs associations écologistes appellent à une nouvelle marche pour le climat, à Paris et dans plusieurs autres villes.

Plus d'infos sur internet : <https://youthforclimate.fr>

femmes, hommes, etc.

FORUM POUR UN FÉMINISME POPULAIRE 7 décembre

Luttes des Gilets jaunes, des quartiers contre le racisme d'État et les violences policières, contre la sous-traitance, pour l'éducation de nos enfants, luttes pour les droits LGBTQIA+, contre les féminicides et les violences faites aux femmes, des sans-papiers, pour un logement social décent, pour des crèches et la gratuité de la cantine... Partout les femmes, sont en première ligne des résistances, malgré leur double journée de travail, malgré une vie de plus en plus dure et précaire. Plénière, tables rondes, fresque, exposition, repas, musique. De 13h à 22h à la Bourse de travail de Saint-Denis, 9-11 rue Génin, Saint-Denis.
Contact : femmesenlutte.93@gmail.com

fêtes, foires, salons

HAUTE-SAVOIE LE FABULEUX VILLAGE 13 décembre-5 janvier

À Évian. Loin du père Noël "coca-cola", la ville se transforme en bulle de poésie où rien n'est à vendre, tout est à imaginer. 350 tonnes de bois flotté sont récupérées pour réaliser 600 sculptures. Comédiens, conteurs, musiciens, circassiens, manèges-théâtres à propulsion parentale, sont de la partie. Le public pourra aussi s'évader à bord du bateau électrosolaire.
Office de tourisme, place porte-d'Allinges, 74000 Évian, tél. : 04 50 75 04 26.

paix

ROUEN CAFÉ DE LA NON-VIOLENCE 3 décembre

Le thème du mois est *Jai Jagat*, la marche internationale des paysans Indiens sans terre qui aboutira à Genève en 2020. À la brasserie Paul (place de la Cathédrale à Rouen) de 19 h à 20 h 30. Organisé par

le MAN-Normandie (*Mouvement pour une alternative non-violente*).

Contact : MAN-Normandie, 10 impasse Gustave Guéville, 76960 Notre-Dame-de-Bondeville, tél. : 02 35 96 52 64, www.nonviolence.fr
man.normandie@nonviolence.fr

RHÔNE TISSER DU LIEN SOCIAL AVEC LA NON-VIOLENCE 9 décembre

À Lyon. À l'occasion de la sortie du livre *Tisser du lien social avec la non-violence* (aux éditions *Chroniques sociales*), écrit par la commission Tensions sociales du *Mouvement pour une Alternatives Non-violente (MAN)*, soirée de lancement et de débat. André Soutrenon s'entretiendra avec plusieurs auteur-es de cet ouvrage. À 20h à la Maison des solidarités, 215 rue Vendôme, Lyon 3°.

Contact : MAN-Lyon, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, www.nonviolence.fr

société, politique

FRANCE GRÈVES ET MANIFESTATIONS 5 décembre

Mobilisations à la RATP, SNCF, dans les services publics et privés, contre la réforme des retraites. Première journée de grève interprofessionnelle appelée par plusieurs organisations syndicales et de jeunesse (CGT, FO, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNL, UNEF).

LOIRE-ATLANTIQUE QUESTION(S) D'ÉTHIQUE : RALENTIR ? 6-7 décembre

À Nantes. Deux jours de tables rondes et de conversations. Pour cette 5e édition, il sera question de l'état de notre planète et des actions à mener pour éviter l'effondrement. Comment nourrir l'humanité demain ? Démocratie écologique ou tyrannie bienveillante ? Notre planète est-elle devenue toxique ? Les scandales de santé publique, etc. Philosophes, scientifiques, économistes, chercheur-es, écrivain-es et journalistes livreront leur point de vue sur la nécessité de ralentir. Avec, entre autres, Dominique Bourg, Delphine Batho, Marie Toussaint, Luc Semal, Marc Dufumier, Agnès Sinai, Corine Pelluchon, Geneviève Azam...

Au Centre de culture contemporaine, Le lieu unique, quai Ferdinand-Favre, Nantes 44000.

HERAULT : VIVRE L'ÉCOLOGIE

Cycle de soirées-débat organisées par le temple protestant de La Margelle. 19h repas partagé tiré du sac, 20h30 conférence.

- 13 décembre, "Dernières nouvelles du climat : diagnostics et pronostics", avec Samuel Morin, chercheur à *Météo-France*.
- 10 janvier, "Écospiritualité, un chemin de vie", avec Jean-Marie Szafarczyk.
- 27 mars, "L'eau, qualité et répartition dans le monde", avec Ludovic Le Moine.
- 24 avril, "L'épicerie collaborative : consommer autrement", avec Charles Godron de l'épicerie *La Cagette*.
- 15 mai, "Collapsologie, demain sera autrement", avec Vincent Mignerot, de l'association *Adrastia*.

La Margelle, 361 avenue du Biterrois, 34080 Montpellier.

ISÈRE LA RECONNAISSANCE DES DROITS DES KURDES

8 décembre

À Saint-Martin-d'Hères. Qui sont Les Kurdes ? Quelles sont leurs revendications, leurs droits, leurs espérances ? Quelles sont leurs perspectives au Moyen-Orient ? Conférence d'Agit Polat, responsable du CDKF, Centre Démocratique du Kurdistan en France.

À 16h à la Maison de quartier Texier, 163 avenue Croizat, 38400 Saint-Martin-d'Hères.

santé

FRANCE : NOUS VOULONS DES COQUELICOTS 6 décembre

Depuis l'appel pour l'interdiction de tous les pesticides de synthèse en octobre 2018, des rassemblements, toujours plus nombreux chaque mois, s'organisent les premiers vendredis de chaque mois devant les mariées, afin de se rencontrer et de s'organiser pour un monde sans pesticides. Il y a sûrement un rassemblement près de chez vous !

<https://nousvoulonsdescoquelicots.org>

silence

LYON CINÉ-CLUB 4 décembre

Chaque mois, l'équipe lyonnaise du ciné-club de Silence propose un film et un débat en lien avec le dossier de la revue.

À 20h45 à l'Aquarium café, 10 rue Dumont, Lyon 4°. Réservation conseillée : aquarium.association@gmail.com

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE 12-13 décembre

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi matin à partir de 9h30.

vélo

PARIS : VÉLORUTION 7 décembre

Départ place de la Bastille à 14h
www.velorution.org/paris



▲ La marche était bariolée et ponctuée de symboles de sorcières et autres puissances féministes.

Et 500 Bombes Atomiques se mirent à danser

Un week-end chaud et ensoleillé de la fin du mois de septembre 2019, 500 Bombes atomiques se sont rassemblées à Montiers-sur-Saulx, tout près de Bure, pour dire non au nucléaire et à son monde. Des centaines de femmes trans, d'hommes trans, de queers, de femmes cis (1), de personnes non-binaires réunies au même endroit pour un camp et une marche en mixité choisie, et vers un avenir radieux.



LE VENDREDI SOIR, À L'OUVERTURE DU campement, quand l'équipe cuisine annonce avoir servi 250 repas, on comprend qu'il se passe quelque chose. Depuis le début de la semaine, des dizaines d'entre nous s'activent sur le lieu du campement pour monter les barnums, récupérer les tables et les bancs, décorer le lieu, coudre les guirlandes et customiser les roues de vélo, brancher les lumières, installer la cuisine et le bar, organiser les poubelles et les toilettes sèches, aller chercher les palettes, dessiner les panneaux d'accueil. Et soudain, c'en est fini de la préparation. Le rassemblement est en train de commencer. Des personnes arrivent en voiture, en camion, à vélo, à pied. Seul-e-s ou en groupe.

Des *écoutantes* s'ornent la tête de serre-tête à grandes oreilles pour se mettre à la disposition de celles et ceux qui auraient besoin de parler. Les livrets d'accueil avec les détails sur l'histoire de la lutte à Bure et des poésies de femmes contre le nucléaire partent comme des petits pains. Une copine laisse des poèmes merveilleux sur les pare-brises des voitures. Tout le monde s'occupe de tout : l'autogestion en action.

"NOUS AVONS TRAVERSÉ LA FORÊT"

Le samedi, pour la matinée d'ateliers (autodéfense féministe, autogynécologie, discussions sur l'écologie et le féminisme, atelier masques et banderoles, point sur la lutte à Bure), tout va très vite. Pas assez de temps, dans ce week-end dense, pour former les participantes au système nucléaire, aux effets incommensurables de la radioactivité, à l'échec industriel de l'EPR, au déclin commercial de cette énergie partout dans le monde. Il y aurait beaucoup d'informations techniques à partager, beaucoup d'explications complexes, difficiles à transmettre ; commençons par aller sur le terrain.

L'après-midi, nous conduisons 85 voitures en file bien serrée pour nous rendre en groupe et en masse à notre lieu de rendez-vous non déclaré à la police. Heureuses d'abord, d'avoir pu sortir de Montiers. Heureuses ensuite, à chaque carrefour de ne pas être empêchées d'avancer par un dispositif policier. Très étonnées d'avoir pu arriver jusqu'au parking, point de départ de la marche. Nos visages cachés sous des masques, toutes déguisées ou torsos nus, nous avons déambulé entre les champs de l'*Andra*, le laboratoire

Par ce texte, nous aimerions partager quelques souvenirs et réflexions, afin que l'histoire de ce rassemblement se diffuse et soit entendue. Dans l'espoir qu'il donne de la force et des paillettes d'inspiration à tou-tes celles et ceux qui subsistent dans leur quartier, leur territoire ou leur village les oppressions systémiques et mortifères du capitalisme et du patriarcat.

(1) Signifie que la personne se reconnaît dans le genre qui lui a été assigné à la naissance.



▲ La forêt, un espace de lutte pour les éco-féministes.

d'État qui prépare la construction du centre d'enfouissement de déchets nucléaires Cigéo. Nous avons fait reculer le barrage des gendarmes en prétendant que nous voulions marcher "sur les traces de Jeanne d'Arc". Nous avons traversé la forêt en portant une radio-chatte bleue géante à dix pattes et une grue merveilleuse. Nos banderoles disaient "Ni poubelle, ni famille nucléaires" et "Vous n'enfouirez pas nos colères féministes et antinucléaires". Nous avons brûlé notre mammi-fère géant de tissus pour le rendre au monde de la nuit. Nous avons dansé autour de ce feu, nous avons rigolé et nous avons pleuré. Nous avons voulu courir, comme cette biche apparue en plein champ, devant nos danses endiablées, mais nous avons décidé de marcher. Nous sommes rentré-e-s à notre base et nous avons fêté notre victoire contre la peur et la répression.

En rentrant, nous mangeons des repas magnifiques, rions aux éclats et frissonnons devant un spectacle sur les sorcières, faisons la *surprise party* jusqu'au bout de la nuit.

L'HORIZONTALITÉ PREND CHAIR

Le dimanche, lendemain de la marche et de la fête, plein de monde est présente dès 10h pour se lancer en AG de debrief et de réflexions sur la suite à donner à ce week-end. Une grosse envie de s'exprimer se manifeste. Plein de choses importantes se disent : des personnes traumatisées par la violence de la répression à Bure expriment leur gratitude à l'assemblée, pour avoir permis une marche dans la bienveillance, certaines parlent même d'un début de réparation. Des copines regrettent qu'on n'essaie pas de se réapproprié l'émeute en tant que minorités de genre. D'autres se demandent comment construire un mouvement qui ne craigne pas de s'affronter au système sans exclure celles et ceux qui subissent trop de violences dans leur vie pour supporter en plus des violences policières. Certaines racontent comment elles galèrent dans leurs luttes face à des mecs dominants et appellent à l'aide.

Des questions sont posées sur les mots qui nous décrivent. Peut-on parler d'écoféminisme ou de féminisme écolo ? Comment inventer un mouvement féministe et écologique inclusif ? Comment diversifier un mouvement écologique porté par des personnes qui sont les plus privilégiées face à la crise écologique ? Qu'est-ce que ça fait du bien de pleurer sans gêne en AG. De parler sans cacher la tristesse ou la joie que l'on ressent. C'est un festival d'émotions, la parole circule, l'horizontalité prend chair.

À Montiers, ce week-end, pas de gendarme en uniforme. Pas d'arrêtés préfectoraux interdisant le transport de couteaux de cuisine ou de pelle à tarte. Pas de journaliste. Personne ne s'intéresse à nous. La police ne nous prend pas au sérieux. Les services de renseignement ne nous ignorent pas eux. Il y a bien eu des flics en civil qui nous ont filmé à plusieurs reprises pendant la préparation. Même s'il n'y a pas eu d'arrestation, il y a eu du renseignement et les répercussions judiciaires sont toujours possibles. Nous ne nous laisserons plus intimider. Mais parce que nous ne sommes pas des hommes cisgenres, nous ne représentons pas, pour eux, une menace. Ou bien est-ce cette stratégie déjà utilisée par le passé à Bure, d'invisibilisation de la lutte ?

Nous n'avons pas attaqué l'*Andra*, parce que c'était suffisant pour nous, ce retour sur les terres de la "zone rouge", vivre une marche sans drame pour cette fois. On se dit aussi qu'on s'en fout de ce que les flics pensent de nous, et de leurs préjugés. Ce qui compte, c'est qu'on soit si nombreuses et si heureuses d'être ensemble.

Les journalistes ne sont pas venus, eux non-plus, trop vexés sans doute de ne pas être invités en tant qu'hommes cisgenres ou peut-être les rédactions n'avaient-elles que des hommes cis à nous envoyer ?



SE SENTIR PUISSANT·ES EN MIXITÉ CHOISIE

S'organiser en mixité choisie, a permis de nous sentir puissantes entre personnes qui s'étaient émancipées ensemble des assignations de genre et de la division patriarcale et classiste des tâches. C'est fondamentalement pour nous et pas contre les mecs cis que nous avons fait ce choix. Trop peu d'amis mecs cis-genre nous ont demandé comment se positionner pour être nos alliés. Il y avait plein de formes de soutiens à inventer : prêter leurs camions et leurs machines, garder nos enfants pour celles et ceux qui en ont, s'occuper du foyer pour nous faire gagner du temps dans les semaines de préparation, s'intéresser à notre action et la faire connaître, affirmer sa solidarité avec ce que nous avons accompli.

Il n'y avait pas beaucoup d'anciennes parmi les Bombes Atomiques ce week-end-là, et très peu de personnes racisées. Elles étaient massivement des blanc-hes. Cette homogénéité d'âge et de couleurs ne nous surprend pas, mais nous attriste. Les habitantes des villages alentours, paysannes et commerçantes à la retraite ou femmes au foyer depuis toujours, nous manquent aussi. Sans doute n'avons-nous pas fourni assez d'effort pour les inviter à venir nous rejoindre, pour qu'ils et elles se sentent chez eux et elles dans un rassemblement sans hommes cis genre et ouvertement antinucléaire. La prochaine fois, on tentera de mieux faire.

Bien des absent·e-s du rassemblement étaient dans nos têtes et dans nos cœurs : les personnes qui s'étaient mobilisées contre la centrale nucléaire de Plogoff, celles du campement anti militaire de *Greenham Commons* en Angleterre dans les années 80, les Polynésiennes et les Algériennes impactées par les essais nucléaires français, les Nigériennes qui subissent les pollutions des mines d'uranium, les précaires de la sous-traitance nucléaire mais aussi les mères de Fukushima.

Ceci est notre récit, celui d'un petit groupe de personnes. Nous en assumons la subjectivité et en reconnaissons les limites. On a hâte de lire et d'entendre ce que diront d'autres Bombes Atomiques. Toutes celles et ceux qui sont venu·e-s, s'il-vous-plaît, racontez-nous ce que vous avez vécu ! Et les autres, rejoignez-nous !

Ce fut incroyable. Beau. Émouvant. Bouleversant. Joyeux. Empuissantant. Réparateur.

Frustrant aussi.

Aurions-nous pu faire plus ? Aller plus loin ?

Ce fut peut-être, sans doute, le début d'un mouvement.

Nous nous sommes promis que nous nous reverrions bientôt, en nous donnant d'autres rendez-vous, à Bure et ailleurs.

Des personnes qui ont participé à la préparation
du week-end des Bombes Atomiques
<https://bombesatomiques.noblogs.org> ■



▲ Les activistes devant l'entrée de Yara.

Un camp climat et agriculture queer !

Brunsbüttel

En septembre 2019, plus de 600 activistes se sont rassemblé·es pour le camp climat *Free the Soil* à Brunsbüttel (Allemagne) pour bloquer l'usine du géant norvégien des engrais azotés de synthèse, Yara. À quoi ressemblent un camp et une action de désobéissance civile organisés suivant des principes féministes *queers* ?

LE FÉMINISME *QUEERS* S'OPPOSE DE MANIÈRE radicale à toutes les formes de patriarcat, en incluant les personnes de tous les genres. Il se veut actif et inclusif, et s'avère être un cadre fantastique pour organiser un camp d'action. En effet, bien des personnes restent souvent en marge des mouvements militants ou de l'action directe, car elles ne se sentent pas représentées dans les prises de décision, ou tout simplement ni bienvenues, ni à l'aise.

"Dans notre lutte pour la justice climatique, alimentaire et agraire, et contre le système capitaliste, nous voulons façonner nos actions et nos communautés à l'image du futur pour lequel nous nous battons", déclare le manifeste du camp *Free the Soil*. Retrouvons-nous les manches !

DEUX ANS DE TRAVAIL DE CONVERGENCE

Durant la COP 23 à Bonn, en 2017, des tracts *Free the Soil* ultra colorés ont fait leur apparition au sommet des peuples pour le climat, un événement alternatif tenu en parallèle des rencontres officielles. Ils annonçaient une action de désobéissance civile de masse contre l'agriculture industrielle en 2019.

Le collectif danois à l'origine de l'initiative est composé d'activistes expérimenté·es dans le domaine de la justice climatique, de l'agriculture et des solidarités nord-sud. Ses membres sont majoritairement des femmes et des personnes de genre non binaire (1). Au cours de diverses rencontres en Europe et à force de réseautage, elles ont rassemblé assez d'organisations et d'individus pour former les nombreux groupes de travail nécessaires à l'organisation du camp et de l'action.

Deux ans plus tard, le projet s'est bel et bien concrétisé : du 19 au 25 septembre 2019, plusieurs centaines de personnes ont campé à environ 80 km de Hambourg pour participer à l'action de désobéissance civile, assister à de nombreux ateliers et discussions, et vivre ensemble de manière non hiérarchique, dans le respect et la bienveillance. Deux groupes rassemblant 500 activistes ont bloqué pendant 26 heures les entrées principales de l'usine Yara, le n°1 mondial des engrais azotés de synthèse (près de cent personnes sont restées au camp (cuisine, équipe juridique, presse, personnes qui ne voulaient pas faire partie de l'action) ou dans les environs (soutien logistique)).

(1) Personnes dont l'identité de genre ne s'inscrit pas dans la norme binaire : elles ne se ressentent ni hommes ni femmes, estimant être entre les deux, un "mélange" des deux, ou aucun des deux.



▲ Solidarité avec les zapatistes!

LES OUTILS DE LA DIVERSITÉ

Sur le camp, que ce soit autour de la cuisine autogérée, dans les ateliers, derrière le micro en assemblée plénière ou dans les groupes de travail (logistique, facilitation, presse...), on remarque une grande ouverture : toute personne est invitée à participer, à animer une activité, à partager son avis. Pour cela, divers outils ont été utilisés dès le début de l'initiative. En effet, l'inclusivité ne se décrète pas ; au contraire, elle se prépare et se vit dès le début d'un projet.

Tout d'abord, les réunions et assemblées ont suivi un processus réfléchi, animé par un groupe de facilitation. En apprenant des expériences passées ou des écueils rencontrés, les facilitatrices et facilitateurs ont su encourager la participation de chacun-e, en tenant compte des dynamiques souvent observées dans les groupes. Par exemple, il arrive souvent que des hommes prennent beaucoup d'espace et de temps dans les discussions, ou que des personnes ne donnent pas leur avis car elles sont plus réservées que d'autres. Il faut savoir intervenir au bon moment, distribuer les temps de paroles, demander aux intervenant-es de privilégier un langage clair... Faciliter une réunion ne s'improvise pas, mais la pertinence des échanges valent bien les efforts investis.

Ensuite, la langue peut aussi limiter la pleine participation aux discussions dans un mouvement international. Au camp, au lieu d'adopter l'anglais comme langue de communication par défaut, *Free the Soil* a encouragé les participant-es à s'exprimer dans leur langue autant que possible. Le collectif *Bla* (2) est venu avec son équipement de traduction simultanée, et des volontaires ont interprété les interventions en français, allemand, anglais et même danois. Cette attention constante devient vite naturelle : même autour du feu de camp, on peut organiser des traductions chuchotées, et ainsi inclure tout le monde dans les échanges.

Enfin, le camp disposait de toilettes accessibles, d'un lieu calme pour se reposer, et d'une équipe dédiée au bien-être des participant-es. Un détail qui n'en est pas un pour la moitié de la population : des protections menstruelles étaient disponibles et bien visibles près des toilettes.

ENTRAIDE ET RESPECT AVANT TOUT

À *Free the Soil*, on a pu remarquer une grande liberté dans l'expression des identités : chacun-e est libre d'être soi-même, bien au-delà des rôles genrés traditionnels. Les qualités dites "féminines" ou "masculines" sont, comme partout d'ailleurs, partagées par des personnes de tous genres. De plus, on évite de glorifier la prise de risque ou la force physique au détriment de la solidarité ou de l'écoute. La culture du remerciement et de la valorisation de toute participation est très vite contagieuse : à force d'être remercié-e pour une tâche effectuée, quelle qu'elle soit, on finit par remercier à son tour les autres. Cela permet de rendre visible la participation consciente et bénévole, et d'encourager la bienveillance mutuelle.

Dans le camp et dans l'action, la fin ne justifie pas des moyens qui laissent des personnes de côté, surtout quand on peut faire mieux et autrement. Le but de l'action, bloquer *Yara*, est tout aussi important que la manière dont on l'atteint, en prenant soin les un-es des autres. Si dans un groupe on se met soudainement à courir, est-ce que tout le monde peut suivre ? Si quelques personnes décident seules de forcer un barrage de police, que feront les autres ? Quels mots utilisent-on ou non dans nos chants ? Soyons lucides et cohérent-es : pour se battre ensemble contre un système injuste, il faut s'élever contre les slogans homophobes, et questionner les prises de risques individuelles qui impacteraient le groupe tout entier.

Pour aller plus loin

Podcast de Charlotte Bienaimé, *La révolution sera féministe, Femmes en lutte dans l'histoire, à Carrefour et sur la ZAD.*
<https://www.arteradio.com>

(2) bla@inventati.org,
<https://bla.potager.org/fr>



▲ Départ groupé du camp pour rejoindre l'usine Yara.

C'est en réfléchissant collectivement aux moyens d'action et à leurs conséquences que *Free the Soil* permet encore une fois d'assurer la participation du plus grand nombre. Cela dit, en parallèle de l'action de masse, des petits groupes affinitaires pouvaient tout à fait organiser des actions différentes et peut-être plus risquées. L'équipe juridique du camp s'est dite déterminée à soutenir tout le monde ! Que ce soit en cuisine, sur un tripode (3) ou au téléphone avec les médias, l'important est de se sentir en capacité de participer à son niveau.

(3) Mat en forme de trépied sur lequel se hissent les activistes, ce qui les rend difficilement délogeables.

(4) Collectif écologiste radical et désobéissant contre le nucléaire et son monde. radiation@riseup.net, www.radiation.org

(5) Réseau citoyen d'appui à l'agriculture paysanne et au mouvement pour la souveraineté alimentaire. <https://brigadesactionspaysannes.be>

Blocage d'une usine d'engrais azotés

Le 23 septembre 2019, 500 personnes venues de nombreux pays ont bloqué durant de nombreuses heures un site de l'entreprise Yara, premier producteur mondial d'engrais azotés, près de Hambourg. Cette action constitue la

première d'une vaste campagne contre l'agriculture industrielle portée par le collectif européen *Free the soil* (*Libérez la terre*) et inspirée par le mode d'action du mouvement *Ende Gelände* (*Pas plus loin*) qui exige la sortie du charbon. Les activistes dénoncent l'impact de l'agriculture industrielle et de l'élevage intensif sur le climat notamment (entre 21 % et 37 % de l'impact climatique humain vient de ces activités). La production d'engrais azotés implique un recours massif aux énergies fossiles.



UN FRANC SUCCÈS

Au vu du nombre de personnes présentes, de l'atmosphère dans le camp, et de la couverture médiatique de l'action en Allemagne, *Free the Soil* est un franc succès. Des mouvements très variés sont venus de toute l'Europe du Nord : militant-es pour les droits des animaux, membres d'organisations pour l'environnement, collectifs contre l'extraction des énergies fossiles, étudiant-es... Des activistes de *Radiation* (4) et des *Brigades d'action paysannes* (5) ont aussi fait le déplacement en car depuis la France et la Belgique. Pour Noé, de *Radiation*, "l'agriculture est un thème systémique. Le focus de *Free the Soil* sur les engrais est très intéressant, c'est un thème oublié, car on parle beaucoup plus souvent des OGM ou du glyphosate." Tout comme elle, de nombreuses personnes sur place sont impressionnées par la qualité des ateliers et discussions et par l'organisation collective sans faille.

Il est rare, dans un camp et dans une action de cette ampleur, de voir autant de sourires et de constater que même les gens les plus impliqués prennent le temps de se reposer. *Free the Soil* nous prouve que l'épuisement, les conflits, les discussions sans fin et les frustrations ne sont pas intrinsèques à l'activisme. Bien sûr, il reste bien des points à améliorer... Mais la perspective féministe *queer* de *Free the Soil* nous apporte une bouffée d'air frais et nous fournit un modèle à suivre pour avancer dans nos mouvements, ensemble.

Sonia Conchon,
association ASEED Europe (www.aseed.net) ■



Transition écologique et justice sociale

▲ La ville de Sao Paulo au Brésil abrite de très fortes inégalités sociales, plus d'un million de personnes vivent encore dans des favelas ou des immeubles abandonnés du centre-ville.

Si nous devons aller vers une société plus sobre et plus résiliente, cela ne doit pas se faire en provoquant une augmentation des inégalités sociales... comme le proposent les actuels plans climat liés au maintien de la croissance.

LA PREMIÈRE MANIFESTATION DES GILETS jaunes a commencé le 17 novembre 2018 par l'occupation de très nombreux ronds-points. Ce mouvement a débuté parce que la hausse des prix des carburants provoque des inégalités entre ceux et celles qui peuvent supporter cette hausse et les autres.

La crise économique est en grande partie provoquée par l'atteinte des limites de notre expansion. Pour reprendre une image ancienne de l'économiste Alain Lipietz, ancien député européen Vert, notre société est comparable à un sablier (1) : en bas, les exclus de la course économique. En haut celles et ceux qui y participent. Progressivement, au fur et à mesure que la crise devient plus dure, une partie de la population du haut rejoint celle du bas. Plusieurs analyses estiment que les Gilets jaunes sont ceux et celles qui se sentent menacés de passer dans le bas du sablier (2).

Les mesures prises en faveur de l'écologie sont aujourd'hui le plus souvent l'ajout de taxes. Or les plus riches, qui sont les plus consommateurs, sont aussi ceux et celles qui peuvent payer ces nouvelles taxes... et continuer à polluer comme avant. Les taxes ne sont donc pas une solution. Il faut trouver d'autres moyens pour aller vers une descente de notre empreinte écologique.

Le débat est largement ouvert. Nous donnerons ici des exemples de ce qu'il nous semble possible de faire.

MISER SUR LES NORMES ÉNERGÉTIQUES

Pour baisser la consommation, on peut par exemple jouer sur les normes. Cela existe déjà.

Par exemple, la RT2020, réglementation thermique, prévoit qu'à partir de 2020, les nouveaux bâtiments devront être à énergie positive, c'est-à-dire produire plus d'énergie qu'ils n'en consomment. Depuis maintenant les années 1980, cette réglementation évolue progressivement pour aller vers des bâtiments de plus en plus économes. C'est une mesure efficace, même si le renouvellement du bâti n'est que d'environ 2 % par an.

Autre exemple : c'est le cas des classements de l'électroménager avec la suppression progressive des appareils les plus énergivores (de A+++ à F).

Il est possible d'envisager le même principe dans d'autres domaines (3).

Actuellement, il existe un système du bonus/malus pour les voitures. Il y a une norme qui fixe un maximum d'émission de gaz à ne pas dépasser, quantité qui baisse progressivement et oblige les constructeurs à améliorer leurs véhicules. Le problème est que les riches peuvent se payer le malus et que les véhicules surpuissants et polluants sont toujours en vente. La norme doit donc être maintenue... mais avec interdiction de vendre des véhicules au-delà de la limite. Ainsi, on fait disparaître les plus grosses voitures progressivement (4).

(1) *La société en sablier*, éd. La Découverte, 1996.

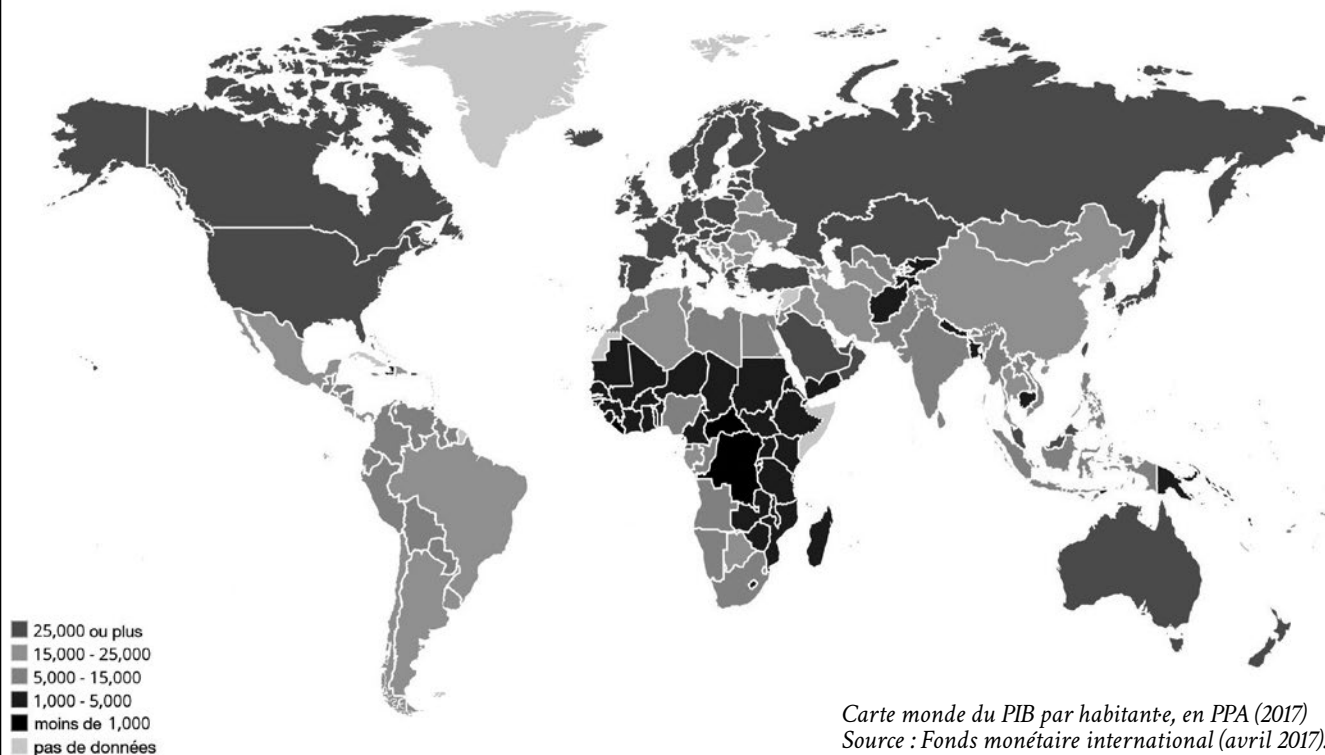
(2) Selon certains témoignages, la plupart des Gilets jaunes ont un emploi, mais un salaire qui ne leur permet pas de vivre décemment. Beaucoup habitent en dehors des grandes métropoles car le moindre coût du foncier leur permettait de vivre dans une grande maison... mais nécessite plus souvent d'avoir une voiture par adulte, ce qui a un prix en hausse constante.

(3) L'étiquette énergie pour l'électroménager est apparue en 1992. Initialement, elle allait de A à G. Depuis se sont ajoutés A+, A++ et A+++ . Ces étiquettes ont servi de modèle pour d'autres introduites pour les automobiles ou encore l'immobilier.

(4) Il est nécessaire de raisonner au niveau de l'ensemble des véhicules. Sachant qu'un vélo électrique consomme 80 fois moins qu'une voiture électrique, la baisse des émissions autorisées devra conduire à penser les véhicules du futur en améliorant les vélos et non en perfectionnant les voitures.

IMF DataMapper

PIB par habitant PPA (dollar international courant, 2017)



Carte monde du PIB par habitant, en PPA (2017)
Source : Fonds monétaire international (avril 2017).

Par Nobody2017 — Travail personnel, CC BY-SA 4.0, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=62310150>

L'empreinte écologique

L'empreinte écologique est la surface dont nous avons besoin pour vivre. C'est un concept qui a été mis au point dans les années 1990 par William Rees de l'université de Colombie-Britannique au Canada.

En 2018, si tout le monde consommait comme une personne des États-Unis, il faudrait une surface correspondant à 5 planètes, une personne en France 2,8, une personne en Inde 0,7. Sur l'ensemble de la planète, nous en sommes à 1,7.

Selon le rapport du 25 juin 2019 du Haut Conseil pour le climat, en France notre empreinte baisse de 1,1 % par an depuis 2015... mais nous ne comptons pas les émissions des importations, ce qui représente actuellement 60 % de gaz à effet de serre en plus.

Précisons que l'équilibre n'est pas à 1 planète, mais bien en-dessous : la planète n'a pas pour seul but de servir l'espèce humaine. Les autres espèces ont aussi besoin de place.

L'OPTION DU RATIONNEMENT

Il pourrait y avoir également un rationnement dans le domaine de la mobilité. Pour chaque déplacement, on compte les émissions de polluants et on ne peut dépasser une certaine quantité. Cela pose une question plus générale d'urbanisme : pour pouvoir progressivement diminuer notre mobilité motorisée, il faut repenser la ville pour rapprocher les lieux de vie, de travail, de commerce, de loisirs. Cela suppose que les quartiers redeviennent des villages. On parle de villes "polycentriques". Cette évolution sera forcément lente. Mais on peut commencer en convertissant des immeubles de bureaux en logements et inversement.

Pour interdire les voitures en ville, il faut prévoir des bons gratuits de transport en taxi pour

les personnes qui en ont besoin (personnes âgées, malades, handicapées...).

Il est également possible de diminuer rapidement la mobilité en jouant sur les destinations de voyage (5).

Il faut aussi intervenir dans des sports de compétition comme les courses de voitures, les loisirs en ULM, le ski nautique... qui consomment pour le plaisir de quelques nantis.

MISER SUR LES PALLIERS

Nous pourrions envisager des prix progressifs : par exemple que l'eau, l'électricité, le gaz soient gratuits jusqu'à un certain niveau, puis que le prix augmente et qu'un maximum de consommation soit fixé.

Cette proposition figure dans plusieurs programmes politiques (*La France insoumise* par exemple). Si elle est facile à imaginer pour un foyer familial, c'est beaucoup plus difficile à appliquer dans les milieux industriels et agricoles (6).

De même, nous pourrions fixer une distance en-dessous de laquelle l'usage de l'avion est interdit. Ainsi les Pays-Bas ont fait fermer la ligne entre Amsterdam et Bruxelles (200 km). Le 5 juin 2019, François Ruffin et une vingtaine d'autres députés ont proposé une loi interdisant les vols intérieurs lorsqu'une solution en train n'augmente pas de plus de 2h le temps de trajet par rapport à l'avion. Cet amendement à la loi mobilité a été rejeté par le parti présidentiel.

Imaginez qu'il y a cinq vols *Air France* par jour entre Lyon et Paris pour prendre des correspondances à Paris... alors que le TGV part du centre-ville et s'arrête dans l'aéroport de Roissy, avec

(5) Relire *Silence* n°324, juin 2005, "Voyages au pays de chez soi" et *Silence* n°424, juin 2014, "Lent, léger... Le voyage".

(6) Selon les statistiques officielles, l'agriculture consomme 43 % de l'eau, l'industrie 15 % dont la moitié pour les centrales électriques (nucléaire ou thermique), contre 42 % pour la consommation des ménages et les collectivités publiques.



▲ *Marre des bouchons parisiens ? Quand la solution serait le développement des mobilités douces, certaines font le choix aberrant de l'hélicoptère...*

un temps de trajet plus court que d'aller prendre l'avion (il faut déjà une heure pour aller à l'aéroport). Idem pour les vols Nantes-Paris...

LE COÛT DU TRANSPORT AÉRIEN

Ces mesures qui s'adressent au grand public ne doivent pas nous faire oublier d'autres consommations : un avion *Rafale* de l'armée de l'air brûle 2 200 litres de carburant par heure de vol. Une fusée *Ariane* consomme 237 tonnes de carburant pendant les 130 premières secondes de vol. Armée et recherche spatiale doivent être questionnées sur leur nécessité (7).

Les hélicoptères les moins gourmands (2 places) consomment déjà 30 à 40 litres de kérosène à l'heure. Les plus gros jusqu'à 800 litres à l'heure. Selon le témoignage d'un de nos lecteurs de Nanterre, actuellement plus de 80 personnes quittent chaque vendredi soir les tours de la Défense en hélicoptère pour rejoindre leur résidence en Normandie. Les hélicoptères devraient être réservés aux seuls services de secours.

LES REVENUS LES PLUS MODESTES N'ONT PAS À FAIRE D'EFFORT

"Il y a assez sur Terre pour répondre aux besoins de tous... mais pas assez pour satisfaire l'avidité de chacun"
Gandhi

L'empreinte écologique au sein d'un même pays n'est pas la même selon les individus. Si en Inde, l'empreinte écologique est de 0,7, les Maharadjas indiens consomment beaucoup trop... tout comme chez nous.

Selon les calculs de l'économiste Thomas Piketty (8), une personne des 1 % les plus riches des États-Unis ou de Singapour émet 250 tonnes de CO₂ par an... contre environ 0,1 tonne pour une personne des 10 % les plus pauvres de pays

comme le Honduras ou le Rwanda soit un facteur 2500.

Pour la France, selon l'économiste Jean Gadrey (9), une personne du 1 % le plus riche émet environ 160 tonnes de CO₂ contre 4 tonnes pour une personne des 10 % les plus pauvres, soit 40 fois moins.

Toutefois, même en multipliant les mesures comme les exemples ci-dessus, il faudra empêcher ces riches de dépenser leur argent dans de la consommation destructrice.

Que faire de l'argent accumulé lorsque l'on est riche pour ne pas peser sur la planète ? C'est une question complexe car il est presque impossible de dépenser de l'argent sans consommer des ressources et donc augmenter notre empreinte écologique (10). Essayons quand même d'ouvrir quelques pistes.

RENDEZ L'ARGENT !

La première chose que l'on peut envisager est de revenir à un système d'impôts qui "rabote" beaucoup plus la richesse. Cela suppose d'empêcher les modes légaux de défiscalisation, de mettre en place un impôt sur le revenu beaucoup plus progressif, de rétablir l'impôt sur le patrimoine, de prélever beaucoup plus les bénéfices des entreprises et les héritages.

Cela n'a rien d'utopique : dans les années 1970, les impôts sur le bénéfice des entreprises était en France de 50 % contre 25 % aujourd'hui. Aux États-Unis, de 1932 à 1980, dans la tranche supérieure des impôts, le prélèvement atteignait 80 % et même 91 % entre 1940 et 1960 (11).

Ces mesures permettraient de renflouer le budget de l'État et d'investir dans les services publics (hôpitaux, écoles), mais également dans la transition écologique (aides à l'isolation, à l'achat d'un vélo électrique... aides modulées selon les revenus des personnes).

(7) Sans oublier le risque d'usage de l'arme nucléaire qui provoquerait un effondrement beaucoup plus rapide que la crise écologique.

(8) *Carbone et inégalité, de Tokyo à Paris*, novembre 2015. piketty.pse.ens.fr

(9) blog du 20 novembre 2018 sur le site d'*Alternatives Économiques*.

(10) voir par exemple les données du club de pensée : <https://theshiftproject.org>

(11) Thomas Piketty, entretien dans *Libération*, 29 février 2012.



▲ La lutte climatique s'inscrit souvent dans une critique forte du capitalisme.

LIMITER L'ACCUMULATION DU CAPITAL

Un deuxième axe de réflexion est de voir comment éviter l'accumulation du capital (et du niveau de vie qui va avec). Depuis 2012, l'idée d'un revenu maximum est apparue en parallèle avec le débat sur le revenu universel.

D'une part, il est remarquable que personne ne soit d'accord sur le montant de ce revenu maximum (12), d'autre part, que personne ne sait concrètement comment procéder.

Une idée serait de réduire le temps de travail des hauts salaires sans baisser les bas salaires. Par exemple, au-delà de la limite, vous n'avez plus de hausse de salaire, mais une baisse du temps de travail.

Problème : un joueur de foot en première division gagne en 2018 en moyenne 40 000 € par mois (13). Si l'on veut diminuer leur temps de travail, il ne va plus y avoir beaucoup de matchs ! Idem pour les acteurs de cinéma... Mais faut-il laisser ces gens, certes talentueux dans leur domaine, être les premiers destructeurs de la planète ?

Il y aurait d'autres domaines à aborder : peut-on laisser les gens disposer d'un capital immobilier énorme ? Comment serait-il possible de limiter le nombre de logements par personne, voire la taille de ces logements ? (14)

ORIENTER LES BUDGETS DES COLLECTIVITÉS VERS LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

Lier transition écologique et réduction des inégalités signifie qu'il ne s'agit plus, comme le voulait la gauche classique, de faire en sorte que les plus pauvres accèdent aux mêmes avantages que les plus riches, mais que ces derniers soient

obligés de revenir à un mode de vie plus proche des plus modestes.

Les modes de vie les plus modestes sont les moins polluants. C'est ce niveau de consommation qu'il faut privilégier et c'est en cherchant à valoriser un mode de vie plus sobre énergétiquement que les collectivités doivent réfléchir à leurs budgets.

Pour espérer aller dans ce sens, ceux et celles qui sont engagé-es dans la transition écologique doivent penser, aux côtés des petits gestes du quotidien et des engagements associatifs, à agir sur le politique pour que nos collectivités prennent le virage nécessaire.

C'est difficile car la démocratie est dirigée par une oligarchie (15). Même dans les communes qui ont choisi des élu-es conscient-es de l'importance de l'écologie (Grenoble, Saillans...), les mesures prises sont limitées du fait du manque de compétence des communes vis-à-vis de niveaux supérieurs de décision (16).

Aux côtés de notre propre transition, il faut soit rejoindre un mouvement politique, soit agir au sein de mouvements et de campagnes qui font pression en faveur d'une transition plus globale : *Fédération Nature Environnement, Agir pour l'environnement, Amis de la Terre, Marches pour le climat, Réseau sortir du nucléaire, Appel des Coquelicots contre les pesticides, Attac, Alternatiba...*

Il va de soi que cet article ne fait qu'énoncer quelques exemples et que de nombreux autres débats sont à lancer. Il est donc aussi possible de s'investir dans la sensibilisation à ces questions et aux solutions possibles en participant à des médias, journaux, radios, sites internet... en commençant par *Silence*.

Michel Bernard ■

(12) Voir par exemple l'entretien avec Patrick Viveret sur *Reporterre*, 7 septembre 2010. Lors d'un débat en 2009, *EELV* a proposé une limite à 30 000 € par mois, le *Front de gauche* à 20 000 € par mois. *Le mouvement de la décroissance* a critiqué ces montants et proposé une limite beaucoup plus basse à 4 000 € par mois. (source : blog "Un projet de décroissance" sur le site de *Médiapart*, 11 septembre 2015)

(13) C'est une moyenne entre les novices et les joueurs expérimentés. Ainsi le gardien de foot de l'équipe de Lyon gagnait, début 2019, 330 000 € par mois !

(14) Question abordée avec humour dans le film *Le grand partage* d'Alexandra Leclère, 2015.

(15) Oligarchie : mode de gouvernement dirigé par la classe dominante. Voir Hervé Kempf *Comment les riches détruisent la planète*, éd. Seuil, 2007.

(16) Voir "Les élections municipales à mi-mandat", *Silence* n°460, octobre 2017 et "Être maire autrement", *Silence* n°354, février 2008.

Faire conflit pour sortir des violences et mieux vivre ensemble

Un des paradoxes de l'être humain est d'affirmer que la richesse est dans les différences et en même temps d'avoir des difficultés à accueillir les divergences des autres, les points de vue opposés, d'avoir tendance à les faire taire, à vouloir contrôler les autres parfois. (...) Sortir de ces violences, c'est refuser de croire qu'un groupe humain fonctionne toujours dans l'harmonie (...). Le conflit est normal : tout groupe humain a une vie émotionnelle. Le conflit est nécessaire, moteur de progrès, seule la violence est inacceptable. "Faire société", "Faire famille", "Faire équipe" passe justement par se dire les choses pour faire conflit !

Or, il existe souvent une confusion entre "Violence" et "Conflit" : le conflit est associé à la violence, il fait peur. Nier cette conflictualité c'est risquer de maintenir et générer des violences, comme le désengagement, les non-dits, la soumission à l'autorité, l'auto-dépréciation. Et la peur du conflit est renforcée par la norme sociale de bienveillance à tout prix qui empêche la coopération.

Pour sortir de cette violence, la Thérapie Sociale est une approche transdisciplinaire conçue par Charles Rojzman, prenant notamment appui sur la psychosociologie et la psychopathologie. Charles Rojzman a notamment écrit *La Thérapie Sociale* avec Igor et Nicole Rothenbühler (éd. *Chronique Sociale*) et *La peur, la haine et la démocratie* (éd. *Desclée de Brouwer*).

Il s'agit de "faire conflit" dans un cadre sécurisant, ponctué par des temps de rencontres entre personnes aux points de vue antagonistes, pour ainsi mieux se connaître et (re) créer de la confiance. Cet espace de conflits, accompagné par un-e intervenant-e, propose d'abord à chaque personne d'exprimer ses peurs, ses méfiances. Le processus d'accompagnement démarre notamment par ce partage des souffrances mutuelles qui, pas à pas, contribue à faire émerger la confiance entre les participant-es au groupe. Chacun-e découvre la réalité de l'autre pour une plus grande intelligence collective. (...)

Cette intervention peut aussi montrer des limites. (...) Les commanditaires peuvent en attendre un diagnostic-conseil (...) ou des recettes toutes faites. Or, les réponses émergent au sein du groupe, collectivement, la posture de l'intervenant-e crée les conditions pour que les personnes se rencontrent, élaborent et décident ce qui est bon pour leur coopération. (...)

Assumer de faire conflit c'est s'opposer à la violence pour contribuer à des relations humaines plus sincères, plus libres en paroles et en liens. Faire conflit, c'est aussi accepter d'être changé par l'Autre.

Céline Bartette-Gaillot
Isère

Service national universel (SNU)

Silence a tout à fait raison de se positionner contre le SNU. Étant très sensibilisé à la question, j'ai lu avec attention les comptes-rendus de la presse suite à un premier essai sur la base du volontariat. Il apparaît clairement que nous avons affaire à un service militaire qui ne dit pas son nom. En effet, ce SNU comprend le lever aux couleurs, la *Marseillaise*, la propagande militaire, le port d'un uniforme... Un moniteur a ajouté : *pour l'instant, les choses se passent bien. Ce sera certainement plus difficile quand le caractère obligatoire du SNU nous amènera des profils plus difficiles...* Personnellement, j'espère bien que ces "profils difficiles" rendront le SNU ingérable !

Je précise que c'est surtout le caractère obligatoire de ce SNU qui me révolte. A présent, il faut envisager le "que faire ?", en tenant compte de deux éléments. D'abord, le système particulièrement vicieux a prévu d'empêcher les insoumis de passer le BAC et le permis de conduire. Cela me rappelle la position de Buzyn sur la vaccination : pas de vaccins = pas de crèche, pas d'école. Secundo : Macron est à l'évidence un petit dictateur mais il ne faut pas perdre de vue que la plupart des candidats à la présidentielle proposaient le retour d'un service militaire obligatoire (même Mélenchon, il me semble...). En outre, s'agissant d'un service qui n'est pas officiellement militaire, nous ne pourrions pas faire valoir la loi sur l'objection de conscience obtenue de haute lutte par Louis Lecoin.

En conclusion, nous devons être attentifs à ce qui se décidera pour pouvoir organiser la résistance, si possible en coordination avec d'autres mouvements.

Jean-Paul Pellet
Allier



Ludovic Mann

L'écologisme est le nouvel humanisme

(...) Dans le glacier qui s'effondre, dans l'eau qui se tarit, dans l'air qui s'empoisonne, la mort est là et cela (...) est notre conséquence. Mondialement majoritaire, la négation de ce constat est le nouvel obscurantisme. Prendre conscience du paradoxe que la somme de notre espèce s'auto-détruit indirectement par la destruction de son propre environnement, alors que chacun de ses représentants travaille à son bonheur individuel, c'est poser ces interrogations fondamentales : que sommes-nous ? Sommes-nous seuls ou reliés ? Quelle est la destination ?

Lointains descendants du singe, architectures d'atomes qui sont les poussières des étoiles ou représentants de dieu sur terre, nous recélon en nous les mystères de l'âme, de la volonté, du génie, mais au fond, que sommes-nous ? Nous qui n'existons que dans les intervalles étroits de paramètres environnementaux dont la modification effrénée cause dès aujourd'hui la disparition de milliers d'espèces, avant notre tour ? Nous sommes organiques, nous sommes l'os, le sang et la viscère et la machine n'est pas l'avenir de l'Homme.

Ni la solitude. Dominateur d'un environnement autrefois farouche, aujourd'hui domestiqué à l'état d'exploitation industrielle, l'Homme se pense en dehors du monde, comme son maître et son propriétaire. Par le feu, par l'agriculture et l'élevage, par l'écriture, par l'arme et la bombe, notre espèce héroïque s'est élevée jusqu'en haut de la chaîne universelle, elle n'en demeure pas moins qu'un maillon soudé à tous les autres car vraiment, nous sommes reliés. Avec le moindre des arbustes, le moindre des

oiseaux, avec la bulle d'oxygène et le cristal de glace, nous sommes reliés par l'intégrale de nos participations infinitésimales qu'est le monde. L'interdépendance des existences n'est pas notre création et n'est pas et ne sera jamais de notre compréhension. La tester est une folie et une faute et déjà, aujourd'hui, l'apprenti sorcier que nous sommes voit les dominos s'effondrer dans un vertige incontrôlable dont la poussière et le bruit se rapprochent de nos têtes.

Quel est l'usage de nos vies ? Quelle en est l'énergie, la direction ? Vers quelle fin tend notre Histoire ? Inspirés par les idées anthropocentriques des Lumières qui placèrent le progrès et la science à la source du bonheur, proclamés par la déclaration universelle des droits de l'Homme à l'issue d'une guerre qui laissait un monde à reconstruire, les principes d'égalité et de liberté prouvent aujourd'hui leur insuffisance à bâtir et maintenir un monde durable où s'épanouira l'espèce humaine. Il faut une Déclaration universelle nouvelle, fondée sur une philosophie régénérée, qui encadre le mouvement de l'Homme vers sa seule destination possible, avant l'explosion de l'étoile : l'harmonie avec notre éco-système.

Oui, l'écologisme est le nouvel humanisme. Dépasser l'individu. Penser l'Homme en rapport avec le monde et le plus fin de ses composants. L'intégrer comme une partie dans le tout. Mettre notre travail et notre génie au service de l'équilibre et de la durée. Le remède est une révolution : philosophique, sociale, économique.

Matthieu Fouasse

*En pleine frénésie derrière les vitres teintées des villes
On n'a même plus le temps de regarder le travail du temps
Un après remplace un avant*

*Sans que l'on n'y prête attention
Une abondance décline de plus en plus chaque jour
Avez-vous le numéro de téléphone de la hotline d'après extinction*

*Une craie crisse sur le tableau d'un paysage
Vers quel côté du big-bang pointons-nous notre souris maintenant
Cette bouteille en plastique à l'abandon contient-elle un message*

*On est en passe de s'accoutumer à un développement qui ne fera rien durer
Jusqu'au bout
Toi comme moi on le sait*

Christophe Bregaint

Auteur entre autres de quatre recueils de poésie : *Route de Nuit (La Dragonne, 2015)*, *Encore une nuit sans rêves (Les Carnets du Dessert de Lune, 2016)*, *A l'avant-garde des ruines (Éd. du Pont de l'Europe, 2017)*, *Dernier atome d'un horizon (Tarmac, 2018)*.

Réflexions

(...) Je tenais à vous remercier d'avoir publié des articles de réflexions. Je fréquente des milieux alternatifs sociaux et écologiques et peux constater qu'il nous manque deux choses à mon avis très importantes : pensée, et introspection.

Jean-Claude Decourt

Hérault

Stopper un projet de supermarché



Je suis engagée aux côtés d'un collectif de citoyen·nes de mon village d'Aubais pour lutter contre un projet délirant de création d'un centre commercial avec un supermarché de 1 200 m², une station-service et de lavage, le tout dans un cadre préservé, en contrebas des écoles, de la maison de retraite et du vieux village. C'est un projet mortifère pour l'environnement, pour la biodiversité, pour l'approvisionnement en eau

(déjà très fragile) du village mais aussi pour les petits commerces que nous essayons de maintenir. De plus, nous avons déjà 5 supermarchés dans un rayon de 5 km et 21 dans un rayon de 12 km.

Ce projet nous a été présenté tout ficelé en novembre 2018 par la commune qui avait déjà choisi l'enseigne (*Intermarché*) et les promoteurs. Un collectif monté en association collégiale s'est créé en décembre dernier pour lutter contre ce projet et se pourvoir en justice. Il compte à ce jour 93 membres. Une cagnotte en ligne a été mise en place par ce collectif, elle permettra de payer les frais de justice (*leetchi.com*, "Soutenir les actions du CIL"). (...) L'idée est bien sûr de réunir les fonds, mais aussi et surtout de faire partager une autre vision des relations citoyennes et de la gestion de la cité. Merci d'avance.

Florence Payen
Gard

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lectrices soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net. Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes.

Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction.

Essais

■ **L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique**, *Élysée Reclus, présentation de John Clark, éd. Lux, 2019, 186 p., 10 €*. Ce livre est le développement d'un discours prononcé dans une réunion publique à Genève (février 1880). C'est le seul écrit du géographe dont l'objet est strictement politique, entièrement consacré à la manière dont l'autoritarisme, le centralisme et la représentation minent les mouvements révolutionnaires et les détruisent.

■ **Dix chevaux-vapeur**, *Ilya Ehrenbourg, éd. Tuta Blu, traduit du russe par Madeleine Étard, 2019, 252 p., 20 €*. Récits, témoignages, enquêtes, menés à la manière de Dos Passos ou de Cendrars, l'auteur retrace la naissance de l'industrie automobile et ses enjeux planétaires et humains. On découvre avec délice comment les constructeurs s'y sont pris pour que leurs terribles engins envahissent la planète entière.

■ **Petit éloge de l'anarchisme**, *James Scott, traduit de l'anglais par P. Cadorette et M. Heap-Lalonde, éd. Lux, 2019, réédition de la version de 2015, 234 p., 14 €*. Avec ce "manuel d'exercice de l'esprit", l'auteur nous invite à reconsidérer la valeur accordée à la hiérarchie et analyse les notions d'autonomie, de dignité, de justice et de résistance. Un plaidoyer pour l'insubordination.

■ **Le français est à nous! Petit manuel d'émancipation linguistique**, *Maria Candela et Laëlia Véron, éd. La Découverte, 2019, 239 p., 18 €*. Une histoire sociopolitique du français qui nous permet de saisir les liens subtils entre langue et société. C'est clair et logique, pertinent et impertinent. À chaque page on s'exclame : "mais c'est bien sûr!" Un seul exemple entre cent : le français correct impose "je vais chez le coiffeur", les "non-lettrés" disent : "je vais au coiffeur". Qui a raison et pourquoi? On découvre qu'on peut aimer sa langue sans se complaire dans la nostalgie d'un passé mythique. Une lecture instructive et réjouissante!

■ **Le cerveau qui dit oui**, *Daniel Siegel, Tina Payne Bryson, traduction Yvane Wiart, éd. Les Arènes, 2019, 280 p., 19,90 €*. Comment développer la curiosité, l'empathie, la résilience chez votre enfant? Illustré de petites BD éducatives, un ouvrage qui délaie avec force détails la démarche pour que sa descendance soit à l'aise dans le monde de demain. Du développement personnel hors de toute réflexion politique.

■ **De l'esclavagisme et du colonialisme**, *Justhom, éd. Libertaires, 2019, 260 p., 15 €*. Certains aiment à penser que ces deux termes n'ont plus lieu d'être au 21^e siècle. Il n'en est rien. Dans de nombreux pays, l'esclavagisme se maintient avec des formes extrêmes d'exploitation. De même le colonialisme a changé de visage, mais reste bien présent comme le montrent les différences de niveau de vie dans nos DOM-TOM ou d'autres anciens pays devenus soi-disant indépendants. Un vaste réquisitoire contre l'hypocrisie actuelle.

■ **La République en miettes**, *Paul Cassia, éd. Libre et solidaire, 2019, 310 p., 16,90 €*. Beaucoup de gens pensaient que le président Macron allait renouveler la vie démocratique. Deux ans après, force est de constater qu'il n'en est rien. Comme les dirigeants précédents, Macron ne fait qu'appliquer les recettes libérales qui favorisent les plus riches et augmentent les inégalités. "La France en marche recule en donnant l'impression d'avancer".

■ **Eugène Varlin, aux origines du mouvement ouvrier**, *Jacques Rougerie, éd. du Détour, 2019, 250 p., 19,90 €*. Eugène Varlin, ouvrier relieur rejoint les mouvements socialistes dans les années 1960. Il met en place de nombreuses associations, se bat pour le droit des femmes à travailler, dénonce les dérives autoritaires, sera responsable des finances sous la Commune et fusillé à la fin de la semaine sanglante.

■ **Articles politiques d'Errico Malatesta**, *traduction et présentation de Franck Mintz, éd. Lux, 2019, 440 p., 18 €*. Écrits pendant la montée du fascisme en Italie, ces textes d'un théoricien de l'anarchisme sont encore aujourd'hui, pour partie, d'une brûlante actualité.

Essais

Fabuler la fin du monde La puissance critique des fictions d'apocalypse

Jean-Paul Engélibert



Les fictions de fin du monde nourrissent plus que jamais livres, films, séries. L'auteur s'intéresse à celles qui, ne se contentant pas des fantasmes de destruction hollywoodiens, se projettent dans l'après-catastrophe. Ainsi, leur opération de table rase, à partir d'une critique radicale de notre monde présent, permet de renouer avec l'utopie. Elles fabulent des reconstructions plutôt que des effondrements. Un livre subtil et clair, qui donne très envie de se plonger dans les œuvres analysées, par exemple celles de Margaret Atwood (*MaddAddam*), Lars Von Trier (*Melancholia*), Davide Longo (*L'homme verticale*), Céline Minard (*Le dernier monde*) et bien d'autres. DG

Éd. La Découverte, 2019, 236 p., 20 €

Passeur de nature

Emilie Lagoeyte, Cindy Chapelle, Titwane



Comment transmettre le goût de la nature aux enfants ? Un guide pour les parents avec des activités pour chaque jour (observation des petites bêtes, construction d'une cabane, etc.), chaque semaine (chasse au trésor, pique-nique, chants des oiseaux, etc.), chaque mois (randonnée, suivre un ruisseau, voir des bêtes sauvages, etc.), chaque année (organiser un camp, vivre à la belle étoile, etc.). Joliment illustré, pleins de petites histoires, de conseils, d'idées d'activités, souvent simples et loin de la société de consommation. Stimulant. FV

Éd. Plume de Carotte et Terre Vivante, 2019, 160 p., 17 €

Rencontres radicales Pour des dialogues féministes décoloniaux

sous la direction de Manal Altamimi, Tal Dor
et Nacira Guénif-Souilamas



Comment tenter de nouer le dialogue entre colonisés et colonisatrices pour aller vers des sociétés qui respectent l'autre ? Le livre présente d'abord longuement le travail de l'École de la Paix qui, en Israël, fait se rencontrer des Israéliennes et des Palestiniennes. Les textes montrent l'importance du choix du vocabulaire, de la présence de médiatrices et les techniques mises au point pour faire prendre conscience aux dominantes des défauts de leurs engagements, même pour ceux et celles qui ont un engagement militant fort. Le livre présente également des travaux

similaires aux États-Unis entre blancs et noirs, et brièvement en Nouvelle-Calédonie. En postface, le débat est ouvert sur les relations en France entre Beures et français d'origine. Si le livre est très précis dans les méthodologies utilisées et sur les causes des situations actuelles, il s'aventure moins sur les objectifs que l'on peut atteindre. MB

Éd. Cambourakis, 2018, 316 p., 18 €

Renaissance écologique 24 chantiers pour le monde de demain

Julien Dossier



La couverture du livre représente la célèbre fresque d'Ambrogio Lorenzetti, "Allégorie du bon et du mauvais gouvernement", peinture datant de la renaissance italienne. Reprenant cette toile de manière contemporaine, Julien Dossier présente 24 thèmes, de l'agriculture à la préservation des écosystèmes, en passant par les systèmes de gouvernance. Renvoyant pour chaque sujet à de très nombreuses sources, il aborde les questions d'un futur possible dans le délai qui nous reste pour éviter l'effondrement. Loin de l'utopie, elle nous donne des clés, des outils, des solutions concrètes pour nous mettre en mouvement. Préfacé par Rob Hopkins (auteur de *Manuel de transition*), ce livre donne incontestablement l'envie d'agir, individuellement et collectivement. Notons que l'auteur esquisse les conflits qui en découleront, alors qu'il y aura forcément des luttes sévères entre l'ancien et le nouveau monde. MB

Éd. Actes Sud/Domaine du possible, 2019, 240 p., 21,50 €

Les facéties du stop

Siméon Baldit de Barral



Force est de constater qu'aujourd'hui le nombre d'auto-stoppeuses a beaucoup baissé sur le bord des routes, beaucoup préférant le co-voiturage payant. L'auteur raconte ici avec quelques anecdotes, les avantages et inconvénients de l'auto-stop, montrant que cela est lié à certaines valeurs, notamment concernant le temps, la relation à l'autre, le voyage... Une relation non-monetarisée n'est pas comparable avec celle où l'on paie ! De quoi relever le pouce. FV

Éd. Transboréal, 2019, 90 p., 8 €

Quand la forêt brûle Penser la nouvelle catastrophe écologique

Joëlle Zask



Les "mégafeux", gigantesques feux de forêt, constituent un phénomène récent de par leur ampleur, leur caractère incontrôlable et paroxystique. À

98 % d'origine humaine (dont 30 % d'origine criminelle), ils sont des révélateurs et des avertisseurs sur notre relation dévoyée à la nature. Sur ces bases intéressantes, l'auteur ensuite ne convainc pas en renvoyant dos à dos l'exploitation systématique des forêts et l'attitude consistant à fantasmer une nature vierge. Comme si les deux déterminaient à part égale les politiques environnementales et présentaient les mêmes dangers ! Cependant, un ouvrage riche en informations et réflexions. DG

Éd. Premier Parallèle, 2019, 193 p., 17 €

Pour résister au capitalisme : faisons la sieste

Frédérique Vianlatte



"Soyons fous ! Osons la révolution, la grande, la vraie, la seule que personne ne peut récupérer, la seule qui ne déçoit pas, la seule qui ne peut pas échouer : celle du quotidien." Et pour cela non seulement faisons la sieste mais aussi soyons lent-es, arrivons en retard, déconnectons-nous du numérique, goûtions les joies de la nudité et du sexe réinventé, goûtions le silence, arrêtons-nous pour admirer le ciel, faisons la planche, etc. Autant de petits exercices pour ne pas nous laisser embrigader par les injonctions à la vitesse et à la performance, pour "puiser dans les plaisirs simples [et autonomes] l'énergie de retourner au combat". GG

Éd. L'Harmattan, 2019, 92 p., 12 €

Romans

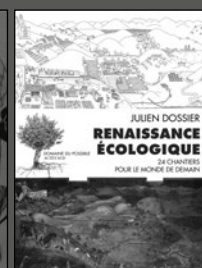
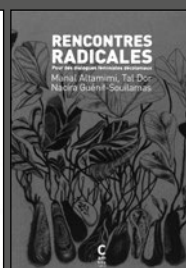
Cadavre exquis

Agustina Bazterrica



Dans un monde qui ressemble au nôtre, un virus a fait disparaître tous les animaux non humains. Bientôt s'organise un nouveau système dans lequel des humains génétiquement modifiés sont "produits" selon les méthodes de l'élevage industriel pour être mangés. Le narrateur de cette histoire est cadre d'un de ces élevages. Il est en lien avec des fournisseurs, des laboratoires, etc. Aucun détail ne nous est épargné. Mais c'est le sens et la valeur de la vie humaine dans leur ensemble qui sont durablement modifiés par cette évolution. Un roman qui interpelle évidemment en miroir sur le sort fait aux animaux non humains, mais qui va heureusement au-delà d'un exercice de démonstration pour nous faire rentrer dans les contradictions de ses personnages. GG

Éd. Flammarion, 2019, trad. Margot Nguyen Béraud, 296 p., 19 €





Le bonheur était pour demain

Philippe Bihouix

Philippe Bihouix nous invite à relire les grandes prédictions des futurologues depuis le siècle des Lumières, et c'est assez savoureux ! Malheureusement, en l'an 2000, les voitures ne volent pas et le nombre

d'humains qui sont sortis de l'attraction terrestre est aujourd'hui encore de moins de 100. Quant au transhumanisme, il rappelle que depuis des siècles, on essaie de trouver comment empêcher la calvitie et que l'on n'a toujours pas de solution...

Cette vision du monde imprègne toutefois la mouvance écologiste, avec nombre de partisans des énergies propres que seraient éoliennes et capteurs solaires. L'auteur rappelle que pour disposer de cette énergie, il faut des matériaux qui vont devenir de plus en plus rares. Les énergies renouvelables pas plus qu'internet ne sont "dématérialisées". Évidemment comme ces discours volontaires sont mis en défaut, ils se renouvellent sans cesse car pour beaucoup de scientifiques, sans ces visées utopiques, le risque est grand que les crédits disparaissent. Les médias suivent, toujours avides de "nouveauautés" et le plus souvent sans esprit critique.

Il pose des questions sur notre manière d'agir : faut-il avoir un discours radical, mais inaudible par le plus grand nombre ou adopter des positions plus pragmatiques, mais qui s'avèrent inefficaces (rappelant la démission de Nicolas Hulot). Il s'interroge sur l'énergie que nous dépensons dans des alternatives comme les territoires en transition, lesquels ne semblent pas empêcher le business de se poursuivre "as usual".

Il en arrive à la conclusion que le plus important est le changement de notre imaginaire, lequel seul peut permettre d'entraîner une majorité suffisamment rapidement pour redresser la barre. C'est-à-dire aller vers une société où il y a moins de consommation, des objets durables, avec des technologies plus simples (comme il l'expliquait déjà dans son précédent ouvrage *L'Âge des low tech*).

Un livre qui par sa pédagogie et son humour permet d'aller loin dans les réflexions et ouvre de nombreuses pistes pour l'avenir du mouvement écologiste. À lire en priorité. MB

Éd. Seuil / coll. Anthropocène, 2019, 366 p., 19 €

de l'armement et de la guerre. Sans compter l'avancée inexorable du désert... Un récit qui donne à réfléchir aux conséquences de notre mode de vie actuel. GG

Éd. YIL, traduction de l'étasunien par Kasia Michejda, 2018, 94 p., 20 €

Nouveau contact

Bruno Duhamel



Après *Jamais* sur la montée des eaux, et *Le Retour* sur la marchandisation de l'art et le tourisme, Bruno Duhamel s'attaque cette fois-ci aux réseaux sociaux. Doug, ancien photographe, retiré auprès d'un lac écossais, va envoyer une image d'un monstre sorti du lac sur le réseau "Twister". Cela provoque une réaction en chaîne, avec d'abord des médias qui cherchent à voir le monstre, puis des curieuses, des chasseurs pour le tuer, des écolos pour le protéger... La présence d'une usine voisine qui travaille sur la génétique laisse entrevoir une possible manipulation du vivant. Quand la direction de l'usine accepte la proposition d'un hacker de lui communiquer les photos de l'ordinateur de Doug, la présence de photos dénudées de son ancienne compagne lance une nouvelle forme de mobilisation autour de la place des femmes. Armée, scientifiques s'en mêlent... Totalement hilarant ! La preuve que l'on peut rire en détournant les sujets de société actuels. FV

Éd. Bamboo/Grand Angle, 2019, 68 p., 20 €

Orwell

Pierre Christin, Sébastien Verdier



Éric Blair de son vrai nom, va d'abord connaître la misère, rejoindre les brigades antifranquistes, s'engager politiquement dans un socialisme radical avant de se lancer dans le journalisme social puis le roman sous le pseudonyme de George Orwell. C'est sous ce nom qu'il deviendra célèbre, principalement avec deux œuvres écrites dans les dernières années de sa vie : *La ferme des Animaux* et *1984*. Une biographie réalisée avec un dessin très sobre, avec seulement quelques touches de couleurs et des extraits de ses écrits illustrés par plusieurs dessinateurs invités (Bilal, Juillard, Larcenet, Butch...). Un modèle de journalisme qui n'existe malheureusement plus guère aujourd'hui. MB

Éd. Dargaud, 2019, 160 p., 20 €

B. D.

Bicyclopolis

Récit d'un voyage temporel à pédales

Ken Avidor



Le narrateur voyage dans le futur grâce à une machine à pédales. Il arrive de nombreuses décennies après notre époque. L'arctique a fondu, libérant des gigatonnes de méthane gelé, la

civilisation industrielle s'est effondrée, les communications entre les continents ont été interrompues, et quelques groupes d'humains survivent comme ils peuvent. Parmi eux, la cité de *Bicyclopolis* parvient à survivre frugalement grâce à la ceinture verte qu'elle a réussi à créer autour de la ville, aux techniques conviviales qu'elle a appris à utiliser, au pouvoir de la bicyclette tant pour se déplacer que pour produire de l'énergie. Cependant la cité est mise en danger par une secte de fanatiques du progrès technologique, et elle n'échappe pas à la logique

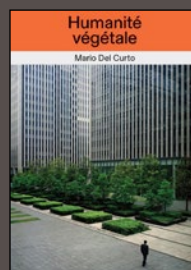
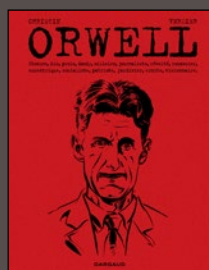
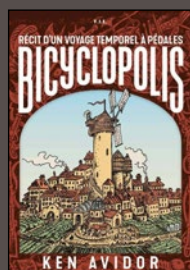
Photographies

Humanité végétale

Mario del Curto



Dans l'histoire des relations entre l'humain et la nature, il y a la place particulière des jardins, plus ou moins sauvages, plus ou moins contrôlés par



l'intervention humaine. Mario del Curto décorative les différentes facettes de ces jardins : les forêts où l'homme cueille des fruits sauvages, les jardins médicinaux et botaniques, les jardins extraordinaires, symboles de richesse et de pouvoir, les jardins modestes, les jardins utopiques, la végétation dans les cimetières (le dernier jardin), les jardins qui servent à la recherche agronomique... De très nombreux reportages à travers le monde, agrémentés de textes de l'auteur et de spécialistes du végétal. Une ouverture sur l'actuelle pensée écologiste, sur la simplicité (ou son contraire), le constat du peu de place laissée à la nature en ville et pourtant combien des ersatz de nature peuvent encore s'y glisser ! Un projet photographique très cohérent et puissant. MB

Éd. Actes Sud, 490 p., 180 photographies, 49 €

Jeunes

Un éléphant ne peut pas monter dans un arbre

Kotimi



Dès 18 mois. L'éléphant ne peut pas monter dans un arbre, mais il est fort ! L'oiseau n'est pas fort, mais il peut voler ! Le chat ne peut pas voler, mais... Cet album illustré dans un style

enfantin et léger vient aider joyeusement à défaire les jalousies et à renforcer l'estime de soi, en montrant que chacun-e d'entre nous a des aptitudes et des talents qui lui sont propres. Et l'on aura envie de prolonger le livre en poursuivant cette amusante énumération sans fin avec d'autres animaux. GG

Éd. Rue du Monde, 2019, 48 p., 15,5 €

Je jardine les pieds sur terre

Marie Lescroart, Nicolas Gouny



Dès 6 ans. Un album pour se lancer dans le jardinage et pour découvrir en même temps de nombreuses choses sur les plantes et l'écologie. Chaque double page part d'une question : ça mange quoi, une plante ? C'est fait comment, un bon sol ? Ça sert à quoi les mauvaises herbes ? Qui vit dans les mares ? Comment les plantes fabriquent leur parfum ? Comment aider les oiseaux en hiver ? À chaque question répondent des explications simples et quelques conseils pratiques de jardinage, dessins et schémas simples à l'appui. GG

Éd. du Ricochet, 2019, 38 p., 13,5 €

Tous au vert

Didier Lévy et Katrin Stangl



Dès 8 ans. Chez Max on peut manger des chips et du saucisson en jouant sur un écran géant. Chez notre héros venu de la capitale, c'est plus triste :

seulement de la nourriture bio ! Pourtant à l'automne, à l'ouverture de la chasse, tout change quand les animaux viennent se réfugier chez les Parisien-nes écolos. Les chasseurs, dont le père de Max, acceptent de laisser leur fusil, le temps d'un repas. Commence alors un changement en douceur. Et même chez Max on peut maintenant manger bio. Une petite fable sur les difficultés à dialoguer entre néo-ruraux et ruraux. FV

Éd. Sarbacane, 2019, 40 p., 14,90 €

Musique

Pourquoi ?

André Bonhomme



"Quand, dans vingt ou dans cent ans, la chanson pop-mode qui prévaut de nos jours aura été oubliée, bannie depuis longtemps, on pourra toujours écouter ce Bonhomme-là. Il nous offre son nouvel album (le dixième) : "Pourquoi ?"... d'une énergie qui ne peut que faire songer à celle de Vigneault. Bonhomme est poète, ça s'entend. Il est aussi fabuliste. En fait, c'est un humain de bon sens qui promène son âme et sa carcasse dans la vie." (Michel Kemper, Nos enchanteurs. Le quotidien de la chanson). Ses chansons évoquent l'amour, l'amitié, le temps qui passe, la mort, mêlant sérieux et légèreté. Un concert de Bonhomme c'est un charme, une bouffée de chaleur, une rencontre marquante. Pensez à l'inviter pour un tour de chant (en famille, avec des amis). Il viendra avec un ou tous ses musiciens. MD

2019.

Pour commander l'album : aci.bonhomme@laposte.net.

Films

Lettre à G.

Repenser notre société avec André Gorz

Charline Guillaume, Pierre-Jean Perrin, Julien et Victor Tortora, Céline Martin Sisteron



Dix ans après son décès, Manon, 26 ans, découvre subitement l'œuvre du philosophe à la bibliothèque de son village natal, Vosnon dans l'Aube, où Gorz a discrètement passé les 25 dernières années de sa vie. Bouleversée par cette lecture, elle confronte les questions posées par l'écrivain à sa propre expérience et décide de les approfondir auprès de 5 ami-es de l'auteur. 5 thèmes majeurs de son œuvre vont être successivement abordés par eux dans ce documentaire-fiction : la désorientation, la norme du suffisant, le travail, le revenu universel et l'autonomie. Il faut garder à l'esprit que ces analyses, devenues familières des militants actuels n'étaient portées dans les années 60 et 70 que par quelques intellectuels visionnaires. MD

2019, 1 h 15, andregorz.fr, film@andregorz.fr.

Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.

Nous avons également reçu... 2/2

Essais

■ **Ne te quitte pas, le corps au cœur de la méditation**, Martin Aylward, traduction Elena Zahariev et Julien Delon, éd. Les Arènes, 2019, 310 p., 22,80 €. Se reconnecter avec soi-même pour se déconnecter des écrans et autres réseaux sociaux. Réflexions et exercices pratiques.

■ **Pour une économie libertaire**, Frédéric Antonini, éd. Nada, 2019, 80 p., 8 €. L'auteur propose des bases pour l'organisation économique d'une société libertaire. Propriété privée, échanges marchands, production de la monnaie, pluralité des formes de production, temps de travail, relation aux autres économies "de domination" sont ici abordés. La lecture de ces 102 points pareils à des articles d'un code est aride, mais elle pose de bonnes bases pour la discussion.

■ **Make Rojava green again**, Commune internationaliste du Rojava, avant-propos de Debbie Bookchin, éd. Atelier de création libertaire, 2019, 140 p., 8 €. Les Kurdes ont réussi à maintenir leur autonomie dans la région du Rojava, au nord de la Syrie, le long de la frontière turque. C'est là que depuis 2018, une prise de conscience écologique se développe autour des idées de municipalisme libertaire théorisé par Murray Bookchin. État des lieux et propositions dans un contexte très instable.

B. D.

■ **Fukushima 3.11**, Kurumi Sugita et Damien Vidal, édité par "Nos voisins lointains 3.11", 2019, 24 p. Récit d'un jeune japonais, 13 ans au moment de l'accident, qui habitait dans un village voisin de la centrale, mais qui n'a pas été évacué. Comment la plupart des gens finissent par oublier qu'ils vivent dans un environnement radioactif permanent, et comment certain-es s'engagent dans la lutte. Le produit de la vente de ce livre sera versé aux enfants de Fukushima pour des séjours thérapeutiques hors de leur région.

■ **Le nouveau président**, Yann Rambaud, éd. Delcourt/Pataquès, 2019, 96 p., 16,50 €. Le Président de la République a de moins en moins d'utilité et le lobby du parmesan essaie de le contrôler. Un sommet de non-sens qui fête avec un humour ravageur les deux ans de présidence d'Emmanuel Macron.

■ **Hila, naître en Afghanistan**, Aurélie Neyret, The Ink Link, 2019, 26 p., disponible sur le site de Médecins sans frontières. Le quotidien d'une maternité gérée par MSF dans un pays en guerre. Une initiative lancée par le collectif d'artistes de BD engagé-es The Ink Link.

■ **Chères élites**, François Ravard, James, éd. Fluide Glacial, 2019, 56 p., 14,50 €. La vie ultra-bourgeoise et la croissance infinie vont-elles dominer le monde ? Si vous ne faites pas encore partie des 0,1 % les plus riches, ce livre devrait vous faire rire. Un livre avec de vrais morceaux de décroissance.

Jeunesse

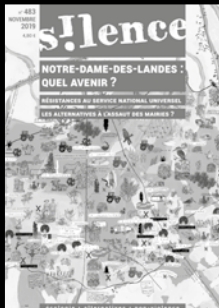
■ **Tout bouge autour de toi**, Patchen Barss et Todd Stewart, traduction Christiane Duchesne, éd. Isatis, 2019, 32 p., 18 €. Dès 6 ans. Un album pour observer et admirer le monde, la similitude entre les formes et les mouvements, de l'infiniment grand à l'infiniment petit, les particules tournoyant sans arrêt comme les planètes autour du soleil, etc.

■ **Mon monde et moi**, Roxane Tilman et Somotho, éd. Chant d'Orties, 2018, 32 p., 16 €. Dès 9 ans. Si ma ville est si grise, c'est qu'il y a la guerre. Mais moi, j'ai choisi de résister. Mon monde à moi est plein de vie et de rêves, d'espoirs. Grâce à lui, les couleurs envahissent peu à peu cet album anti-guerre, poétiquement illustré au crayon.

Poésie

■ **Lentes Pyrénées**, Jean-Pierre Barneix-Borde et Vanessa Rey-Coyrehourcq, éd. Encre (Bayonne), 2019, 24 p., 6 €. Petit recueil de poésie du premier illustré par la seconde, sur le thème de Pyrénées, côté atlantique.





Quoi de neuf ?

Erratum

Vous avez pu lire page 20 du numéro de novembre 2019 dans la brève "Le changement climatique a déjà asséché nos sols" : "l'humidité moyenne des sols, sur la période 1981-2010, a diminué de 4% par rapport à l'humidité moyenne sur la période 1961-2010." Petite erreur de dates, il fallait lire "moyenne des sols, sur la période 1981-2010, a diminué de 4% par rapport à l'humidité moyenne sur la période 1961-1990."

La revue retrouve le papier recyclé : ouf !

Depuis mai 2019 - suite à la fermeture en mars 2019 de l'usine Arjowiggins à Bessè-sur-Braye - la revue *Silence* n'était plus imprimée sur papier recyclé. Notre imprimeur, l'imprimerie Notre-Dame (en Isère) s'est depuis tourné vers le fabricant *Mondi* qui produit le *Nautilus Classic*, papier non couché, 100 % recyclé, certifié *Blue Angel*. Depuis le numéro de novembre 2019, c'est le papier sur lequel est imprimé *Silence*. L'impression sur papier recyclé,

un engagement fort de la revue depuis son premier numéro, est aujourd'hui une démarche fragilisée par le monopole de production de quelques entreprises qui peuvent décider de stopper la filière pour satisfaire des appétits financiers.

Bienvenue Manon

L'équipe de *Silence* accueille Manon Salé pour un stage de 5 mois jusqu'à la mi-février 2020, dans le cadre d'un Master d'urbanisme sur la transition urbaine. Au programme : des reportages, un soutien à la diffusion de la revue, et de la bonne humeur !

Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux lieux proposent la revue à la vente. Voici la liste des nouveaux venus de cet automne :

- **Normandie**
Atelier à l'Ouest
6 rue de la Sainte-Croix
50430 Lessay
Tél. : 06 60 72 18 52
- **Tarn**
Ellipse
Rue de la poste
81140 Vaour
Tél. : 05 63 56 03 18
- **Vendée**
Biocoop Maraichine
1 rue de la Cailletière
85300 Challans
Tél. : 02 51 26 51 88

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > **Auvergne-Rhône-Alpes.** Jean-Paul Pellet - Allier. jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir).
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 7, rue du Dr Prosper Defau, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Gironde.** Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, elisa@mailz.org, 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- > **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 12 et 13 décembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h 30 à 20h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **16 et 17 janvier, 13 et 14 février, 19 et 20 mars, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9h30** les mercredi 20 novembre (pour le numéro de janvier), 18 décembre (pour le numéro de février), 22 janvier (pour le numéro de mars), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des infos pour le numéro de janvier, vous avez jusqu'au 26 novembre ; puis jusqu'au 30 décembre pour le numéro de février, etc. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

**Plus d'infos sur : www.revuesilence.net
rubrique : Comment participer**

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

Partenaires



Coordination Permanente
MÉDIAS LIBRES



NON-VIOLENCE
XXI
Nos dons pour la nonviolence

Commande : numéros, livres et affiche

Numéros disponibles

- 453 Travailler moins, et si on essayait ?
- 454 Créer des lieux alternatifs
- 455 Pour des élections moins primaires !
- 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats
- 457 Le chant des luttes
- 459 Vers une école sans écrans ?
- 460 Les élections municipales à mi-mandat
- 461 Cuisines en transition
- 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- 465 Réagir aux violences du quotidien
- 466 Jouer hors des cases
- 467 Le syndicalisme peut-il être écolo ?
- 468 Rouler pour des idées

- 470 Autogérons les coop' alimentaires !
- 472 Nous vieillirons ensemble !
- 473 La montagne : du calme !
- 475 Retiens la nuit
- 476 Décroissance, où en est-on ?
- 477 Explorons les alternatives !
- 478 Quand l'écologie s'empare du droit
- 479 Bébés écolos
- 480 Réconcilier agriculture et vie sauvage
- 481 Les alternatives : oasis ou leviers ?
- 482 La planète victime de la mode
- 483 Notre-Dame-des-Landes : quel avenir ?
- 484 Vers des villes sans voitures

Numéros régionaux

- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- 463 Hérault
- 469 Loire
- 474 Alternatives en Côte-d'Or et Yonne

Indiquez le total de votre règlement
[numéro(s) + abonnement(s) + livre(s) + ...]:

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,80 € l'exemplaire).

Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Affiche



100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou

nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

Livres



Manuel de transition, 212 p. - 20 €**

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

Non-violence dans la révolution syrienne, 120 p. - 9 €*

Recueil de textes publiés initialement en arabe ou en anglais sur Internet, traduits pour la première fois en français, ce livre veut mettre en lumière ce versant si peu éclairé de la révolution et de la résistance syriennes, cette action civile et sans armes aux mille visages qui ne cesse de se réinventer depuis 2011.



L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20 €**

Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniens que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !

Frais de port : *2,5€ / **5€.

Pour une commande de plusieurs livres, nous consulter.

Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	22€	29€
Particulier 1 an, 11 n°	48€	57€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80€	92€
Petit budget 1 an, 11 n°	33€	40€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110€	Nous contacter

Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées (MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence
(adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

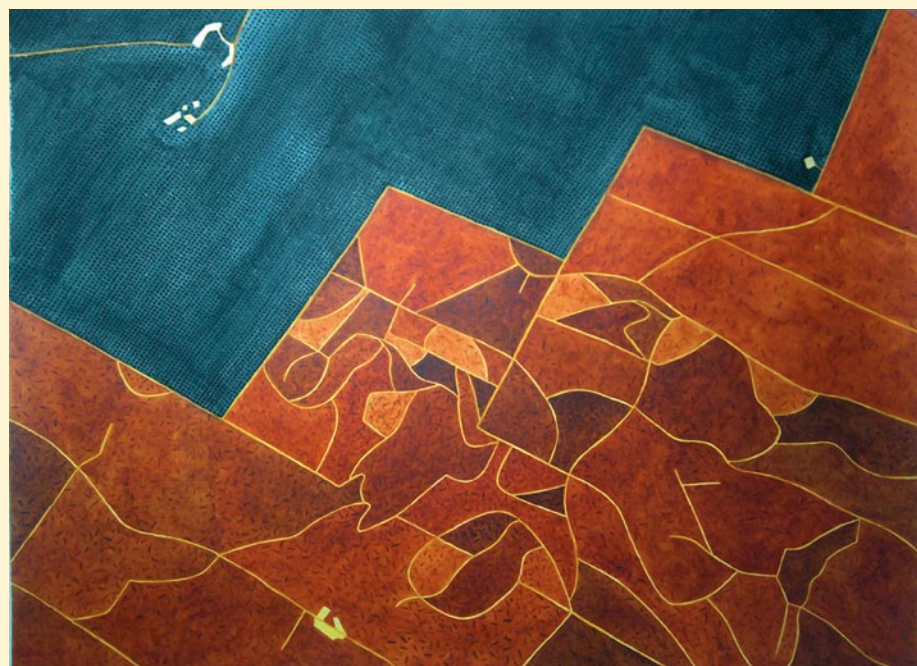
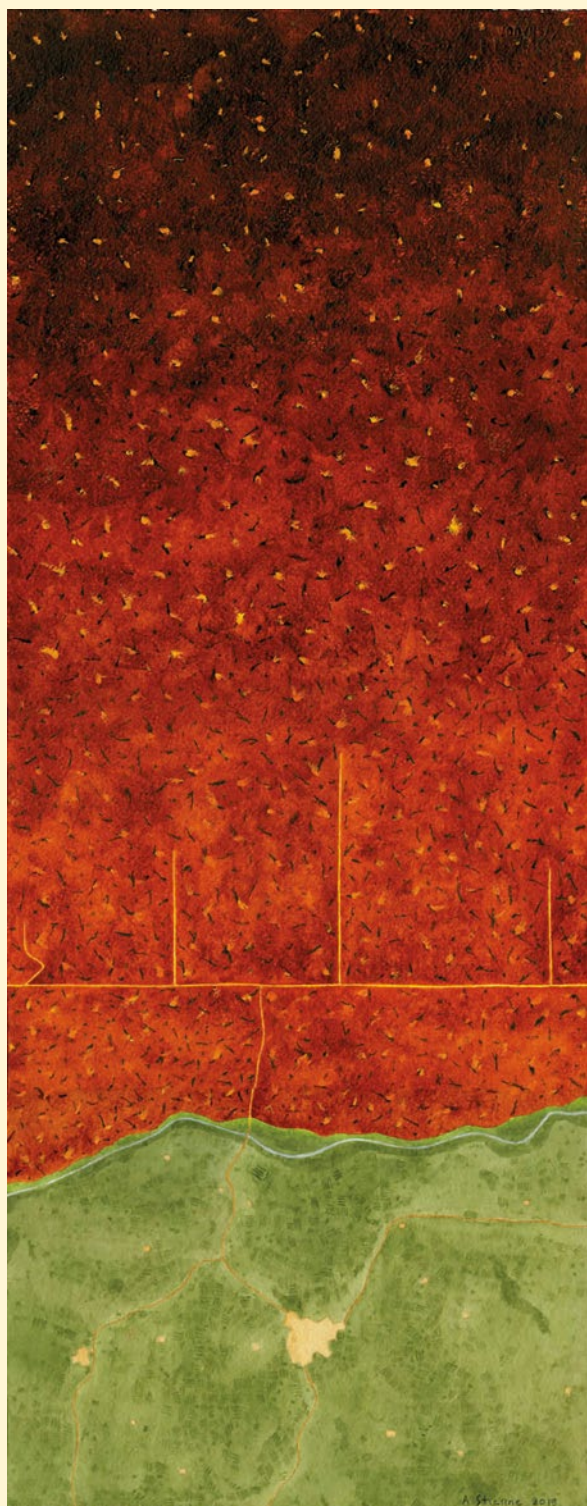
Dépaysages de palmiers à huile

Agnès Stienne

La diversité des utilisations de l'huile de palme ne connaît pas de limites : alimentation, cosmétiques, produits d'entretien, carburants, industries en tous genres. Pendant ce temps, la biodiversité des zones tropicales, elle, ne cesse d'être détruite. Car c'est dans une atmosphère lumineuse, chaude et humide que le palmier croît.

Pour le cultiver, les forêts primaires sont rognées, les peuples des forêts déplacés, des paysan·nes dépossédé·es de leurs terres et violenté·es, les animaux sauvages privés de leur habitat, les rivières et les sols pollués.

En résonance à un article intitulé "Petite géographie du palmier à huile" publié sur [Visionscarto.net](http://visionscarto.net), Agnès Stienne a réalisé une série de tableaux de plantations géolocalisées en "survolant" *Google Earth*. Selon l'inspiration, elle a reproduit des plantations, des zones de déforestation par le feu ou de mise à nu des sols.



Légende de la série
« Dépaysages »



Forêt



Prairie



Culture



Bâti, route

Identifiée sur Google Earth
comme plantations



Déforestation
par le feu



Sol défriché



Plantation

